lutte ouvrière

PARAIT LE MARDI | HEBDOMADAIRE | N° 132 — SEMAINE DU 9 AU 15 MARS 1971 | PRIX : 2 F

Municipales :

VOTEZ POUR LES LISTES SOUTENUES PAR LES REVOLUTIONNAIRES

courrier des lecteurs

Les deux lettres qui suivent dénoncent quelques aspects scandaleux de ces services dits publics que sont les P.T.T. et la S.N.C.F.-R.A.T.P. Nous nous faisons l'écho de ces protestations d'autant plus volontiers que Lutte Ouvrière *a engagé en* 1970 *une campagne de dénonciation du scandale des transports en commun, et que des camarades postiers ant maintes fois dans les colonnes de ce journal attaqué leur administration plus que défaillante.*

Dans la société du profit, les services publics qui ne sont pas rentables sont considérés comme la dernière roue du carosse. Le capital qui domine notre société se révèle de plus en plus impuissant à faire face aux tâches qui lui incombent à ce titre.

Le scandale des transports...

Ne trouvant à Paris que des logements à des loyers exorbitants, je dus me résoudre comme tant d'autres à habiter en banlieue. C'est ainsi que je me suis retrouvé à Eaubonne à environ 14 km de la capitale.

Pour venir de cette « proche » banlieue travailler à Paris c'est une véritable partie de plaisir, jugez-en vous-même.

D'abord, habitant assez loin de la gare, j'ai le choix entre vingt minutes de marche à pied pour atteindre celle-ci, ou utiliser les « cars roses » d'une compagnie privée dont le tarif est le suivant : 0,80 F pour 1,5 km ! lorsque l'hiver arrive, c'est-à-dire la route un peu verglacée ou enneigée, les « cars roses » ne passent plus ! Il me faut alors rejoindre la gare à pied et lorsqu'il gèle ou qu'il neige c'est assez agréable !

Ensuite, quand j'ai enfin atteint la gare d'Ermont, il me faut prendre le train et par conséquent acheter une carte. Alors là, c'est le racket grand modèle : la carte de train hebdomadaire coûte 9,20 F et le billet aller-retour coûte lui 4,60 F ! ensuite je change de train à Argenteuil, arrive à Saint-Lazare et prends le métro.

Pour être à mon travail à 8 heures, je pars de chez moi à 6 h 45 et si le train n'a pas trop de retard, si j'arrive en tassant un peu mes semblables à monter dans un wagon, j'arrive presque à l'heure c'est-à-dire 8 h, 8 h 5 ou 8 h 10.

Le soir, quittant mon boulot à 17 h 10 je prends le train, sans courir, de 17 h 50 et arrive chez moi vers 18 h 45. Ce doux voyage me revient à un peu plus de 90 F par mois entre le car, le train et le métro. Là dessus, mon aimable patron me rembourse... 23 F... par mois De quoi mourir de rire si je n'étais pas concerné.

... et celui des postes

Camarades,

Le pouvoir poursuivant sa désastreuse politique contre les travailleurs et les couches laborieuses a osé dans de scandaleuses proportions augmenter les tarifs postaux.

J'ai dû payer 4,20 F pour un mandat de 25 F ; adressé à ma sœur qui se trouve dans une maison de retraite.

Spéculation intolérable contre le peuple, et cela d'autant plus que les salaires des postiers, qui se trouvent surmenés par un trafic, sans cesse croissant, n'ont pas été augmentés dans les mêmes proportions ; et que l'on refuse d'embaucher le personnel nécessaire afin d'assurer l'acheminement correct du trafic postal.

Il serait nécessaire qu'un vaste mouvement de protestation soit engagé dès que possible à l'instar de ce qui s'est fait contre l'augmentation des tarifs des transports, il y a quelque temps. Ces diverses manifestations ont permis tout au moins au pouvoir de reculer.

Il faut le faire de nouveau contre les tarifs postaux.

1,60 à 3 F pour un pneumatique, les lettres recommandées, etc...

... Essayons d'entrer en contact afin de manifester ouvertement notre mécontentement devant le ministère des P.T.T.

Nous ne pouvons agir de la même façon que nous l'avons fait récemment contre la hausse du métro-autobus, en rentrant sans payer.

Mais mobilisons la population contre le pouvoir, que le peuple s'agite et montre son mécontentement. Assez de politique désastreuse !

Sentiments fraternels et révolutionnaires.

A.B. (Paris-5)

A propos de l'U.N.E.F.

Chers camarades,

Dans un style bien moralisant, le camarade G. Kaldy nous décrit dans L.O. du 26 janvier au 1er février 1971 ce qu'il appelle « l'agonie de l'U.N.E.F. ».

Tout le monde a sa part d'anathèmes. Ça commence par la Ligue Communiste — en toute cordialité fraternelle — et le P.S.U. ; ces gens qui pratiquent ce crime épouvantable : la « démission ».

Puis nous avons droit à une description minutieuse des entre-déchirements mutuels et concommitants de l'A.J.S. et de l'U.N.E.F.-Renouveau avec, en digression, un petit coup de patte à l'Humanité **qui — on peut bien le reconnaître — le mérite largement.**

Kaldy se régale de stigmatiser « le sectarisme irresponsable de ces groupes... » **pour, ensuite regretter, à gros soupirs qu'ils n'aient su garder cette U.N.E.F. qu'ils avaient** « en main », **qu'ils l'aient perdue de par leur propre faute.**

Et tout cela débouche sur cette conclusion derrière laquelle se devine le contentement de la bonne conscience :

« Comment avec les mêmes pratiques, avec la même irresponsabilité, pourraient-ils conquérir une influence sur le prolétariat, comment pourraient-ils bâtir une organisation révolutionnaire ?

Pardon, camarade Kaldy, mille excuses, permets-tu à un militant de la Ligue Communiste qui, à mesurer de l'intérieur les progrès de son organisation, ne la croyait ni si sectaire, ni si démissionnante, de te poser, avec l'humilité de rigueur, cette simple petite question :

— Dans tout cela, où étaient les camarades de L.O. **?**

R.A. (Oise).

Puisque tu considères le style de l'article du camarade Kaldy comme « bien moralisant » *sans doute estimes-tu que ta lettre, elle, est politique. Il est très politique en effet de dénier à* Lutte Ouvrière *le droit de s'interroger sur les causes de la crise de l'U.N.E.F., sous prétexte que nous ne nous posions pas, au sein de ce syndicat, en rival des divers groupes qui s'en disputaient les dépouilles. Nous laissons aux lecteurs le soin de juger.*

Contrairement à ce que tu affirmes, ni Kaldy, ni les camarades de L.O. *ne se sont* « régalés » *de ce spectacle. Bien au contraire. Et ce qui domine, dans cette affaire, ce n'est ni* « le contentement » *ni la* « bonne conscience », *mais le sentiment d'impuissance vis-à-vis de groupes qui s'obstinent à penser que la construction du parti révolutionnaire passe en priorité par la destruction du groupe rival, et que rien ne compte en dehors de cela.*

Tu nous demandes : « où étions-nous ? » *Nous avons pour notre part toujours affirmé que l'activité prioritaire des révolutionnaires ne se situait pas dans le mouvement étudiant et que la tâche actuelle des révolutionnaires était de combler le fossé historique qui sépare depuis cinquante ans le mouvement ouvrier des idées révolutionnaires.*

Cela ne nous a pas empêché, au contraire, face aux attaques dont l'U.N.E.F. a été l'objet, de prendre toujours position pour ceux qu'on a pris l'habitude d'appeler « les groupes gauchistes ». Et c'est parce que nous étions conscients de ce que l'U.N.E.F. avait pu représenter pour des centaines de milliers de jeunes ouvriers, que nous avons dès juin 68 pris position contre toute tentative d'éclatement de l'U.N.E.F. en préconisant une union des différents groupes gauchistes qui y militaient. Nous aurions soutenu cette réunion, comme nous avons dans le passé, soutenu concrètement telle ou telle tendance révolutionnaire au sein de l'U.N.E.F.

Mais ceux qui considéraient le syndicat étudiant comme le lieu privilégié de la construction du parti révolutionnaire en France, n'ont pas agi de façon responsable en l'occurrence et ont apporté au sein de l'organisation étudiante les pratiques sectaires et les rivalités qui les déchiraient par ailleurs sur le plan politique. Nous nous sentons le droit de le leur reprocher. Et ce n'est pas de la morale, mais bien de la politique.

Mais, dans cette foire d'empoigne, qu'était devenue l'U.N.E.F., il était difficile de soutenir l'un des groupes sans être contre les autres. La pratique de ton organisation, fluctuante il est vrai au cours de ces dernières années, ne fait que confirmer cette constatation. Et nous te renvoyons pour cela à Rouge *où tu trouveras des critiques autrement féroces que les nôtres de l'activité des « autres » gauchistes dans l'U.N.E.F.*

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél : FLA. 37-07

Composition :
4, rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
75 - Paris-6e

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS 6851-10

Éditorial

Les révolutionnaires ne veulent pas gérer les communes, ils veulent organiser les travailleurs pour lutter contre l'État bourgeois

Lutte Ouvrière **sera présente dans la campagne des municipales. Pas partout bien entendu. Nos forces ne nous le permettent pas, mais dans les quatorze secteurs de Paris avec le P.S.U. sous l'étiquette « Paris aux Travailleurs », et dans quelques communes de banlieue et de province, enfin avec des listes homogènes à Vierzon et Bordeaux.**

Bien entendu, nous ne pensons pas changer le monde et la société avec des bulletins de vote, nous ne prétendons pas vouloir gérer mieux que les autres les affaires de la commune. Nous savons sous quelle tutelle étouffante, à la fois administrative et financière, se débattent les municipalités. Nous savons aussi qu'elles représentent bel et bien le pouvoir d'Etat à l'échelle locale. Même les municipalités de « gauche », celles gérées par le Parti Communiste Français et ses alliés, ne font pas autre chose que représenter le pouvoir de la bourgeoisie, même si elles tentent quelquefois d'en adoucir le visage.

Nous ne nous présentons pas comme des administrateurs, bourgeois ou ouvriers, du dérisoire budget communal. Nous ne nous contentons pas de dénoncer la mainmise de l'Etat.

Nous, révolutionnaires, nous voulons briser l'Etat bourgeois, nous voulons que les travailleurs prennent et exercent le pouvoir d'Etat. C'est pourquoi nous voulons faire de la commune, un des points de mobilisation et d'organisation de la population laborieuse contre l'Etat. Nous voulons que les décisions ne soient plus prises par un conseil municipal incontrôlé, élu pour six ans et composé de gens qui, pratiquement, défendent dans toutes leurs initiatives le droit et la propriété bourgeoise.

Nous voulons au contraire que la commune fonctionne comme une démocratie de conseils révolutionnaires, où les organisations des travailleurs et de la population, syndicats, comités, groupements divers, débattent et décident des mesures à prendre. Une commune révolutionnaire où à chaque pas, ce n'est pas seulement la tutelle de l'Etat ou l'insuffisance du budget qui seraient dénoncées mais l'Etat lui-même, le régime de propriété dont il est le défenseur, les lois, les institutions qui maintiennent l'exploitation et qui écartent des affaires publiques l'immense majorité de la population.

Nous voulons une commune qui s'oppose concrètement à la spéculation foncière, à l'injustice sociale, au chômage, par la mobilisation des mal ogés ou des chômeurs, leur action directe contre les spéculateurs et les patrons. Une commune enfin où l'ensemble de la population laborieuse : hommes, femmes, jeunes, travailleurs immigrés, vieillards, etc., seront des citoyens à part entière parce qu'ils décideront et parce qu'ils agiront.

Voilà le « programme » des révolutionnaires. Ce n'est pas un programme neuf, c'est celui que le Parti Communiste mettait en avant en 1925 quand il se présentait pour la première fois aux élections municipales. Ce programme, il l'a abandonné depuis, en échange de quelques postes dans l'appareil et l'administration bourgeoise. L'idéal révolutionnaire, la société juste, libre, fraternelle dont il parlait à l'époque et que nous, nous voulons construire, il l'a rejeté. Nous, révolutionnaires, sommes les seuls aujourd'hui à représenter cet idéal et cet avenir socialiste.

Et si nous sommes présents dans cette campagne municipale comme nous sommes et serons de plus en plus présents dans toutes les luttes que mènent les travailleurs à l'usine, au bureau, sur les chantiers, la ville ou le quartier, c'est précisément pour donner à tous ces mouvements, à toutes ces aspirations une issue, la seule qui soit digne de l'homme : le socialisme. C'est pour reprendre et lever bien haut le drapeau communiste révolutionnaire autour duquel, tôt ou tard, mais inéluctablement, se rassembleront toutes les forces travailleuses, toutes les énergies militantes.

Parce qu'il ne peut y avoir pour l'humanité d'autre avenir que le socialisme et que le programme révolutionnaire est le seul qui conduise au socialisme.

Bien entendu, nous savons qu'il y a loin de la petite bataille des municipales à cet avenir que nous tenons à réaffirmer aujourd'hui. Nous savons qu'il faudra bien d'autres luttes, bien d'autres mobilisations, et bien d'autres tests, pour que s'affirment les aspirations socialistes dans des couches de plus en plus larges de la population travailleuse.

Bien sûr, il y a en France 38.000 communes, et nous ne serons présents que dans une vingtaine de circonscriptions ou secteurs. C'est bien peu et nous sommes les premiers à nous en rendre compte. Cela marque la faiblesse actuelle du mouvement révolutionnaire et le chemin qu'il a encore à parcourir pour gagner à la fois audience et forces militantes. Mais tels que nous sommes, nous avons conscience de représenter l'avenir socialiste face à toutes les autres formations et partis de la gauche traditionnelle. Cet avenir nous tenons à l'affirmer non seulement pour les quelques dizaines de milliers de gauchistes qui depuis mai 68 sont venus à la pensée socialiste et à l'action militante, mais aussi pour les centaines de milliers de militants et travailleurs communistes qui font encore confiance à des dirigeants qui ont dévoyé leurs aspirations fondamentales vers un réformisme sans issue.

Car le combat que nous menons aujourd'hui, le drapeau sous lequel nous militons, c'est celui du Parti Communiste des années 20-25. C'est nous, quel que soit notre nombre aujourd'hui et nos faiblesses, qui représentons l'idéal communiste pour lequel des millions de militants ont lutté. Le Parti Communiste Français nous accuse aujourd'hui d'être des « diviseurs », de « faire le jeu de l'U.D.R. ». Non nous ne sommes pas des diviseurs. Non nous ne faisons pas le jeu de l'U.D.R.. La preuve : nous affirmons nos idées révolutionnaires partout où nous le pouvons et ailleurs nous appelons nos militants et sympathisants à voter pour les listes conduites par le P.C.F. Partout où le P.C.F. se présente de façon claire sans se mettre à la remorque des partis bourgeois radicaux et autres, partout où c'est lui qui mène et domine la coalition, nous demandons à nos camarades et amis de voter pour lui. Non pas que nous ayons la moindre illusion sur ce que pourra faire le P.C.F. dans les municipalités, il a eu largement le temps et l'occasion de manifester en ce domaine son réformisme respectueux du pouvoir, mais parce que les militants et électeurs communistes doivent savoir de quel côté nous nous plaçons et que si nous ne faisons pas confiance aux dirigeants du P.C.F. pour lutter contre l'U.D.R. et la bourgeoisie, nous faisons confiance aux travailleurs communistes pour comprendre tôt ou tard que notre combat c'est aussi et avant tout le leur.

Le 14 mars, votons pour les listes soutenues par les révolutionnaires partout où elles existent et ailleurs votons pour les listes ouvrières, mais en disant clairement les raisons de notre choix.

sommaire

EN FRANCE

● **Leur nouvelle société**

Page 8
— Quand les policiers parisiens s'expliquent.
Page 9
— Une magistrature au-dessus de tout soupçon.
— Une société bien polluée.
Page 18
— Les problèmes de la Sécurité sociale.
Page 24
— La grève se poursuit à l'INSA (Lyon).
— Non à l'expulsion d'un militant espagnol !

● **Elections municipales**

Pages 4 et 5
— Echos de la campagne...
Pages 12 et 13
— Les révolutionnaires et les municipalités.

● **Dans les entreprises**

Page 14
— Echos des entreprises.
Page 15
— Grenoble : un congrès de l'appareil C.G.T.
Page 16
— SNECMA (Bois-Colombes) : débrayages.
— Danzas (Paris) : un patron pas très rassuré.
— Ericsson (Colombes) : la mensualisation.
Page 17
— Alsthom (Tarbes) : un accident pour 20 personnes.
— Renault (Billancourt) : accident mortel.
Page 18
— Vendôme (Brives) : encore des licenciements.
Page 24
— Batignolles (Nantes) : une victoire morale, qui concerne tous les travailleurs.

● **Mouvement révolutionnaire**

Page 10
— Revue de la presse d'Extrême-Gauche.
Page 11
— Le mouvement ouvrier à la veille de la Commune.

DANS LE MONDE

VIETNAM

Page 6
— Accords de Genève : une négociation qui prépare la guerre.
Page 7
— Les rodomontades de Thieu.

GUADELOUPE

Page 6
— Pour en finir avec les rapaces colonialistes.

ANGLETERRE

Page 7
— Victorieuse ou défaite, la classe ouvrière se radicalise.

DIVERS

Pages 19 et 20
— Feuilleton.
Page 21.
— Livres : La Commune de Louise Michel.
Page 22
— Théâtre : Les ennemis, de Gorki.
— Gastronomie prolétarienne.
— Le doigt sur la gazette.
Page 23
— Cinéma.

"LUTTE OUVRIÈRE" A BORDEAUX

"BORDEAUX AUX TRAVAILLEURS"

LE 1er mars, nos camarades de Bordeaux déposaient à la préfecture de la Gironde une liste ouvrière révolutionnaire intitulée « BORDEAUX AUX TRAVAILEURS ! » : Lutte Ouvrière *se présentait aux élections municipales à Bordeaux sous ses propres couleurs.*

Nos camarades bordelais avaient donné le coup d'envoi le 18 *février en demandant aux diverses tendances révolutionnaires présentes à Bordeaux de conjuguer leurs efforts afin que cette campagne pût être le fait de tout le mouvement révolutionnaire. La presse locale publia leur appel. Des contacts furent pris avec le P.S.U. et la Ligue Communiste. Mais il devait s'avérer bientôt que, localement, ces tendances ne s'estimaient pas à même de mener la campagne, essentiellement d'ailleurs en invoquant des raisons d'ordre financier et militant.*

Pour notre part, nous constituâmes donc notre propre liste. Cette liste « BORDEAUX AUX TRAVAILEURS ! » *sera une liste à composition sociale ouvrière. Notre liste compte* 21 *ouvriers, employés et ménagères* (7 *métallurgistes,* 1 *typographe,* 1 *électricien de l'E.D.F.,* 1 *employé de banque,* 4 *employés et manutentionnaires de l'alimentation,* 1 *ouvrier peintre,* 1 *vieux travailleur sans emploi,* 2 *ménagères et* 3 *employés de la Fonction publique,* 11 *enseignants et* 5 *étudiants*).

La moyenne d'âge de la liste est de 33 *ans. Le plus jeune des candidats est un métallurgiste de* 21 *ans, le plus vieux un métallurgiste retraité de* 77 *ans.*

A noter que la liste « BORDEAUX AUX TRAVAILLEURS » ! *compte* 12 *femmes,* 7 *militants syndicaux et* 6 *anciens militants du P.C.F.* (4 *ouvriers et* 2 *enseignants*).

C'est notre camarade Gérard Barthélémy, militant syndicaliste de la Fonction publique, éducateur spécialisé de l'Enfance inadaptée, 31 *ans, qui conduira la liste. Gérard Barthélémy, on s'en souvient, avait été présenté par* Lutte Ouvrière *et la Ligue Communiste, contre Chaban-Delmas et Servan-Schreiber lors des dernières législatives partielles, dans la deuxième circonscription de Bordeaux.*

La section de Bordeaux de la Ligue Communiste nous a assuré d'ores et déjà de son soutien politique. Quant à la Direction politique fédérale du P.S.U., elle a, elle aussi, voté son soutien.

Encore des intimidations policières

LE 1er mars, la liste ouvrière révolutionnaire « *BORDEAUX AUX TRAVAILLEURS !* » protestait parce qu'une jeune militante de *Lutte Ouvrière* s'était fait arrêter le 27 février, en collant des affiches. Son matériel de collage avait été saisi. Il lui a été rendu à la suite de notre protestation.

Mais depuis, deux nouvelles affaires de ce genre, en plus grave, ont encore eu lieu. Dans la soirée de mardi, des policiers ont arrêté une autre militante, ont fouillé sa voiture de fond en comble, et faisaient même mine de saisir le matériel électoral. Celui-ci ne nous a pas été volé, uniquement parce que notre camarade a protesté énergiquement. La même journée, le même fait se produisait dans un autre endroit de la ville. Nouvelle fouille de la voiture, nouveaux contrôles d'identité, nouvelles menaces de saisie du matériel électoral.

Ces faits prouvent que lorsque la police a pris des habitudes, elle a des difficultés à les perdre. Et, campagne électorale ou pas, elle persiste à tracasser, espionner, intimider, menacer tous ceux qui ne sont pas des béni oui-oui du régime, et tout particulièrement les travailleurs, les jeunes, les « gauchistes ».

Nous n'entendons pas subir plus longtemps ces brimades sans réagir. La légalité même bourgeoise ne compte pas, semble-t-il, pour les « forces de l'ordre ». L'affaire Guiot vient de prouver quelle confiance on pouvait avoir en la parole des argousins du régime. Mais c'est quotidiennement que la police sort de la légalité.

GRAND MEETING DE CLOTURE
DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE
LA LISTE "BORDEAUX AUX TRAVAILLEURS"

Le jeudi 11 mars 1971 à 20 h 30

à l'Athénée Municipal de Bordeaux

53, rue des Trois-Conils

Manifestation de solidarité avec les travailleurs agricoles guadeloupéens en lutte

LE 25 février, à Bordeaux, Lutte Ouvrière **et le** P.S.U. **appelaient leurs militants et sympathisants à une manifestation de solidarité avec les travailleurs agricoles de la canne à sucre, en grève, à la Guadeloupe. 200 personnes, environ, dont les militants de la Ligue Communiste, répondirent à cet appel. Les manifestants, brandissant des drapeaux rouges, de nombreuses pancartes et des banderoles parcoururent les rues principales de la ville. Les militants de** Lutte Ouvrière, **pour leur part, avaient préparé une grande banderole : « SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS GUADELOUPEENS EN LUTTE ». La manifestation fut animée, à plusieurs reprises on chanta l'Internationale, les slogans fusaient : contre le colonialisme, contre l'impérialisme français, contre la conspiration du silence organisée autour de l'exploitation des travailleurs guadeloupéens par les impérialistes français, pour la victoire de la grève des ouvriers agricoles guadeloupéens. Sur leur passage, les manifestants diffusèrent à la population des tracts expliquant l'exploitation des travailleurs guadeloupéens par les industriels français.**

Aubervilliers : La démocratie àvàncée à l'œuvre !

LES camarades de LUTTE OUVRIERE **d'Aubervilliers ayant pris l'initiative de proposer à la section P.S.U. de constituer une liste révolutionnaire pour les élections municipales, il fut décidé d'un commun accord d'organiser une réunion publique le mardi 2 mars.**

Le P.S.U. alla demanda la salle de la Bourse du Travail comme on la lui accordait d'habitude pour ses réunions. Le représentant de la Bourse accepta.

Ainsi des tracts furent distribués pour annoncer la réunion. Mais le samedi précédant la réunion, le secrétaire de la Bourse du Travail vint annoncer au P.S.U. qu'il retirait la salle. Le maire, KARMAN, confirma la volte-face. Son argumentation était claire : « Nous ne tolérons pas que les gauchistes de **Lutte Ouvrière** tiennent une réunion dans nos locaux. »

Le seul engagement que prit le maire, en présence du secrétaire fédéral du P.C. de la Seine-St-Denis, fut qu'il n'y aurait aucun incident créé, ni par le P.C., ni par la J.C.

En effet, le jour dit, plusieurs dizaines de gros bras du P.C.F., avec l'appui du Parti Socialiste, étaient barricadés dans la Bourse du Travail. Autant attendaient à l'intérieur du siège tout proche de la Fédération de Seine-Saint-Denis du P.C., prêts à toute éventualité.

Mais les membres du P.C.F. et leurs paillassons du P.S. restèrent à attendre derrière les grilles de la Bourse.

La réunion se tint malgré eux, non loin de là, et bien qu'ils aient visité les cafés d'alentour pour les mettre en garde s'ils acceptaient la présence des révolutionnaires.

Cette réunion regroupa plus de 80 personnes. Un camarade de Lutte Ouvrière **(militant syndicaliste), mena le débat. Celui-ci porta sur les logements, les travailleurs immigrés, le type de campagne que nous comptons mener, les pouvoirs des municipalités, etc.**

A l'issue de ce débat, quatre personnes se proposèrent pour venir renforcer la liste des révolutionnaires à Aubervilliers. Des contacts furent établis. Une collecte rapporta 150 F.

Et finalement, malgré la censure stalinienne, la liste révolutionnaire a pu être complétée et sera présente aux élections municipales. La voix de la lutte des classes, la voix de la révolution se fera entendre à Aubervilliers.

A Aubervilliers aussi, il faudra bien qu'ils s'en fassent une raison, le temps du monolithisme est fini. C'est déjà une énorme victoire que les révolutionnaires aient pu se présenter.

N. B. La liste « La Commune aux Travailleurs » **d'Aubervilliers comprend 19 LUTTE OUVRIERE, 13 P.S.U. et 5 inorganisés.**

Une vue de l'assemblée que les staliniens n'ont pu nous empêcher de tenir. (Photo L.O.)

...ET A VIERZON

Constituée à l'initiative des militants de notre tendance, une « liste d'Union des Socialistes et Révolutionnaires » est présente à Vierzon.

Elle comprend 17 femmes, soit plus de 50 pour cent de la liste.

La moyenne d'âge est de 34 ans. 18 candidats ont moins de 30 ans ; le plus jeune a 22 ans, le plus âgé 54 ans. On compte 15 ouvriers et employés, 7 ménagères, 6 enseignants, une commerçante et 2 étudiants.

Première difficulté : la préfecture refuse d'enregistrer la liste le samedi... puis accepte le dimanche.

Après les tracasseries préfectorales, ce sont les habituelles tracasseries policières. Pour la quatrième fois en deux mois et demi, les flics sont au rendez-vous lors de la diffusion du bulletin Flambo. Les diffuseurs protestent contre cette entrave à la liberté électorale et répondent qu'ils sont prêts à décliner leur identité... mais au commissariat. Un flic exprime le vœu de prendre connaissance du journal, mais rechigne à sortir 2 francs. Finalement les accents de l'Internationale les accompagnent lorsque penauds, et sous le regard amusé des travailleurs, ils repartent présenter leur rapport... au patron de Flambo.

Des prises de parole et des diffusions de tracts sont organisées dans toutes les entreprises. Nous avons pu intervenir à la porte des usines où ne paraissent pas de bulletin L.O. Ainsi, à Rodier, où l'on licencie cinq travailleuses. A l'heure où nous écrivons, une réunion avec quelques travailleuses de Rodier est prévue.

Les prises de parole et les distributions de tracts concernant les femmes, les petits commerçants, les travailleurs immigrés, les vieux, sont l'occasion de prendre des contacts dans toute la population.

Ainsi, on a pu voir un commerçant dire crûment à un militant du P.C.F. qui nous critiquait : « eux, au moins, ils ont soutenu les petits commerçants » (lors du procès Nicoud).

Un vieux travailleur nous a dit : « vous êtes comme le P.C. en 1920, j'espère que vous, vous ne changerez pas. »

Un peu partout, c'est donc un accueil sympathique qui encourage nos camarades.

La souscription nationale pour les élections municipales

Les révolutionnaires seront présents dans la campagne des municipales, à Paris, en banlieue, à Vierzon et à Bordeaux. Cela est d'ores et déjà assuré Nous savons que nos camarades assureront l'effort militant nécessaire pour faire entendre la voix des révolutionnaires au cours de cette campagne. Mais cette participation nécessite aussi un effort financier exceptionnel, car la seule impression du matériel législatif représente déjà un investissement de plusieurs millions d'anciens francs.

C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos amis, lecteurs et sympathisants, pour nous aider. En participant à cette souscription, en collectant des fonds autour de lui, à l'usine, au bureau, à la faculté, au lycée ou dans le quartier, chacun d'eux contribuera à faire entendre la voix des révolutionnaires.

Adresser les fonds à Michel Rodinson, C.C.P. 6.851-10, Paris, en précisant « Pour les municipales ».

Dites-moi

AU cours d'une réunion électorale, un responsable du P.C.F. insulte une candidate de la liste de « division et de diversion », entendez la « liste d'Union des socialistes et révolutionnaires ».

Et notre démocrate aux idées très avancées d'ajouter : « dans un autre régime, vous auriez douze balles dans la peau ».

Serait-ce cela la démocratie avancée ?

Georges Marchais n'a-t-il pas assuré, à propos des événements de Pologne, que le P.C.F. au pouvoir ne ferait pas tirer sur les ouvriers ?

Ces questions méritent d'être posées. Nous ne manquerons pas de le faire et nous ne pouvons qu'encourager les militants communistes à en faire autant.

La voix de son maître

VOUS pouvez présenter des parents sur une même liste », *nous avait déclaré le responsable du bureau des élections à la préfecture,* « mais si vous êtes élus, certains devront se désister ».

Cela ne nous gênait pas.

Mais quelques jours plus tard, le même refusait purement et simplement d'enregistrer les candidatures.

Et à notre camarade qui protestait : « avez-vous les textes ? », *il répliquait :* « non, mais j'ai des ordres ».

On a ce qu'on peut...

Deux jours plus tard, le disque était à nouveau changé et la liste enregistrée.

A LA C.G.E. DE VIERZON :

Chaud et froid pour les militants staliniens

A la mi-février, notre cahier de revendications était posé à la direction.

Nous exigions : 100 F pour tous d'augmentation et 1 heure d'information payée sur le temps de travail.

La direction refusa tout. Un compte rendu de cette réunion fut fait en assemblée générale du personnel prise par débrayage sur le temps de travail.

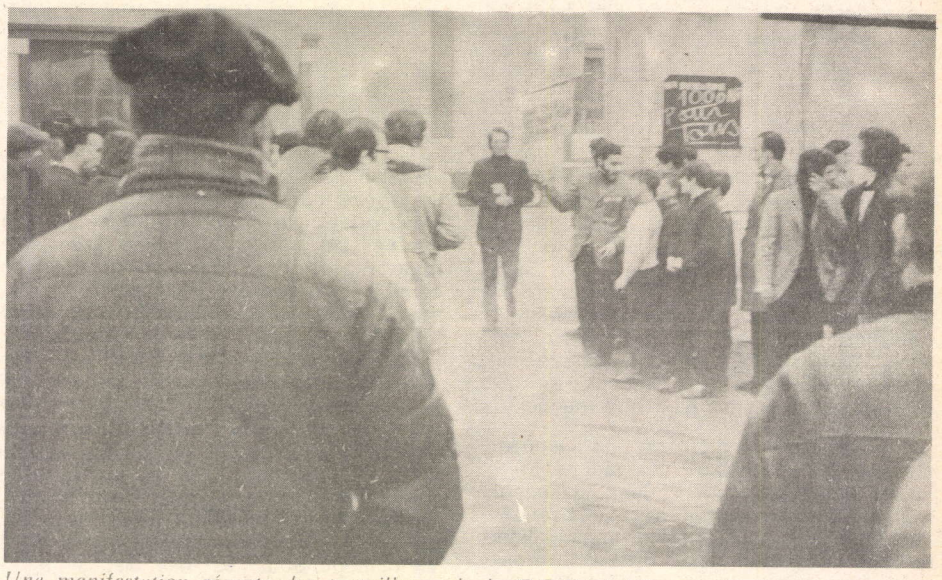
Nous décidâmes de faire grève avec une journée d'avertissement le mardi 25 février.

Cette grève fut suivie à 90 %. A la suite de celle-ci, il fut décidé de reposer intégralement le même cahier.

La direction maintint son intransigeance et refusa à nouveau sur tout !

A une autre assemblée du personnel, il fut décidé de débrayer 2 heures en cours de poste chaque jour.

Comme la direction menaçait de lock-outer, nous décidâmes de débrayer en fin de poste.



Une manifestation récente des travailleurs de la C.G.E. A Vierzon, il n'y a pas de trêve électorale. (Photo L.O.)

Ce jeudi 4 mars, nous sommes sortis à 15 h au lieu de 17 h. Le mouvement était unanime et le climat au plus chaud.

C'est ce jeudi aussi que les candidats de la liste « Union des socialistes et révolutionnaires » faisaient une prise de parole pour la campagne électorale. Ils exprimèrent leur solidarité à la grève déclarant que la lutte ferait plus que les bulletins de vote pour nos revendications.

Dès lors, les militants du P.C., dont un candidat aux prochaines municipales, freinent à mort, déclarant que notre mouvement risque de profiter aux gauchistes, qui pourraient l'exploiter. Ils déclarent même qu'ils sont d'accord pour revoir nos revendications et la lutte... après les élections !

Le vendredi, ils n'apparaissent presque pas à l'usine et le peu qu'ils se montrent, ils se font accrocher à chaque pas et copieusement engueuler. Au point que le malheureux candidat du P.C. aux élections dit s'en laver les mains et qu'il n'est pas responsable, que ce sont ses copains qui freinent, pas lui !

Ce vendredi, un atelier menacé par son chef, auquel on annonçait un débrayage pour le samedi, décida de débrayer immédiatement devant l'attitude de ce triste individu.

Ce même jour, les équipes, sous l'impulsion de nombreux jeunes quittent le travail à 16 h au lieu de 22 h.

A l'heure où nous écrivons, le mouvement en est là, mais rien n'est joué et malgré le frein peu discret des gens du P.C.F., le moral reste au beau fixe.

Puteaux : Une mairie vaut bien un meurtre !

Manifestation de protestation devant la mairie. (Photo A.F.P.)

CECCALDI-RAYNAUD, maire actuel de Puteaux et candidat à un nouveau bail de six ans à la tête de la municipalité jure ses grands dieux qu'il n'est pour rien dans l'assassinat de Kafed Sala, membre d'une équipe de colleurs d'affiches de son rival et ex-compère du Parti Socialiste, Dardel, qui fut près de vingt ans durant maire de Puteaux.

Il a intérêt d'ailleurs, à crier son innocence sur les toits. pour qui veut l'entendre. Car c'est quand même son beau-frère et deux employés de la mairie qu'il dirige qui ont été inculpés et placés sous mandat de dépôt !

Quoi qu'il en soit, et c'est là l'essentiel, au cours de cette bataille pour la mairie de Puteaux, un homme aura été tué.

Et, à voir employer de telles méthodes de gangsters pour conserver une mairie, nous ne pouvons que penser qu'une mairie doit être bigrement intéressante pour ceux qui l'ont en main. D'autant qu'être maire d'une ville comme Puteaux, si proche du quartier de la Défense, doit donner des atouts importants au jeu de la spéculation immobilière.

Mais c'est peut-être aussi le tas de gens qui ont lié leur sort à Ceccaldi-Raynaud et été récompensés pour leurs bons et loyaux services par des places à la mairie qui ont ces mœurs-là. Car elles doivent être autant de sinécures ou de postes donnant accès aux pots de vins, qu'il faut conserver à tout prix. Y compris au prix de la vie d'un de ces citoyens qui, répètent imperturbablement maires, députés ou ministres, sont les véritables détenteurs du pouvoir...

L'U.D.R. qui ne veut pas que les éclaboussures de cet assassinat rejaillissent sur elle déclare qu'aucun de ses membres « n'a été mêlé en aucune façon aux regrettables incidents qui se sont déroulés dans la matinée du 27 à Puteaux. »

Mais l'U.D.R. soutient Ceccaldi-Raynaud.

Et lorsque la majorité soutient une candidature, si ce n'est pas des gens du S.A.C. qui font le sale boulot, c'est des gens de corde !

Ce qui est du pareil au même.

Jacques LAFONT

1954 : ACCORDS DE GENEVE

Une négociation qui prépare la guerre

LA guerre du Vietnam que l'impérialisme américain étend peu à peu à toute l'Indochine, était en quelque sorte contenue dans les accords de Genève, par lesquels la France, en la personne de Pierre Mendès-France, «liquida» son conflit indochinois. Ces accords, s'ils entérinaient la défaite et le retrait de la France, soumettaient le sort ultérieur de toute la péninsule indochinoise au consentement des grandes puissances et à leur bonne volonté. En d'autres termes, le Vietnam, sur la ligne de front de la IIIe guerre mondiale, n'avait pas gagné à Dien Bien Phu la maîtrise de son destin. Débarrassé de l'impérialisme français, il devenait pour les grandes puissances un enjeu et un point d'affrontement.

Eden et Mendès-France se congratulant comme larrons en foire. (Photo U.P.I.)

C'est le 8 mai 1954 que s'ouvre la Conférence de Genève, qui marquera la fin, pour la France du moins, de la guerre d'Indochine, qui dure depuis 1946. La veille, le 7 mai, la cuvette de Dien Bien Phu, où les troupes du corps expéditionnaire français sont assiégées depuis plusieurs mois par les troupes du Viet Minh, était tombée, signant la défaite militaire de l'impérialisme français en Indochine. Il ne restait plus qu'à négocier.

Mais à cette conférence de Genève, n'assistent pas que les délégations françaises et Viet Minh. Y étaient également représentés les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'URSS, la Chine nationaliste, le Laos et le Cambodge, et le gouvernement fantoche de Diem, ministre de l'empereur du « Vietnam non communiste » — c'est-à-dire à la solde de l'impérialisme français —, Bao Daï.

Ainsi, la conférence de Genève ne verra pas seulement la capitulation de la France devant les troupes de Giap et d'Ho Chi Minh. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, et de l'autre côté la Chine et l'URSS, sont présents pour en faire quelque chose de plus : une conférence entre les grandes puissances, pour imposer dans les frontières du Vietnam un « statu quo », plus favorable au camp impérialiste que celui qui résulterait du simple rapport de forces, sur le terrain, entre le corps expéditionnaire français et les troupes du Viet Minh. Les USA sont là pour forcer le Viet Minh à accepter ce compromis qui lui est défavorable, et que la France défaite, n'aurait pu imposer seule. Quant à l'URSS, elle pèse de tout son poids sur la délégation vietnamienne pour qu'elle soit « raisonnable », et accepte le compromis.

C'est dans ces conditions que les accords sont signés le 20 juillet 1954. Les troupes Viet Minh doivent évacuer entièrement le Cambodge. Le Laos, lui, reste divisé : **« en attendant un règlement politique »,** les unités combattantes du Pathet Lao doivent se regrouper dans les provinces de Phong Saly et de Sam Neul, c'est-à-dire dans le nord du pays.

Mais c'est surtout le Vietnam qui fait l'objet du règlement de Genève. Le pays se trouve coupé en deux, à la hauteur du 17e parallèle. Les forces adverses doivent se regrouper de part et d'autre de cette ligne : au sud, le corps expéditionnaire français, au nord le Viet Minh. A dater de la signature des accords, il est interdit aux parties contractantes de faire entrer de nouvelles troupes dans ces deux territoires, et d'y créer des bases militaires. Les deux « zones » ne doivent faire partie d'aucune alliance et ne doivent pas être utilisées **« pour la reprise des hostilités ou au service d'une politique agressive ».**

En théorie, il ne s'agit nullement d'une division du pays. Le 17e parallèle n'est qu'une ligne d'armistice. Dans un délai de deux ans au plus, des élections libres doivent être organisées, permettant l'établissement d'un gouvernement du Vietnam tout entier.

Le traité est placé sous la sauvegarde des grandes puissances signataires. Mais ni les Etats-Unis, ni le Vietnam du Sud de Ngo Dinh Diem n'ont l'intention de le respecter. Dès le lendemain de la signature, le 21 juillet 1954, le président US Eisenhower déclare : **« Les Etats-Unis n'ont pas été partie prenante aux décisions prises par la conférence et ne sont pas liés par elle. (...) Nous déclarons que toute reprise de l'agression communiste serait considérée par les Etats-Unis comme une question justifiant la plus grave inquiétude ».** Quant au régime de Saigon, il ne s'estime pas lié non plus — sur les conseils des USA — et demande qu'il soit donné acte **« de ce qu'il se réserve une entière liberté d'action pour sauvegarder le droit sacré du peuple vietnamien à l'unité territoriale, à l'indépendance nationale et à la liberté ».** Dès 1955, Saigon laisse d'ailleurs entendre que, ayant dû subir cette clause du traité, le Vietnam du Sud n'est pas disposé à organiser les « élections libres » qui sont prévues. Et de ce fait, celles-ci n'auront jamais lieu. Quant à l'engagement de ne pas faire entrer de nouvelles troupes dans chacun des territoires, il sera respecté par les U.S.A. de la façon que l'on sait : l'envoi de plus d'un demi-million d'hommes.

En fait ce marché de dupes ne sert qu'à une chose : il constate un certain rapport de forces, pour permettre aux troupes françaises d'évacuer le pays, le temps que l'impérialisme américain prenne la relève. Avant même la signature du traité, les Etats-Unis ne cachent pas qu'ils considèrent le Vietnam du Sud comme leur « domaine réservé ». John Foster Dulles déclare : **« il importe désormais non pas de déplorer le passé, mais de profiter des occasions futures pour empêcher que la perte du Vietnam du Nord n'ouvre la voie à l'expansion du communisme à travers le Sud Est asiatique et dans le Pacifique du Sud-Ouest. »**

Le 8 septembre 1954, est signé le document qui met sur pied l'OTASE (Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est), alliance militaire des pays « pro-occidentaux » de l'Asie du Sud Est, reposant sur la VIIe Flotte américaine. Les USA affirment ainsi leur volonté de prendre la relève de l'impérialisme français dans cette région du monde. Le 17e parallèle deviendra bien plus qu'une simple ligne d'armistice : une frontière entre les deux blocs, que les Etats-Unis « défendront » coûte que coûte, entretenant au Vietnam du Sud les régimes les plus corrompus, les plus vomis de la population, la vouant aux ratissages, aux bombardements, aux massacres des armées US qui assurent la défense de la « civilisation occidentale ».

A.F.

LA GRÈVE DES OUVRIERS AGRICOLES DE LA GUADELOUPE :

Pour en finir avec les rapaces colonialistes

A LA Guadeloupe, la grève commencée il y a sept semaines environ par les coupeurs de canne à sucre et les planteurs continue toujours. On se souvient que les ouvriers agricoles commencèrent leur lutte, sans l'avis des syndicats pour réclamer une augmentation de leurs salaires, alors que les petits planteurs, eux, désiraient que l'achat de la tonne de canne à sucre par les sociétés industrielles soit porté à un taux plus élevé.

La C.G.T. et la C.F.D.T. furent désavouées par les travailleurs après avoir signé un accord acceptant une augmentation dérisoire de leurs salaires. En effet cette augmentation de 3 % portait les salaires à 3,10 F de l'heure.

La situation désespérée des travailleurs agricoles guadeloupéens, ainsi que celle des petits planteurs, est la conséquence directe de la politique des grosses sociétés industrielles françaises qui refusent de renoncer un tant soit peu aux surprofits énormes qu'elles réalisent là-bas. Ces sociétés capitalistes sont en fait les maîtres absolus de l'île : l'impérialisme français ayant développé là-bas une monoculture sucrière, toute l'économie de l'île dépend de la bonne volonté de ces monopoles. A tel point que les cultures vivrières ayant totalement disparu, on est obligé de faire venir de métropole ou parfois même de plus loin, œufs, pommes de terre ou tomates à des prix imposés par ces mêmes monopoles.

Pour la même raison, les petits planteurs sont, eux, acculés à vendre la tonne de sucre à un taux inférieur au coût de la production car les sociétés monopolistes refusent tout transport à un autre prix.

Compte tenu de cette situation, il est évident que l'épreuve de force est tôt ou tard inévitable entre les travailleurs guadeloupéens et les rapaces qui les acculent à la famine. Et ce ne sont pas les quelques C.R.S. ou autres Képis rouges que le gouvernement français a fait venir sur les plantations pour jouer aux « jaunes » qui seront capables de sortir la récolte. Les travailleurs guadeloupéens peuvent tenir en échec le gouvernement français et les patrons qu'il soutient : la grève qu'ils mènent depuis sept semaines déjà le prouve.

Régine VILLON.

Vietnam

LES RODOMONTADES DU GÉNÉRAL THIEU

C'est bien plus l'énorme puissance de feu américaine que les « troupes d'élites » sud-vietnamiennes, qui permet à Thieu de rêver... à défaut de vaincre.
(Photo U.P.I.)

AUX dernières nouvelles, à l'heure où nous écrivons, des troupes sud-vietnamiennes auraient finalement investi Tchépone à une cinquantaine de kilomètres de la frontière laotienne. Une cinquantaine de kilomètres que les soldats de Saigon n'ont pu franchir par leurs propres forces d'ailleurs. Non seulement pour se maintenir sur les positions conquises à quelques kilomètres de la frontière l'appui de l'aviation et des hélicoptères américains leur est absolument nécessaire, mais c'est aussi grâce à des hélicoptères américains qu'ils ont été transportés aux abords de Tchépone. A terre, l'infanterie et les blindés sud-vietnamiens sont toujours bien incapables de progresser.

Dans ces conditions, la prise de Tchépone, une bourgade presqu'entièrement vidée de ses habitants si l'on en croit les premières dépêches de presse, n'a donc pas une grande signification militaire. La piste Ho Chi Minh n'est pas coupée pour autant. Mais Saigon tenait évidemment à prendre pied à Tchépone du point de vue psychologique. Après avoir clamé partout à grand son de trompe qu'on allait couper la piste Ho Chi Minh, reconnaître que l'on n'avait même pas pu aller jusqu'à Tchépone qui la borde à l'Ouest c'était reconnaître l'échec de façon patente. En parachutant quelques soldats sur Tchépone — et même s'ils n'y restent que peu de temps — la piste n'est toujours pas coupée mais Saigon pourra tout de même prétendre qu'il a atteint son but.

Cela fait des années d'ailleurs que le gouvernement de Saigon, faute de moyens réels sur le terrain, en est réduit à faire la guerre des communiqués, et des discours. Ce qui explique que plus ses possibilités sont réduites plus ses prétentions s'enflent. Aujourd'hui, Thieu parle de rien moins que d'envahir le Nord-Vietnam.

Avec quels soldats ? Ses troupes d'élite — c'est Saigon qui l'affirme — n'ont pu faire plus de vingt kilomètres au Laos. Bien sûr, il n'y aurait que vingt mille soldats engagés dans cette opération alors que l'armée sud-vietnamienne compterait un million d'hommes. Mais l'état-major saigonnais lui-même ne se fait aucune illusion sur leur valeur militaire. Au point que lorsqu'il est apparu nécessaire de renforcer le front laotien il n'a eu d'autre recours que de dégarnir celui du Cambodge et de ramener quelques bataillons de fusilliers-marins qui y étaient engagés. Les troupes sud-vietnamiennes prêtes à combattre sont décidément bien peu nombreuses.

Parler d'envahir le Nord dans ces conditions est donc une aimable plaisanterie. Thieu lui-même doit bien savoir qu'il est tout à fait incapable de faire le moindre pas dans ce sens. A moins qu'il ne soit encouragé, soutenu et aidé par les Américains. Mais il ne s'agirait plus alors pour ceux-ci de mettre simplement leurs hélicoptères et leurs avions à la disposition des troupes saigonnaises mais d'engager aussi les GI's dans l'aventure. Ce n'est en tous cas pas à Saigon que cela se décidera.

Jacques MORAND

Grande-Bretagne

Victorieuse ou défaite, la classe ouvrière se radicalise

AINSI, après quatorze heures de discussions, les dirigeants syndicaux anglais ont accepté les propositions gouvernementales pour mettre fin à la grève des postiers qui dure depuis maintenant sept semaines. Or, à l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si le travail reprendra, car il n'est pas dit que les travailleurs des postes anglaises acceptent les propositions qui sont bien loin des revendications exigées. En tous les cas, lorsque M. Jackson est venu annoncer les raisons de la reprise du travail, il s'est fait copieusement huer et insulter par plusieurs milliers de postiers.

Quoi qu'il en soit, même les postiers reprennent le travail après la plus grande grève que l'Angleterre ait connue après la guerre, il est certain qu'une fraction de plus en plus importante de la classe ouvrière de ce pays s'oppose à la politique de collaboration de classe des dirigeants syndicaux du TUC. D'ailleurs, c'est précisément pour tenter d'empêcher les grèves qui démarrent sans l'avis du syndicat, les grèves « sauvages », que M. Heath, dirigeant du gouvernement conservateur, a l'intention de faire passer une loi instituant un tribunal chargé de sanctionner les grèves non décidées par le TUC, et obligeant notamment le dépôt d'un préavis de grève de soixante jours.

Or, le chef du gouvernement ne joue pas sur du velours pour faire avaler ses lois anti-grève ; face à lui, il rencontre une opposition grandissante d'une fraction de la classe ouvrière, opposition qui se manifeste aussi à l'intérieur des syndicats. Celle-ci est principalement animée par les shop-stewards, les délégués d'atelier, qui ne dépendent que des travailleurs et pas des syndicats.

Face aux lois anti-grève des conservateurs, cette opposition manifeste un esprit nouveau dans la classe ouvrière anglaise. En effet, lorsque le huit décembre, la gauche du TUC, malgré l'avis défavorable des dirigeants de la centrale, réussissait à organiser une grève politique de cinq cents mille travailleurs, on pouvait dire que c'était la plus grande grève politique que l'Angleterre ait connue depuis 1926. Or, quelque temps après, cent mille personnes manifestaient à Londres un dimanche contre les projets de M. Heath. Puis, lundi dernier, deux à trois millions de travailleurs répondaient à l'appel du syndicat des mécaniciens qui est, avec celui des transports, le plus opposé à la politique timorée des dirigeants du TUC.

Evidemment, cette opposition n'est peut-être pas suffisante pour faire céder le gouvernement, sans compter que M. Heath espère avoir le soutien de l'opinion lassée par les dernières grèves de la fonction publique (les électriciens, les éboueurs et les postiers). Mais la partie sera dure pour lui, car ce qui est en train de naître, c'est une fraction politisée dans la classe ouvrière anglaise ; c'est une fraction qui exprime surtout que la classe ouvrière a des intérêts différents des autres couches sociales et en particulier des intérêts opposés à ceux de la bourgeoisie.

Dans cet affrontement, on peut se demander si M. Heath, par son intransigeance et sa volonté manifeste de faire

Les travailleurs manifestent contre le projet de loi antigrève de Heath : le rassemblement du 21 février à Trafalgar Square.
(Photo U.P.I.)

plier les travailleurs, n'est pas en train, au contraire, de radicaliser une partie d'entre eux. Ainsi, au moment même où il refuse les augmentations demandées par la fonction publique, arguant de l'inflation et des difficultés financières de l'Etat, il accorde une augmentation de 16 pour cent à la police, et élève le tarif des chemins de fer de 17 à 23 pour cent. Bref, en voulant montrer à la bourgeoisie qu'il est capable de faire taire les contestataires de son régime, il ne fait qu'accroître leur nombre et leur détermination.

Un grand nombre de militants de cette gauche politisée qui montre que son influence grandit au travers de ces luttes, appartiennent au Parti Communiste anglais. Ce dernier a une politique qui pourrait paraître gauchiste par rapport à celle du P.C. français, mais il faut bien dire que c'est parce qu'il a encore peu d'influence. Le problème de l'avenir de la classe ouvrière anglaise est celui de l'influence respective des militants du P.C. et des militants révolutionnaires encore peu nombreux.

En tout cas, si une chose est certaine, c'est que la classe ouvrière anglaise n'a pas fini de nous étonner.

Denis BESSON

Quand les policiers parisiens s'expliquent

ILS l'avaient promis. On l'attendait. Elle a eu lieu. Les policiers parisiens, ou du moins ceux qui ont suivi les directives de la Fédération autonome des syndicats de police, ont donc organisé leur « journée d'action » le jeudi 4 mars.

(Photo L.O.)

Au-delà de l'aspect insolite et quelque peu amusant du spectacle des policiers distribuant leurs tracts, administrativement baptisés « bulletins d'information », sur la voie publique e dans certains périmètres interdits, au-delà du paradoxe consistant à faire manifester, même discrètement, ceux qui répriment habituellement les manifestations, il reste que la démonstration du 4 mars traduit ce qu'il est pudiquement convenu de nommer « un malaise ».

Les policiers parisiens qui ont participé à la « journée d'action » sont donc mécontents. Ils se plaignent du peu de considération d'une population qu'ils estiment servir et protéger. Ils ne veulent plus être des mal-aimés. Comme l'a rappelé leur tract, les policiers « se considèrent partie intégrante de la population et veulent que leur présence soit la garantie des libertés publiques et non pas l'image de la contrainte. »

L'image de marque de la police dans l'opinion publique ne s'est pourtant pas formée en un jour et elle n'est certes pas le fruit d'un malentendu quelconque sur la fonction de ce corps social. Pour en rester à ces dernières années, l'opinion a eu de trop nombreuses occasions de constater le rôle de la police et ses méthodes. Dans le domaine politique, la police a systématiquement et invariablement été utilisée contre les opposants au pouvoir : matraquages contre ceux qui luttaient contre la guerre d'Algérie et assassinats demeurés impunis de Charonne, répression des manifestations étudiantes en Mai 68, chasse aux diffuseurs et aux vendeurs de la presse révolutionnaire dans une période encore toute récente. Dans le domaine des conflits sociaux, le rôle de la police n'a guère été différent. Si on a vu à plusieurs reprises les policiers intervenir contre les travailleurs en lutte, les paysans ou les petits commerçants en colère, les responsables du « maintien de l'ordre » ne sont guère intervenus contre les patrons qui bafouent les lois. L'opinion a encore été frappée par des « scandales » qui ont éclaté et ont levé un coin du voile sur les méthodes couramment employées dans les commissariats : passages à tabac, aveux extorqués par la violence. Les affaires Deveaux, Thévenin, Delatre, pour ne mentionner qu'elles, ont montré que ceux-là mêmes qui sont censés faire respecter la loi ne reculaient ni devant les faux témoignages ni devant la torture.

Ce visage de la police n'est guère propre à susciter la sympathie et on comprend volontiers que de nombreux policiers tiennent à se présenter sous une physionomie quelque peu améliorée.

Mais les journées d'information et les déclarations apaisantes ne sauraient changer le rôle fondamental de la police ni même « assainir » ses méthodes de fonctionnement. Les éléments les plus « libéraux » de la police expliquent en effet qu'ils sont chargés de faire respecter l'ordre, et que cette tâche ne doit pas donner d'eux une « image de contrainte ». Mais si justement ! Cet ordre que les policiers doivent maintenir n'est rien d'autre que la dictature du Capital sur l'ensemble de la société, le pouvoir d'une poignée d'exploiteurs et son cortège de privilèges insupportables. Garantir l'ordre et la paix sociale, mais cela revient à empêcher les opprimés de relever la tête, cela revient à restreindre la liberté d'expression des adversaires résolus de cet ordre là. Cela revient finalement à être des mercenaires, des bandes armées au service de la bourgeoisie.

Et cette tâche assignée aux forces de l'ordre implique nécessairement déformations et abus de toutes sortes. Instrument de répression de par sa fonction même, la police ne peut en aucune manière être contrôlée par la population. Sa finalité en fait une caste d'intouchables dont l'esprit de corps se développe inévitablement et qui reste au-dessus des lois qu'ils ont la charge de faire appliquer contre **les autres.**

Un tel rôle n'est certes pas toujours agréable à tenir. Et les policiers ressentent, de mille et une façons, l'animosité et l'hostilité d'une large partie de la population à leur égard. Dans certaines périodes, et cela semble être le cas actuellement, cette déconsidération les met mal à l'aise. Les policiers peuvent ainsi être amenés à se poser des questions, ils sont tentés de se concilier, ou du moins neutraliser une partie de l'opinion publique. Tel est le sens de leur journée du 4 mars.

Les révolutionnaires, s'ils doivent dénoncer toutes les illusions concernant la possibilité de transformation de la police dans un sens démocratique, n'ont aucun intérêt à développer une hostilité systématique et gratuite contre les membres de la police, à faire de chacun d'eux un adversaire irréductible prêt à mourir jusqu'à la dernière goutte de son sang pour défendre l'ordre social existant.

Notre intérêt est au contraire d'expliquer que les policiers, tout compte fait, n'auraient rien à perdre à l'avénement d'une société socialiste. Rien, sinon leurs uniformes et leurs matraques.

François DELAIN

ECHOS D'UN "DIALOGUE"

Aubervilliers (Seine-Saint-Denis)

Aux quatre chemins

LA police était massivement présente aux 4 Chemins (Pantin-Aubervilliers), plus en civil qu'en uniforme. Les révolutionnaires étaient là également : les candidats de la liste « La Commune aux Travailleurs » d'Aubervilliers distribuaient un tract intitulé « Dites-moi... Monsieur l'Agent ? » qui posait plusieurs questions à la police. Ces questions furent d'ailleurs posées de vive voix. Le gradé qui répondit était visiblement très adroit, et sans doute responsable syndical.

A la question : « Pourquoi les agents ne portent-ils plus leur matricule ? » **Il s'empressa de soulever la pélerine d'un de ceux-ci et d'exhiber le matricule. Mais dans les manifestations, il dut reconnaître qu'il n'en était rien. Et à la question :** « Pourquoi, s'il y a des sanctions, ne sont-elles pas connues ? » **Il sortit un couplet anti-parlementariste (les députés qu'on paye à ne rien faire) et renvoya le problème à l'Assemblée Nationale !**

Le bouquet revint à un civil qui, ne sachant que répondre sur le rôle de casseur que joua la police à Roussel-Uclaf en juin 68 (murs défoncés par un bulldozer et assaut fusil à la main) répondit : « C'est faux... j'y étais. »

Dans l'ensemble, à part quelques femmes, la population ouvrière leur était hostile, surtout les jeunes. L'un d'eux leur lança : « Vous êtes des rigolos. Hier vous avez embarqué mon pote qui n'avait pourtant rien fait... »

Gare Saint-Lazare

LES représentants de la liste « PARIS AUX TRAVAILLEURS » des 9e et 10e arrondissements étaient venus poser quelques questions aux policiers en mal de dialogue avec la population. Une fois n'est pas coutume, des policiers, il n'y en avait guère à Saint-Lazare ce jour-là. Par contre, cour du Havre, d'importants groupes de discussions s'étaient formés où chacun avait son mot à dire sur la police. Cour de Rome, sur aperçurent, enfin, un policier en uniforme les marches, les candidats de notre liste qui s'était égaré par là. Il fut immédiatement entouré par les passants, et dut se résigner au dialogue :

— *Un candidat* « Paris aux travailleurs » :

« Deux de nos camarades qui soutenaient hier soir notre liste en collant des affiches, ont été interpelés puis emmenés au poste par la police. Il a fallu l'intervention d'une de nos candidates, ancienne maire adjointe à Paris, pour les faire libérer plusieurs heures plus tard ? Pensez-vous que c'est une manière démocratique de se comporter en République ? »

Pas de réponse du policier sur ce sujet. Il s'en prend aux gauchistes :

« Je les connais ; on voit bien leurs papiers, ce sont tous des gosses de riches. »

Le rassemblement grossit. Un jeune qui s'est joint à l'attroupement :

« Monsieur l'agent, moi je suis gauchiste. Savez-vous de qui je suis le fils ? » *Pas de réponse.* « Eh bien, je suis le fils d'un flic ! » *Rire général...*

— *Une candidate* « Paris aux travailleurs » :

« Nous payons des impôts très élevés pour entretenir une police. Nous ne sommes pas contents du résultat. Quand on a besoin d'une voiture Police-Secours, vous n'êtes jamais là. Par contre, pour relever les papiers d'identité, mettre des amendes, quadriller Paris comme s'il était occupé, etc., on ne vous voit que trop. »

Le policier : « Il faut maintenir l'ordre républicain ».

Les questions fusent. Le policier ne veut plus « dialoguer », il s'éclipse. La foule scande en riant : « On veut dialoguer, on veut dialoguer ».

Nos candidats décident, à défaut de dialogue, avec les policiers, de l'engager directement avec la population. Dans la salle des Pas perdus, nous tenons un meeting où deux cents personnes se rassemblent pour discuter du rôle de la police. Des tracts de la liste « Paris aux travailleurs » sont distribués. Pendant plus d'une heure, les candidats expliquent ce qu'ils pensent de la police. Un ouvrier qui est venu écouter se charge de convaincre un des rares passants qui soutient la police et qui pense « qu'elle devra toujours exister ». Des groupes se forment, les discussions se prolongent.

A la gare St-Lazare, les policiers n'avaient peut-être pas grand-chose à dire à la population. Mais les travailleurs qui descendaient des trains de banlieue et les candidats révolutionnaires avaient, par contre, des tas de questions à leur poser.

Place du Châtelet

PLACE du Châtelet, on remarque jeudi à 11 heures un attroupement bizarre, voire « illicite », mais aisément reconnaissable : une cinquantaine de messieurs, certains en civil (c'est leur uniforme ordinaire), d'autres encore en civil (ils ont troqué leur uniforme) et d'autres enfin en uniforme qui distribuent gauchement des papiers imprimés. Il faut les excuser, ce sont des débutants dans ce genre de travail !

Devant le Palais de Justice, le spectacle est le même, mais les caméras de la télévision sont là.

En revanche, à la fontaine St-Michel, les distributeurs connaissent un franc succès : il y a là de 2 à 300 jeunes, gauchistes pour la plupart, qui les assaillent de questions et certains profitent de la bonne aubaine pour « informer » eux aussi la population, ce qu'ils n'ont pu faire sur ce boulevard depuis longtemps sans être inquiétés par leurs tout récents collègues. Tout cela donne lieu à quelques beaux dialogues.

Question d'un passant : « *Pourquoi prenez-vous le droit de distribuer sur ce boulevard des tracts alors que les autres jours, c'est vous-mêmes qui embarquez systématiquement ceux qui le font ?* ».

Réponse du policier : « *Attention, Monsieur, faut pas confondre, nous c'est pas des tracts, c'est des bulletins d'information !* ».

Une vieille dame est très applaudie lorsque, après avoir décrit le passage à tabac d'une Algérien dans un commissariat, elle déclare : « *Tant que vous aurez un tel comportement, messieurs les policiers, la population vous détestera, et à juste titre* ».

Ailleurs, le dialogue se fait dans des termes plus courtois.

Question : « *Que faisais-tu avant d'être flic ?* »

Réponse : « *Je travaillais comme ouvrier* ».

Q. : « *Qu'as-tu fait en mai 68 ?* »

R. : « *J'ai occupé mon usine avec tout le monde. On n'a rien cassé.* »

Q. : « *Si on te demande demain d'aller taper sur tes anciens copains, le feras-tu ?* »

Réponse du jeune policier, visiblement troublé : « *Je ne sais pas. Ça me gênerait beaucoup. Je ne le ferais pas.* »

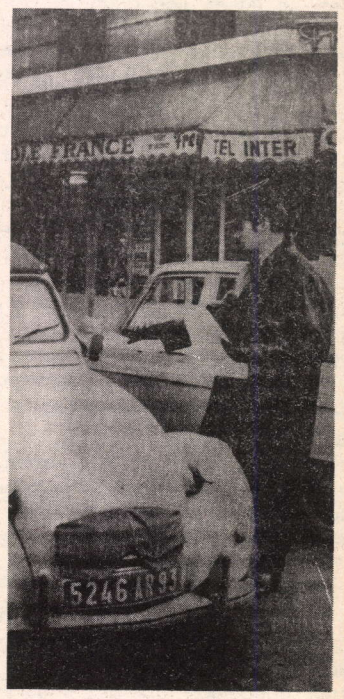
Jeudi 1er avril

GRANDE SALLE DE LA MUTUALITÉ A PARIS

La Police et la Société

MEETING PUBLIC DE LUTTE OUVRIERE

Participation aux frais 2 F



(Photo L.O.)

Enquête sur une magistrature au-dessus de tous soupçons

UN récent sondage de l'IFOP révélait que seule une minorité de Français estimait que la magistrature était indépendante. Les personnes interrogées n'étaient pas toutes des « gauchistes », loin de là, mais entre les puissances d'argent, le gouvernement, la police et la magistrature, elles ont, en toute bonne foi, établi des liens et des rapports de dépendance.

La magistrature qui s'est indignée des accusations de Tomasini, n'a pas à ce jour, contesté les conclusions qui se dégagent du sondage. Il est vrai qu'un sondage ne reflète — imparfaitement d'ailleurs — que l'opinion publique anonyme.

Toutefois, l'opinion publique a, en la matière, traduit à sa façon, une réalité sociale manifeste : la magistrature n'est pas au-dessus des classes et de l'Etat. Elle est insérée dans un milieu donné, une classe précise et à quelques exceptions près, elle fonctionne dans le sens des intérêts de cette classe. Elle défend un Droit qui est lui-même bourgeois et qui, tout comme l'Etat, est destiné à maintenir la société sous la domination d'une classe sociale particulière, la bourgeoisie.

Officiellement, l'indépendance de la magistrature vis-à-vis du pouvoir exécutif est garantie par les textes : le pouvoir ne peut pas révoquer un juge dont le jugement ne lui plaît pas.

Dans la réalité, cela est moins simple.

Il ne faut pas oublier que si l'Etat ne révoque pas un magistrat, c'est quand même lui qui décide pratiquement de son avancement, de sa carrière.

Surtout pris globalement, le « judiciaire », par son origine sociale, et par la sélection que le pouvoir y opère, aboutit le plus souvent aux mêmes conclusions que « l'exécutif ».

La justice est partie intégrante de l'appareil d'Etat, et se conduit comme telle :

On a vu, en mai 68, ou récemment avec l'affaire Gilles Guiot, comment la justice sait être rapide et clémente lorsque les intérêts du pouvoir exécutif l'exigent.

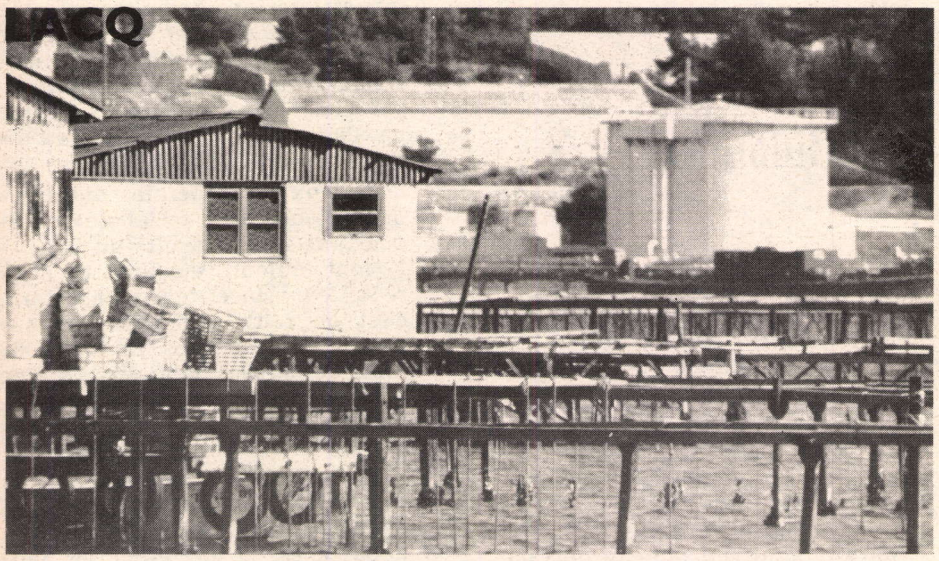
D'autre part, il est extrêmement rare de voir un juge désavouer la police ; l'exemple du juge Zollinger engageant des poursuites contre des policiers qui avaient torturé des prévenus est, c'est le moins qu'on puisse dire, peu fréquent.

De même que celui du juge grec qui a pu, à lui seul, s'opposer à la machination politique qui avait camouflé l'assassinat du député Lambrakis en accident. Le régime des colonels le lui fait payer cher.

Mais ces exceptions ne font que confirmer la règle ; au-delà de la lettre des textes de loi, la magistrature ne peut pas, dans une société divisée en classes, être « au-dessus des classes ».

Michel VARNAL

Le caractère souvent odieux et mesquin de l'appareil de la justice avait déjà sous la IIIe République excité la verve féroce de Daumier.



Quand les hydrocarbures polluent les huîtres que vous « dégusterez ».

Une société bien polluée

LES quatre grandes sociétés du complexe chimique de Lacq viennent d'être condamnées à verser trois millions à deux entreprises agricoles de cette région. Cette somme correspond au tiers de la valeur des récoltes perdues en raison de la pollution occasionnée par les gaz de Lacq.

Bien sûr, on pourra dire que justice est faite. Mais la justice n'a pas condamné les usines de Lacq à rembourser la totalité des pertes sous prétexte **« que les demandeurs ont installé leur installation agricole à proximité des installations industrielles », « qu'il n'ont pas tenu compte des méventes » « ni des charges fiscales »** et qu'enfin **« le tribunal n'a que peu de renseignements sur la gestion des entreprises intéressées »**. En un mot, les récoltes sont perdues, soit, mais il ne s'agit pas sous prétexte de pollution, de changer quoi que ce soit au fait que le métier d'agriculteur ne paie pas !

En tous cas on peut se demander à quoi sert le ministre de l'Environnement. Car en principe, son rôle devrait être de faire en sorte que les industriels ne puissent plus polluer la terre, la mer, l'atmosphère, de faire en sorte que les enfants de Lacq ne soient pas obligés d'avoir en permanence un masque à gaz à portée de la main, d'empêcher la destruction du monde végétal et animal.

En réalité, tout comme en usine, où au lieu d'améliorer les conditions de travail, on donne des primes d'insalubrité, le gouvernement et la justice font de même pour la pollution.

Quand les industriels font trop de dégats, on leur fait payer une indemnité, mais en aucun cas le gouvernement n'essaie de supprimer les causes de la pollution.

Car dans notre société soi-disant civilisée, tout s'achète, la vie des gens, leur santé, la nature, et la sacro-sainte loi du profit fait que le capital préfère payer une amende pour « rembourser » les dégats que de faire ce qu'il faut comme investissements pour supprimer les nuisances.

Pierre PLUMIER

BELFORT

DEPUIS plusieurs mois, des jeunes sympathisants de **« Lutte Ouvrière »** vendent notre journal devant le plus grand magasin de Belfort, les « Nouvelles Galeries ». Si les premières ventes se sont déroulées sans encombre, actuellement on assiste à une répression de plus en plus marquée contre les vendeurs de L.O.

Cette vente a lieu le samedi après-midi dans la rue la plus commerçante de Belfort qui à cette heure là est noire de monde. Et il n'est pas du goût de certains que des slogans révolutionnaires soient criés en pleine rue. En particulier le directeur des « Nouvelles Galeries » et les notables de la ville ne semblent pas apprécier qu'un journal ouvertement socialiste et révolutionnaire se vende à la criée.

La police a donc essayé plusieurs fois d'arrêter la vente en embarquant les vendeurs.

Ainsi il y a six semaines, on a pu voir un vendeur de L.O. solidement encadré par des policiers, traverser toute la ville en brandissant son journal. Il y a une semaine environ, la police venant une fois de plus interrompre la vente sous prétexte de contrôle d'identité, il s'en est suivi un attroupement d'environ 150 personnes. Les policiers ont alors brutalement embarqué les vendeurs de L.O. Des passants choqués par la violence de l'intervention se mettent à scander **« liberté d'expression »**. Les policiers regagnent rapidement leur car sous les quolibets des passants : **« C'est pour ça qu'on paie des impôts »** ou bien **« les voleurs peuvent toujours courir, c'est facile d'arrêter des vendeurs de journaux »**. Et les policiers de répondre : **« On a des ordres » « mais pas de conscience »** répond quelqu'un. Les policiers ont commencé à prendre peur et ont même reproché aux vendeurs de L.O. d'avoir provoqué l'attroupement. **« Regardez ce que vous avez fait, c'est scandaleux »** dixit le chef des policiers.

Effectivement, c'est scandaleux que dans cette ville qui se veut être **« la sentinelle de la liberté »** on empêche systématiquement les vendeurs de journaux d'extrême-gauche de diffuser leur presse.

Les passants ont montré qu'ils étaient attachés à la liberté d'opinion, la police ferait bien de s'en souvenir, elle qui, dans notre région, s'est déjà suffisamment déconsidérée aux yeux de la population (Sochaux en 1968) !

Correspondant L.O.

« SENTINELLE DE LA LIBERTÉ »

LE DÉSARROI D'UN FLIC

A ASNIERES, un chauffeur de car de police-secours, un peu trop fougueux, y est allé à coups de crosse de revolver sur le crâne d'un passager qu'il transportait. C'était paraît-il pour aider ses collègues à maîtriser ce client récalcitrant qui ne mettait pas assez d'enthousiasme à se rendre au commissariat.

Des choses comme celle-là, somme toutes assez routinières, ont pourtant conduit le flic en question en correctionnelle. Et cela il n'est pas prêt de le comprendre.

En effet, la rapidité dans la baffe, la promptitude dans le matraquage, et le raffinement dans l'injure considérés, particulièrement dans les manifestations, comme des qualités majeures du bon flic, lui sont maintenant reprochées. Avouez qu'il y a de quoi perdre son latin.

Un de ses collègues, en toute bonne foi, confiait en cours d'audience, que « En ce moment dans la police on est un peu perdu. On ne sait plus si on intervient trop fort ou pas assez ». *Il faut les « comprendre », on les a tellement habitués à taper de plus en plus fort que lorsqu'il y a des bavures, ils ne peuvent pas comprendre ce qu'on leur reproche.*

Et voilà maintenant, depuis l'affaire Guiot, que des juges mettraient en doute le témoignage des policiers, et apporteraient en tous cas autant de crédit à la parole des inculpés qu'à celle des pandores. On aura vraiment tout vu.

Et il y en a même pour traduire en correctionnelle un policier assez zèlé pour avoir quitté son siège de chauffeur pour, lui aussi, donner son petit coup de crosse à un interpellé. Quel monde !

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le MONDE libertaire
Organe de la Fédération Anarchiste — N° 167 • Janvier 1971 • 2 F

L'éditorial du Monde Libertaire de février 1971, « Voir clair et parler net » essentiellement consacré à la préparation du centenaire de la Commune de Paris, expose la position du journal au sujet des élections communales :

Mais nous ne serons pas les seuls à rappeler le souvenir des hommes qui firent la **Commune de Paris.** Les politiciens de gauche toujours à l'affût d'un alibi commode pour alimenter leur propagande électorale vont une fois de plus se servir de l'événement en le déformant. La coïncidence du centenaire des fusillés de la Commune et des élections municipales va leur permettre de déployer toutes les ressources de la démagogie et du mensonge qui est la carte la plus sûre qu'ils possèdent pour se perpétuer. Et nous ne devons reculer devant aucun effort pour empêcher cette appropriation des fusillés de la Commune par des politicards du parlementarisme ou par les fusilleurs de travailleurs en grève.

Au second tour, nous devons appeler à voter pour le P.C.F., ou pour la liste de Front Unique PCF-PS. Dans tous les cas à l'exclusion de celles comportant des alliances avec le Parti radical. Nous exigeons le maintien des listes du P.C. contre celles où le P.C. serait la couverture des radicaux ou centristes.

Le but immédiat sera de battre tous les **candidats de la bourgeoisie au profit des listes des organisations que la classe ouvrière considère comme les siennes. Ceci afin que les travailleurs puisent dans ces élections les forces nécessaires à la poursuite de leur combat de classe pour l'instauration du contrôle ouvrier sur la production et l'autogestion socialiste du travail, des communes, des régions, des nations et de toute la vie sociale.**

l'internationale

« Pour un vote de classe aux municipales », c'est le titre de l'article que L'Internationale du 21 février consacre à ce sujet, et l'on peut y lire :

Pour le pouvoir le but principal est d'arracher le maximum de mairies à l'influence ouvrière. Il s'agit donc de s'y opposer résolument et de ne pas nous en désintéresser sous le prétexte d'anti-parlementarisme. Le révolutionnaire qui, sous couvert d'anti-électoralisme, laisserait sans réponse l'offensive bourgeoise frapper les municipalités sous influence ouvrière, rendrait un bon service à la fois aux capitalistes et aux bureaucraties des partis ouvriers. La classe ouvrière le comprend parfaitement qui en l'occurrence apparaît se mobiliser davantage pour y faire face que dans d'autres occasions.

Il ne s'agit pas là uniquement du fruit des préjugés électoraux qui existent chez les travailleurs, mais avant tout de la compréhension du fait que la lutte de classe va se mener sur ce terrain également.

. . . . . .

Dès le premier tour partout où éventuellement se présenteraient des listes groupant des organisations révolutionnaires et le P.S.U. nous devons appeler à voter pour elles et l'orientation de lutte de classe qu'elles représentent, DANS TOUS LES AUTRES CAS POUR LE P.C.F.

L'HUMANITÉ rouge

L'Humanité Rouge **du 25 février écrit, sous le titre** « Les jeux du cirque », **les lignes suivantes :**

DE QUI SE MOQUE-T-ON ? Et que veut-on nous faire gober ? Chaque parti, de l'U.D.R. au P. « C »F. jusqu'aux groupes trotskystes produit son numéro plus ou moins bien fignolé... Des grimaces qui prennent de moins en moins !

Des exemples ? Ils ne manquent pas !

. . . . . .

Même tableau à « gauche » ! Là aussi, on emploie les grands mots : « unité populaire », « programme commun », « bataille contre les réactionnaires ». En fait, c'est la course effrénée aux places des girouettes « socialistes » ; à *miens, le maire sortant socialiste fait une liste de « large union »... avec le chef de cabinet de Chirac... ministre ! A Nîmes, il y a des socialistes sur trois listes différentes ; l'allié de 1965 du P. « * »F. fait « ami-ami » avec l'U.D.R. en 1970 !

Curieux « démocrates authentiques » que ces « socialistes » ! Et pourtant les dirigeants du P. « C. » F. font toujours semblant de croire à leur sincérité ! L'important, c'est de faire des listes communes ; c'est fait dans 112 villes de plus de 30.000 habitants. « Une grande victoire de la classe ouvrière » ! A n'en pas douter ! Mais qu'en pensent les travailleurs ?

Et que pensent les travailleurs des tractations « révolutionnaires » des militants du P.S.U. ; au Havre, à Sarcelles, ils préfèrent les fauteuils municipaux aux consignes de la direction nationale de leur parti ! Bon sang électoraliste ne saurait mentir !

Mais qu'en pensent les gars des Batignolles qui entament leur sixième semaine de grève ? Qu'en disent tous nos camarades de travail que rassemble chaque jour plus nombreux la lutte classe contre classe :

« Les jeux du cirque électoral, ça ne nous intéresse pas ! »

LE MOUVEMENT LYCÉEN ET LES RÉVOLUTIONNAIRES

rouge
hebdomadaire d'action communiste

Dans un article intitulé « Après la victoire, garantir nos conquêtes, préparer le deuxième souffle », Jean Moron, dans Rouge du 1er mars, tire le bilan du mouvement lycéen, et s'interroge sur « Comment continuer ? ».

Certes la grande masse des lycéens est rentrée en cours ; à la première victoire succède un répit; néanmoins des milliers de lycéens sont prêts à entamer la lutte : il faut s'organiser, définir des objectifs.

D'ores et déjà, des comités de lutte se sont constitués ; ils ont mené une première campagne de solidarité avec la grève des Batignolles ; plusieurs milliers de nouveaux francs ont été récoltés. Maintenant doit commencer la campagne pour le jugement des assassins de Richard Deshayes, pour la dissolution des Brigades Spéciales ; parallèlement, les comités de lutte réinvestissent chaque lycée, chaque C.E.T., pour y imposer la liberté d'expression politique.

Les cercles rouges quant à eux se battent sur deux fronts :

— contre les écueils qui menacent le mouvement dans une période de reflux, toutes les tentatives réformistes participationnistes et la minorisation ultra-gauche qui croit pouvoir perpétuer la combativité en répétant indéfiniment les mêmes mobilisations.

— pour l'affirmation du courant révolutionnaire dans les lycées, les C.E.T., au travers de campagnes propres, telles que : la campagne « normalisation », le soutien à la révolution indochinoise et bientôt la campagne du Centenaire de la Commune.

tribune PSU
socialiste

Dans Tribune Socialiste du 25 février Gérard Feran écrit sous le titre « La suite à la rentrée » :

Cette victoire importante ne doit cependant pas masquer les difficultés qui attendent la gauche lycéenne. On l'a bien vu déjà à **Censier** où, profitant des vacances pour faire le bilan de leur action et tenter de relancer le mouvement, **les lycéens présents ont pu se rendre compte que la pente dangereuse qui a conduit à l'échec du mouvement étudiant pouvait bien devenir rapidement la leur. Pour l'éviter, deux objectifs doivent être réalisés : d'une part, une clarification dans l'analyse politique de ce que représentent aujourd'hui le milieu lycéen et plus généralement l'ensemble de la jeunesse est plus nécessaire que jamais. D'autre part il est urgent de comprendre que l'extrême-gauche finira par se disqualifier complètement si elle continue de cultiver à aussi haute dose le simplisme, la démagogie et le sectarisme — comme ce fut le cas au cours des Journées de Censier.**

Le mouvement ouvrier à la veille de la Commune (IX)

Paris, de février à la veille du 18 mars 1871

(Photo Viollet.)

LA journée du 18 mars 1871, qui voit les débuts de la Commune de Paris, annonce l'affrontement ouvert du prolétariat parisien et de la bourgeoisie française, représentée par le gouvernement de Thiers. Mais cet affrontement est prévisible depuis longtemps : c'est depuis le 4 septembre 1870 que ces deux camps sont en présence, s'observent mutuellement, se livrent à des escarmouches.

En effet, depuis le 4 septembre 1870, et l'écroulement du régime de Bonaparte sous l'effet de ses défaites militaires, la bourgeoisie française a vu se réveiller un ennemi qu'elle craint bien plus que l'ennemi extérieur : le prolétariat. L'effondrement de l'Empire, la proclamation de la République, a fait apparaître au grand jour ce réveil ouvrier qui se poursuit depuis des années.

Et il est clair que bourgeoisie et prolétariat, attendent de cette République proclamée le 4 septembre des choses diamétralement opposées. Pour les possédants, c'est le spectre de juin 1848 qui est reparu, et ils n'auront de cesse de l'abattre.

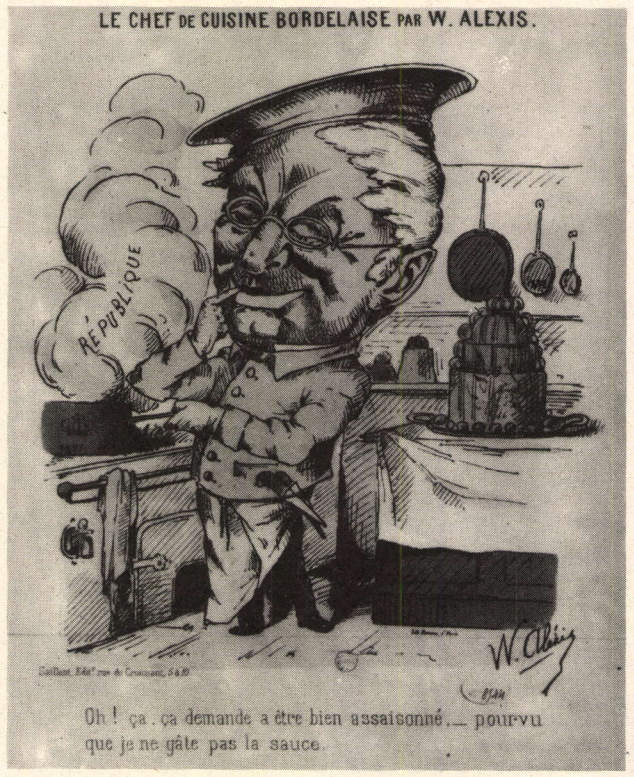
Pour épuiser le prolétariat parisien, les gouvernants lui ont laissé subir pendant de longs mois le siège de l'armée de Bismarck, et la famine qui en a résulté. Siège inutile, privations, souffrances et morts inutiles, car depuis le 4 septembre, les gouvernants et leurs généraux bonapartistes sont décidés à capituler : la « Défense Nationale » n'est qu'une comédie destinée à user l'énergie du prolétariat parisien.

Mais, lorsque l'armistice avec Bismarck est signé, le 28 janvier 1871, le prolétariat n'est nullement brisé. Il a seulement un peu plus pris conscience de l'ignominie de ce gouvernement. Aussi, en février-mars 1871, n'y a-t-il pas en France, un pouvoir. Il y en a deux.

L'un est installé à Bordeaux, où siège l'Assemblée Nationale élue le 8 février, avec une écrasante majorité conservatrice. **« Notoriétés de bourgs, châtelains obtus, mousquetaires écervelés, dandys cléricaux, tout un monde insoupçonné des villes rangé en bataille contre ce Paris, l'athée, le révolutionnaire qui avait fait trois Républiques et bousculé tant de dieux ».** Voilà comment Lissagaray décrit cette majorité. Mais le gouvernement qu'elle a désigné, avec Thiers à sa tête, ne fait pas la loi à Paris. La population parisienne ne reconnaît pas l'autorité de cette assemblée de ruraux royalistes. La Garde Nationale parisienne, en particulier, se donne son propre gouvernement : le Comité central de la Garde Nationale élu le 15 février. Le 26 février, lorsque, au bruit de l'entrée de l'armée allemande dans Paris, la population manifeste, le gouvernement fait battre le rappel dans les quartiers bourgeois. Aucun bataillon ne répond à l'appel. Au contraire, gendarmes mobiles et soldats de l'armée régulière fraternisent avec la population qui manifeste place de la Bastille. Il est clair, dès lors, que Paris échappe au contrôle du Gouvernement.

Le 26 février, alors que les Parisiens manifestent, le gouvernement replie ses troupes sur la rive gauche, préparant l'entrée des troupes allemandes à Paris. La Garde Nationale projette alors de prendre en mains la défense de Paris, et les différents bataillons emmènent les canons de la Garde, parqués place Wagram et à Passy, sur les hauteurs de Montmartre, de Belleville, à La Villette, place des Vosges, Barrière d'Italie, etc., au cœur des quartiers populaires. Thiers nomme alors d'Aurelles de Paladine, général bonapartiste, à la tête de la Garde Nationale. Mais, lorsque celui-ci convoque les chefs de bataillon de la Garde Nationale, seuls 30 sur 260 répondent à son appel.

Ainsi, un véritable gouvernement parallèle est né à Paris, récusant l'Assemblée royaliste de Bordeaux. Certes, la population parisienne ne se réclame que de la République, et la Garde Nationale compte plus de petits-bourgeois que d'ouvriers. Mais la bourgeoisie ne veut pas d'une telle République appuyée sur un peuple en armes, grosse de revendications politiques et sociales. Pour elle, il n'est de bon gouvernement que reposant sur un peuple brisé. Il faut donc



Une caricature d'époque. (Photo Viollet.)

briser la population parisienne et, pour commencer, la désarmer.

Dès le début mars, le coup d'Etat réactionnaire se prépare ouvertement. Les journaux de province répandent des bruits divers sur les pillages, les incendies, et même l'insurrection qui ont éclaté à Paris. 4 députés-maires, envoyés à Paris par Thiers, reviennent en rapportant que, au contraire des bruits qui circulent, **« la ville est absolument calme ».** Le ministre de l'Intérieur, Picard, répond : **« cette tranquillité n'est qu'apparente, il faut agir ».** Le maire du 4e, Vautrain, ajoute : **« il faut saisir le taureau par les cornes, arrêter le Comité Central. »** Les troupes stationnées à Paris sont remplacées par des troupes fraîches venues de province. Sûrs de leur force, gonflés d'eux-mêmes, pleins de mépris pour la population, les gouvernants pensent mettre rapidement la population parisienne à genoux, et multiplient les gestes de provocation : le 11 mars, l'Assemblée choisit Versailles pour nouvelle capitale, au lieu de Paris. En même temps, Vinoy, gouverneur de Paris, fait interdire six journaux républicains, et un conseil de guerre, jugeant les accusés du 31 octobre, condamne Flourens et Blanqui à mort. Enfin, l'Assemblée décide que les effets de commerce échus du 13 août au 13 novembre 1870 sont rendus immédiatement exigibles ; elle se refuse à suspendre le paiement des loyers en retard à cause du siège. Ces mesures condamnent à l'expulsion et à la faillite des centaines de milliers d'ouvriers et d'artisans, démunis d'argent à la suite du siège.

Après avoir pris ces décisions, elle décide d'ajourner ses travaux jusqu'au 20 mars et obtient de Thiers la promesse qu'à cette date elle pourra se réunir sans subir la pression de la population parisienne.

Thiers a donc dix jours pour tenir cet engagement.

Lorsqu'il arrive à Paris, le 15, il lui reste. pour établir l'autorité de son gouvernement, à faire l'essentiel : désarmer Paris, briser ce « peuple en armes », reprendre en main la Garde Nationale.

Le jour même de l'arrivée de Thiers, le Comité Central de la Garde Nationale préside une assemblée générale des bataillons (la troisième) au Vauxhall. Devant les représentants de 215 bataillons, Garibaldi est élu, par acclamations, général en chef.

Mais, alors que beaucoup sentent confusément que le gouvernement versaillais prépare quelque chose contre la population parisienne, le Comité Central est incapable de réagir. Il publie une déclaration dans laquelle il affirme simplement qu'en cas d'affrontement avec les hommes de l'Assemblée le premier coup de feu ne partira pas du peuple.

Pendant ce temps, dans les quartiers de la capitale, s'organisent des comités populaires qui se lient étroitement aux gardes nationaux. Bientôt le chef en titre de la Garde Nationale, d'Aurelles de Paladine, s'aperçoit que ses ordres ne sont plus exécutés. La tension est telle que le moindre geste peut provoquer l'explosion.

C'est Thiers qui en prendra l'initiative. Il décide en effet de risquer le tout pour le tout, et ordonne l'enlèvement des 250 canons que la population parisienne avait conservé après l'armistice. L'opération est prévue pour le 18 mars.

André FRYS

Thiers et son gouvernement. (Photo Viollet)

Dans le cadre de la campagne électorale pour les municipales, il nous a paru utile et riche d'enseignements de déterrer les vieux textes du premier programme municipal du Parti Communiste (alors section française de l'Internationale Communiste), en 1925. Ces affirmations révolutionnaires n'ont évidemment rien à voir avec l'insipide contrat communal que le P.C.F. propose aujourd'hui à ses électeurs. Les rapports que les communistes de 1925 pouvaient établir entre la commune et la mobilisation révolutionnaire sont illustrés en négatif pourrait-on dire par le statut d'exception que le pouvoir bourgeois a toujours réservé à Paris « capitale de la révolution ».

LES RÉVOLU
ET LES MU

Le Parti Communiste et les élections r

LES dirigeants réformistes du P.C.F. ont coutume de justifier leur électoralisme et leur réformisme les plus plats par le fait qu'en France, « **la marche au socialisme** », en raison de caractéristiques nationales, n'aurait pas à emprunter les sentiers battus par les prolétaires russes en 1917. Et de laisser croire que, de tous temps, il y aurait eu un « **modèle français du socialisme** ».

Pourtant, si, à l'occasion de la présente bataille électorale pour les municipalités, on se reporte 45 ans en arrière, aux premières municipales que le P.C.F. affronta en tant que tel en mai 1925, il devient évident (pour ceux qui n'en seraient pas convaincus bien sûr), que c'est le « **modèle français du socialisme** » lui-même qui a changé.

Car à l'époque en effet, si le Parti Communiste, Section Française de l'Internationale Communiste (S.F.I.C.), contenait dans ses rangs bon nombre de transfuges de l'ex-parti socialiste d'avant-guerre, réformistes de la plus belle eau, et qui allaient être les premiers à se faire les chantres de Staline contre Trotsky, la direction du Parti, très liée à l'appareil de l'Internationale, n'en affirmait pas moins encore d'authentiques perspectives révolutionnaires.

Et aujourd'hui où le P.C.F. mène avec acharnement sa bataille électorale pour la « **gestion démocratique** », l'« **union de la gauche** », la « **paix** » et tout le fatras des mots d'ordre de bavards parlementaires, il n'est pas sans intérêt de rappeler avec quelles conceptions — de toutes autres conceptions — il affronta, il y a presque cinquante ans, la première campagne pour des élections municipales.

Face aux réactionnaires de droite qui se présentaient aux élections sous l'étiquette du « Bloc national » ; et face aux socialistes et radicaux qui formaient à la Chambre la coalition majoritaire du « Bloc des Gauches », le P.C.F. se présentait le 3 mai 1925 aux élections municipales sous l'étiquette de « Bloc ouvrier et paysan ».

Une affiche anticommuniste retournée contre ses auteurs. (Ph. Viollet.)

Les thèses sur l'action municipale

Dans « **Les Cahiers du Bolchevisme** », organe théorique du Parti, étaient publiées à la fin de l'année 1924 les « **Thèses sur l'application du mot d'ordre du « Bloc ouvrier et paysan » à l'action municipale** ».

En voici quelques extraits :

THESE V

« Le bloc des municipalités ouvrières et paysannes se dressera en face du pouvoir bourgeois.

Obligé souvent de se mouvoir dans les cadres de l'appareil politique bourgeois, le Parti entend s'en évader chaque fois que possible.

« Il rappelle que la dictature prolétarienne devra briser cet appareil politique, créé et prévu par la bourgeoisie pour exercer sa dictature, et lui substituer l'appareil soviétique, créé et prévu par lui, pour donner le pouvoir aux travailleurs.

« Contre le pouvoir central qui ajoute à la perfidie de son système parlementaire un contrôle odieux de l'action municipale, brimée par une législation étouffante et une jurisprudence stupide, soumise à la brutalité du véto préfectoral, contre cette double hypocrisie démocratique, le Bloc des Municipalités Ouvrières et Paysannes n'hésitera pas à se dresser. Il dépassera systématiquement le cadre de cette légalité bourgeoise, il placera le pouvoir gouvernemental en face d'une ligue compacte qui réunira derrière les mots d'ordre l'ensemble des municipalités citadines et rurales et le mettra dans l'alternative de céder ou d'user de sanctions qui soulèveront l'opinion publique et disqualifieront à ses yeux cette démocratie fantoche. »

THESE VI

« Le Bloc des Municipalités Ouvrières et Paysannes fonctionnera en marge de l'appareil municipal bourgeois.

« Qu'il soit maître de la Mairie, en minorité ou absent du Conseil municipal, le Bloc Ouvrier-Paysan fera son travail municipal. En dehors de la Mairie, en marge des organismes municipaux constitutionnels, le Bloc des Municipalités Ouvrières et Paysannes fonctionnera et sera animé d'une vie propre.

« Elus ou non, c'est avec les masses prolétariennes et rurales que les communistes feront leur travail municipal. C'est avec les représentants des organisations prolétariennes, avec les groupements de locataires, de mal-lotis, d'anciens combattants, avec les comités de marchés, d'usagers, de consommateurs, avec la masse des femmes, des soldats, des apprentis (privés de toute représentation politique), avec successivement toutes les catégories de travailleurs, dont les intérêts immédiats seront directement en jeu, qu'ils envisageront les modalités selon lesquelles l'action du B.O.P. (Bloc Ouvrier-Paysan) sera bien l'expression directe de la volonté des masses exploitées. »

THESE XIV

« Pour bien souligner le caractère de la participation du P.C. aux élections municipales, ses candidats devront signer un engagement par écrit par lequel ils reconnaissent que l'appareil politique de la bourgeoisie (qui, après s'être appuyée sur la commune pour prendre le pouvoir, a supprimé à peu près toutes les libertés communales) est une duperie dont le prolétariat devra faire table rase. Que seul l'appareil soviétique est une représentation vraiment démocratique des masses laborieuses, parce qu'elles exercent directement, elles-mêmes, le pouvoir central comme le pouvoir local.

« Qu'ils se considèrent comme mandatés au cœur de l'appareil politique bourgeois, non pour y collaborer avec ceux qui favorisent de leur concours l'exercice de la dictature bourgeoise, mais pour les dénoncer vigoureusement et être les interprètes et les défenseurs des seuls intérêts des travailleurs. »

Les tenants de ces thèses...

On retrouve la même ligne générale dans « **Les municipalités, les luttes prolétariennes, et la révolution.** » - Un article d'Albert TREINT intitulé et publié dans le numéro du 13 février 1925 des « **Cahiers du Bolchévisme** ».

« ... Bien entendu, nous devons combattre, et dans les larges masses et dans nos propres rangs, cette illusion que le socialisme peut s'instituer pacifiquement par la conquête légale, électorale, des municipalités.

« Les municipalités sont intégrées dans l'appareil d'Etat bourgeois. Leurs droits sont limités par les lois constitutionnelles. L'autorité préfectorale représentant le gouvernement capitaliste peut s'opposer à l'inscription au budget de telle recette ou de telle dépense ; elle peut se substituer aux autorités locales pour l'exercice de la police ; elle peut même révoquer le maire communiste s'il se refuse à obéir.

« Autrefois à Lille, au cours d'une période électorale, Jules Guesde exprima admirablement, en une formule saisissante, que le socialisme ne peut pas faire son entrée paisible dans l'histoire par la porte modeste du municipalisme. Il disait aux ouvriers assemblés : «Vous pourrez peut-être conquérir la municipalité à coup de bulletins de vote », et, montrant du doigt la préfecture, vous ne la prendrez qu'à coups de fusil.

« Il faut marquer avec clarté ce que, entre les mains des communistes, les municipalités peuvent être, et ce qu'elles ne peuvent pas être.

« Elles peuvent être un point d'appui formidable pour les luttes ouvrières et pour l'insurrection des masses ; elles ne peuvent être un moyen pacifique d'instauration du socialisme. »

Le visage que le P.C.F. veut se donner aujourd'hui. (Ph. L.O.)

... et les opposants réformistes

En fait, entre les conceptions affirmées dans l'organe théorique du P.C. et la pratique de nombreux militants, encore fidèles à leurs vieilles traditions réformistes, il y avait un beau fossé. Bon nombre de communistes, ex-socialistes, exerçaient déjà à ce titre des fonctions municipales, et tenaient à conserver leurs sinécures de gestionnaires.

Aussi, la campagne n'a-t-elle souvent pas été menée en fidélité avec les conceptions révolutionnaires énoncées par l'appareil dirigeant. D'où, dans les mois qui suivirent les élections, de nombreux articles critiquant la campagne électorale passée.

Voici quelques exemples tirés d'un article de Giraud, secrétaire de la Commission municipale régionale, article intitulé « **Rapport sur les Elections municipales, région niçoise** » dans **Les Cahiers du Bolchévisme.**

Un groupe de militants et de membres des Jeunesses Communis qu'on ne cachait pas encore la faucille et le marteau.

UTIONNAIRES
NICIPALITÉS

municipales de 1925

« A notre avis, la tactique générale du Parti pour les élections municipales a manqué de souplesse et a marqué une déviation de l'esprit communiste.

« Une erreur à la base : toute la tactique du Parti a été dominée par l'idée qu'il semblait possible, certain même, de conquérir dans beaucoup de départements un grand nombre de municipalités... Tactique dangereuse que de lancer le Parti dans la bataille électorale ordinaire car l'ensemble des camarades n'ayant pas une éducation communiste moyenne est tombé dans l'électoralisme social-démocrate...

« Ce qu'un parti communiste vraiment révolutionnaire aurait dû faire et exiger que ses adhérents fassent : c'était de montrer aux masses en quoi, à propos d'élections, notre parti se séparait nettement des autres partis. Il fallait dire aux ouvriers et paysans que nous sommes contre le suffrage universel, contre le système de représentation institué par la bourgeoisie et pour sa domination. Que nous sommes anti-municipaux comme nous sommes anti-parlementaires. Il fallait montrer, faire toucher du doigt, la fausseté du suffrage universel.

Il fallait montrer notre volonté ferme, nette, de détruire de fond en comble, irréductiblement, l'appareil bourgeois. Evidemment, il fallait expliquer pourquoi, car un vrai communiste doit toujours expliquer pourquoi il est contre ceci, veut changer cela.

« C'était le premier devoir à accomplir car il mettait les militants devant l'obligation de développer l'idée communiste, ce qui était une merveilleuse façon de déployer largement son drapeau...

Si, dans nos réunions, par tracts, affiches, brochures, presse, nous avions développé l'idée communiste, le fond de l'idée communiste, nous aurions rempli notre premier devoir, avons-nous dit, mais premier devoir qui aurait dû être notre premier but, c'est-à-dire de profiter de la période électorale, période où les masses s'intéressent davantage à la politique, pour semer l'idée communiste de façon à augmenter le nombre de nos adhérents, élever la conscience révolutionnaire de nos sympathisants et élargir le champ de nos sympathies... Nous avons assisté à quelques réunions dans les endroits pourvus des camarades les plus conscients de la région ; dans aucune cela n'a été fait. Dans aucune l'on n'a expliqué la nécessité de détruire l'organisme municipal actuel, organe de la dictature bourgeoise, pour le remplacer par le Soviet, organe de la démocratie ouvrière et paysanne... »
(et pour sourire...)

« ... En plus que nous avons contribué à donner du prestige aux organismes bourgeois, notre tactique nous a poussé inconsciemment à faire un genre de démagogie particulière à notre région. Cela a été d'essayer de faire croire aux masses (sans aucun succès d'ailleurs) que dans les villes comme Cannes, Nice, Antibes, Menton, une municipalité communiste pourrait faire de bonnes choses et que sa gestion serait profitable à la classe ouvrière.

« A l'étude des faits, le grotesque d'une pareille tactique apparaît. En supposant que les candidats aient eu les capacités nécessaires de directeurs et d'organisateurs (chose discutable), il est de toute évidence que l'avénement d'une municipalité communiste à Nice, Cannes, etc., marquerait incontestablement, inévitablement, un ralentissement très sensible dans la prospérité de la ville, pour ne pas dire une régression. Le seul fait que la Cité serait dirigée par des communistes, par la classe ouvrière, écarterait la clientèle de parasites qui, il faut l'avouer, fait dans notre régime, vivre ces villes, et cela aussi sûrement que l'on s'écarte d'une ville infestée par le choléra... sans compter l'application d'un programme communiste, lequel ne serait pas pour attirer les bourgeois... »

Un aperçu du programme municipal communiste en matière de logement

a) Pour mettre un terme aux spéculations dont est l'objet la crise du logement et arrêter les effets les plus criants de la crise :

art. 118 : **création d'« offices municipaux du logement ».**

art. 119 : **mesures énergiques contre les agences, les intermédiaires, et certains gérants ou certaines concierges spéculant sur la crise.**

art. 120 : **déclaration obligatoire des locaux disponibles dès réception du congé.**

art. 123 : **interdiction d'expulsion pour les travailleurs, tant qu'il ne leur a pas été fourni un logement de même catégorie. User du droit de réquisition.**

art. 124 : **appui à la résistance, en cas d'expulsions honteuses. Réquisition des locaux vacants.**

art. 137 : **service gratuit de renseignements juridiques au profit des locataires, petits paysans, métayers, « mal-lotis », zoniers, etc.**

b) Pour enrayer la crise du logement :

art. 138 : **dénonciation publique, pour soulever les masses, des causes profondes de la crise, de la hausse illicite des loyers et des responsables.**

art. 141 : **reconnaissance des « comités de maison » et de leurs délégués.**

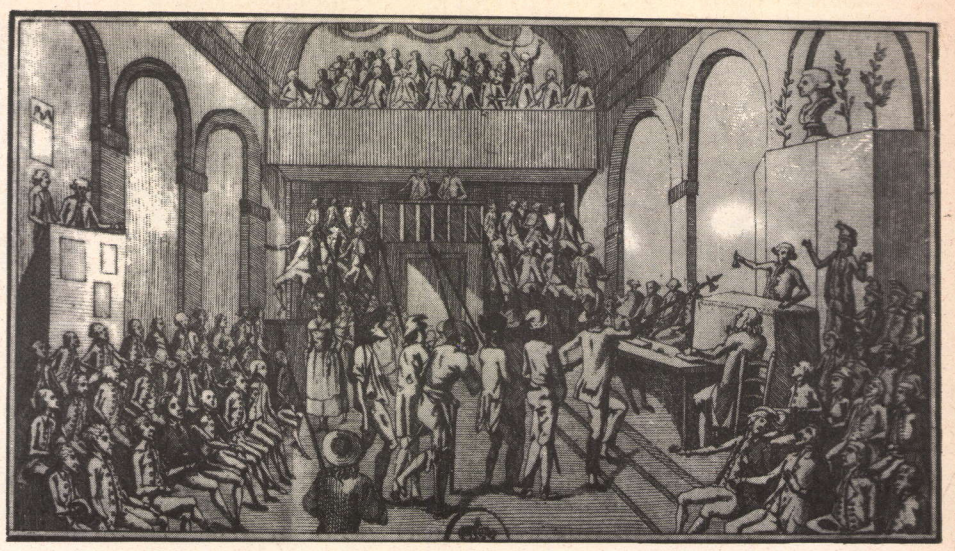
art. 142 : **réquisition des locaux non loués ou inutilisés, en cas de nécessité.**

art. 144-145 : **avances financières de l'Etat pour édifier des habitations ouvrières.**

art. 147 : **opposition vigoureuse à toute aliénation du domaine communal ou départemental au profit de sociétés privées.**

Michelle VERDIER

es en 1921, alors
hoto L.O.)



Depuis 1792, la bourgeoisie s'est toujours méfie de Paris, capitale révolutionnaire. (Photo **Viollet**.)

PARIS, UNE LONGUE HISTOIRE DE RÉGIME D'EXCEPTION

La défiance du pouvoir central à l'encontre de la ville de Paris ne date pas d'hier et elle a pour origine le rôle moteur joué par la capitale dans les différents mouvements révolutionnaires que la France a connus.

C'est du reste ce qu'exprimait le ministre de l'Intérieur, Waldeck-Rousseau, lors de la discussion de la loi municipale du 5 avril 1884. Cette loi, encore en vigueur aujourd'hui, et qui fixe les pouvoirs et le mode de représentation des communes françaises, n'a pas été appliquée à Paris. Waldeck-Rousseau disait, pour repousser tout projet d'extension :

« Qu'une ville quelconque se soustraie à la loi de l'Etat, que Toulon ouvre ses ports à l'étranger, que Lyon s'insurge, que la Vendée toute entière se soulève, et la France reste la France ; mais que dans Paris règne l'émeute ou l'insurrection, qu'il s'y produise les journées de thermidor, de brumaire, de juillet 1830, de février 1848, du 2 décembre 1851, du 4 septembre 1870 et du 18 mars 1871, et la révolution de Paris devient une révolution ou une contre-révolution dans toute la France. »

Paris, ville des révolutions

Déjà, l'intervention ardente des masses populaires parisiennes dans le cours de la première Révolution française n'avait pas été du goût de toute la bourgeoisie, et celle-ci fut longtemps hantée par le souvenir de la première Commune de Paris, qui avait assuré la chute de la monarchie, le 10 août 1792, qui avait imposé sa dictature à la Convention, qui avait fait expulser les fédéralistes Girondins. La bourgeoisie ne voulut pas voir se recréer, à travers les représentants de la municipalité parisienne, un pouvoir capable éventuellement de tenir en échec le pouvoir central. Aussi, alors que de 1789 à 1794 Paris avait joui de fait d'une large autonomie communale, à partir du 9 thermidor les libertés municipales furent peu à peu limitées au profit du pouvoir central.

Si Paris ne connut pas sous le Directoire, puis sous le Consulat et l'Empire, un régime nettement plus rigoureux que celui des autres villes de province, c'est que les libertés avaient été supprimées à peu près partout et que la dictature du pouvoir central était la règle.

Néanmoins il est à remarquer qu'en ce domaine le régime napoléonien fit œuvre de précurseur puisque Paris fut dès lors administrée par le Préfet de Police. Les administrations communales et départementales furent à peu près confondues (au détriment des pouvoirs du Conseil Municipal). Somme toute une organisation qui se perpétuera avec des variantes et des intermèdes.

Cette organisation se maintint sans grand changement sous la Monarchie de Juillet.

Au lendemain de la Révolution de février 1848 la Préfecture de la Seine fut bien supprimée et la Mairie Centrale rétablie, mais les libertés municipales ne s'en trouvèrent pas accrues pour autant puisque le maire était nommé et qu'il s'agissait d'un membre du gouvernement provisoire. Le Conseil Municipal et le Conseil Général de la Seine furent dissous, mais non renouvelés au suffrage universel comme ceux de province. On les remplaça par une Commission provisoire dont les membres étaient nommés. En fait le régime était encore plus autoritaire que sous la Monarchie de Juillet.

Le Gouvernement de la Défense Nationale, issu du 4 septembre ne fut pas plus libéral que ses prédécesseurs : le maire fut rétabli, le Préfet de Police maintenu ; mais l'ensemble de l'administration de Paris et du département fut composée uniquement de délégués du pouvoir central. En effet, il ajourna les élections par crainte de voir une assemblée élue refuser de reconnaître son autorité ou chercher à le remplacer et cet ajournement exaspéra les révolutionnaires pour qui la chute de l'Empire devait s'accompagner du rétablissement immédiat des libertés communales parisiennes. La loi du 14 avril 1871, votée pendant la Commune par l'Assemblée de Versailles, rétablissait le Conseil Municipal élu ; mais ses pouvoirs étaient limités par ceux du Préfet de la Seine et du Préfet de Police.

Cette loi resta en vigueur jusqu'en 1939 (ainsi que les anciennes lois municipales de 1837, 1855 et 1867). Encore sous le coup de la peur que lui avait causée la Commune, le gouvernement refuse d'appliquer à Paris la loi de 1884 qui régit les communes, et ce encore aujourd'hui.

Quant aux décrets-lois d'avril et juin 1939 s'ils modifièrent quelque chose ce fut pour limiter encore les pouvoirs des assemblées délibérantes de Paris et de la Seine : les sujets sur lesquels elles pouvaient délibérer furent limités, les pouvoirs des deux préfets augmentés et un contrôle des dépenses engagées établi par le gouvernement (ainsi les mandats de paiement de la Ville de Paris n'ont de valeur que s'ils portent la signature du contrôleur des dépenses engagées).

A quelques variantes près, c'est le régime qui existe encore à l'heure actuelle, si ce n'est que depuis 1967, l'intervention du pouvoir central est encore un peu plus grande : Paris est devenu un département.

Le Conseil de Paris

Le Conseil de Paris, qui a remplacé l'ancien Conseil Municipal et le Conseil Général de la Seine a des attributions on ne peut plus limitées. Ainsi, contrairement à tous les conseils municipaux, il n'a pas de compétence générale pour régler toutes les affaires de la commune. Il n'est compétent que dans les cas où la loi le prévoit, et ils sont peu nombreux. Dans tous les autres cas le préfet seul est habilité à trancher.

Si le Conseil de Paris élit son président, celui-ci n'a pas les pouvoirs d'un maire. En fait, il n'a même pas de pouvoirs du tout, si ce n'est honorifiques : il sert à présider les débats, à déposer une gerbe au pied d'une statue, ou à couper un ruban lors d'une inauguration (en bref à représenter la ville dans les cérémonies officielles).

C'est le Préfet de Paris, nommé donc par le pouvoir central et ainsi d'une docilité à toute épreuve, qui joue le rôle du maire c'est lui qui convoque les réunions du Conseil, assiste à ses délibérations et les exécute. Le Préfet de Police subsiste.

Et comme rien ne vaut mieux que l'intervention directe pour le pouvoir central, les délibérations les plus importantes (budget, investissements, emprunts..) sont soumises à l'appréciation du ministre (Finances...) ou Conseil des ministres.

Ainsi on le voit il y a une belle continuité dans la limitation des pouvoirs de la Ville de Paris. Nous profiterons de la campagne électorale pour le dénoncer.

Isabelle **DUBOIS**.

échos des entreprises

DES SYNDICATS, DES PATRONS ET DES SYNDICATS DU PATRON

le patron ouvre la campagne pour le C.E.... à sa manière

● *BENNES MARREL (Bordeaux).*

Jeudi matin, le directeur sommait, par « tou-tou» » interposé, les représentants du personnel de lui remettre une des clés du panneau du Comité d'entreprise. Non content d'en obtenir une, l'après-midi même, il réclamait la seconde.

Devant le refus des délégués, le directeur donnait l'ordre à un chef d'équipe de découper le panneau au chalumeau !

Et par une note, il expliquait qu'il avait fait enlever le panneau syndical pour répondre aux « menaces de quelques exaltés ».

Par cette manœuvre la direction veut donc isoler les délégués C.G.T. du personnel, en les faisant passer pour de dangereux « exaltés ».

Mais en fait, en faisant cela, le patron ouvre, à sa manière, la campagne pour les élections au Comité d'Entreprise...

répression anti-syndicale chez Hourtoule

C.I.I. (Clayes-sous-Bois).

Il y a quinze jours un inconnu est monté dans le car de Mantes pour contrôler les cartes. Ceux qui en étaient dépourvus durent montrer leurs papiers d'identité et l'individu releva les noms.

Devant les mouvements divers dans le car et les protestations du chauffeur, l'individu descendit en disant qu'on entendrait bientôt parler de lui. Effectivement, quelques heures plus tard, le chauffeur était licencié par Hourtoule qui l'accuse d'avoir détourné une partie de l'argent des cartes à son profit.

Curieuse coïncidence, le chauffeur était en train de mettre sur pied une section syndicale C.G.T. chez Hourtoule. De là à penser qu'on lui a tendu un traquenard pour le virer, il n'y a qu'un pas que l'inspecteur du travail a sans doute franchi puisque le chauffeur vient d'être réintégré (avec une mise à pied de quinze jours).

On comprend pourquoi Hourtoule ne tient pas du tout à voir un syndicat s'installer dans l'entreprise : des fois qu'il se permettrait de regarder d'un peu plus près l'état du matériel et aux conditions dans lesquelles nous sommes transportés !

LICENCIEMENTS

de qui se moque-t-on ?

● *NOUVELLES GALERIES (Bourges).*

Après les licenciements du mois de janvier, licenciements présentés comme inévitables en raison de la diminution des ventes, la direction vient de montrer une fois de plus sa duplicité.

En embauchant de nouvelles auxiliaires, elle a bien prouvé que le motif invoqué pour licencier nos 17 camarades n'était qu'un prétexte.

La direction fait d'une pierre deux coups : elle se débarrasse de celles dont la tête ne lui revient pas, et elle évite de titulariser les plus anciennes parmi les auxiliaires, réalisant ainsi quelques économies sur les salaires. Il n'y a pas de petits profits !

les auxiliaires : un volant de main-d'œuvre

● *CHEQUES POSTAUX (Bordeaux).*

Quatre-vingts auxiliaires ont été mises à mi-temps mardi dernier. L'Administration prétend que nous sommes trop nombreuses, et, sans le moindre scrupule, elle met une partie du personnel dans l'obligation de vivre avec un demi-salaire. Certaines de ces camarades travaillent depuis des années aux Chèques, elles ont des enfants. Qu'importe. L'Administration fait des économies. Des économies sur le dos de ces camarades à qui l'on supprime la moitié de leur salaire, des économies sur notre dos à toutes, car c'est sur nous que l'on compte pour effectuer le surplus de travail. C'est donc toutes ensemble que nous devons nous opposer aux licenciements, que nous devons défendre le droit de nos camarades à travailler à plein temps.

inapte... après sept ans de service

● *S.N.C.F. (Dijon).*

Un de nos camarades de l'Exploitation a reçu une lettre recommandée l'avisant qu'il serait licencié fin avril. Or ce camarade avait déjà travaillé sept ans au service V.B. et a donné sa démission pour entrer à l'Exploitation où il a été nommé et faisait partie du cadre permanent... et il vient d'apprendre que pour des raisons médicales, il ne faisait plus l'affaire.

Les raisons invoquées par la S.N.C.F. ne tiennent pas : après avoir embauché, suite à une visite d'aptitude physique et un contrôle médical, elle se permet de licencier quelqu'un pour raisons médicales, même si rien de nouveau n'est intervenu dans l'état de santé de notre camarade.

La S.N.C.F. se permet de licencier pour n'importe quel prétexte Nous devons tout faire pour empêcher de jeter des travailleurs à la rue, pour priver des hommes de leur gagne-pain. La solidarité des travailleurs peut seule faire échec à la S.N.C.F. Ne la laissons pas faire !

Ce licenciement est illégal ! On a jamais vu un tel licenciement pour un tel motif ! Qui donc en a pris la responsabilité ? Qui l'a décidé ? Notre camarade ne doit pas faire les frais de l'initiative d'un chef !

les travailleurs ne sont pas assez productifs

● *CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (St-Nazaire).*

Le vendredi 12 février, la direction de Jouan-Quétin annonce froidement au C.E. puis à l'ensemble du personnel sa décision de licencier 50 travailleurs.

Cinquante dans l'immédiat, car elle ne se prive pas de laisser entendre que d'autres pourraient suivre. La raison invoquée est des plus cyniques : les travailleurs ne sont pas assez productifs !

Aucune garantie de l'emploi, aucune garantie du salaire pour les travailleurs. Les patrons plutôt que de partager le travail entre tous les ouvriers, préfèrent en licencier une partie et faire trimer plus durement ceux qui restent.

Contre les licenciements, contre les méthodes de la Direction Jouan-Quétin, tous les travailleurs sont solidaires.

Non aux licenciements !

CHEFS, CHIOURME, BRIMADES ET MESQUINERIES

pas de petites économies

● *MICHELIN (Bourges).*

Puisque l'usine de Bourges n'a pas tout à fait quinze ans, aucun ouvrier n'a encore été mensualisé. Personne ne bénéficie donc encore des quelques avantages que comporte la mensualisation.

Personne, sauf le patron qui en a profité pour changer les dates des jours de paye. Ce n'est plus avec huit jours mais avec onze jours de retard que nous percevons notre paye.

Et c'est onze jours pendant lesquels Michelin peut faire fructifier le montant de nos salaires.

Vue la maigreur de ceux-ci, l'intérêt du placement est certes bien minime par rapport aux immenses profits réalisés par ailleurs.

Mais c'est bien connu, Michelin (comme tous les patrons du reste) ne néglige aucun moyen, aussi mesquin soit-il, pour augmenter son capital.

un bel exemple de chef

● *PEUGEOT (Sochaux).*

Même pour les plus avertis, il est immonde, gras comme un cochon, immoral à toute épreuve, raciste en plus.

En Méca-Nord, ces derniers temps, un camarade yougoslave travaillant aux Vilbrequins 204 a le malheur d'avoir de grosses coliques, à ce qu'il a pu nous dire ; à son poste de travail il peine à tel point que le « raciste » s'en est aperçu, il vient près de lui et lui dit de travailler plus vite, en le traitant de feignant. Le camarade yougoslave lui montre en tournant sa main sur son ventre qu'il a mal, mais rien n'y fait. Dix minutes plus tard, il lui demande de le suivre auprès du chef d'atelier, et ensuite on lui a donné son compte.

Dans la même semaine, un camarade marocain qui travaille à la machine à bouchonner, poste réputé pour être très dur, lui demande de changer de place : il a mal aux mains à force d'enfiler les bouchons, bien entendu c'est «non», et comme réflexion : « Il peut crever là, tous ces gens-là, je ne peux pas les voir. »

Et pour les Français, ça ne vaut guère mieux. Un camarade arrive pour la deuxième fois en retard, le « raciste » lui demande : « Tu as bien dormi ? » ; le lendemain il reçoit une lettre d'avertissement avec la prime de quinzaine en moins.

La direction montre son cynisme en confiant la responsabilité d'un chantier à un tel « raciste ».

Camarades des Vilbrequins, allons-nous encore supporter longtemps pareil individu ? Il est grand temps de réagir énergiquement sans quoi ce qui est arrivé à nos camarades nous arrivera également.

Nous devons nous unir et agir pour que la direction nous enlève ce danger public.

la fouille

● *S.N.C.F. (Toulouse).*

Les camarades finissant leur service de nuit ont eu la désagréable surprise d'être fouillés par la surveillance générale aux différentes sorties.

En effet, épisodiquement, les cheminots sont traités comme des malfaiteurs, et après une demi-journée ou nuit de travail, ils font du rabiot en subissant la fouille humiliante des flics de la S.N.C.F. que celle-ci paye pour voir si les cheminots ne rapportent pas chez eux un ou deux boulons ou un colis égaré.

Ces messieurs zélés vont même jusqu'à appâter les cheminots en mettant un colis ou un objet en vue pour voir s'ils sont honnêtes !

Nous devons, en face de ces zélés serviteurs de la direction, ne pas nous laisser faire et réagir. S'ils nous prennent pour des malfaiteurs en puissance, il faut leur faire sentir qu'après nous être faits exploiter pendant huit heures nous aspirons plutôt à rentrer chez nous qu'à sentir le contact peu agréable de ces mains curieuses.

Grenoble :

Un congrès de l'appareil C. G. T. ...pas des métallos

LE 20 février, un millier de délégués (désignés par qui ?) de la métallurgie C.G.T. ont débarqué à la gare futuriste de Grenoble.

Après avoir repéré les hôtels 3 étoiles réservés à l'avance, les délégués se rendront au stade de Glace où, pendant cinq jours, seront débattus non pas les problèmes réels des métallurgistes de ce pays, mais ceux de l'aristocratie ouvrière en général, et ceux des ingénieurs et cadres en particulier.

Un grand panneau, placé à l'entrée du Stade, rappelle à ceux qui entrent et aux passants, l'objectif prioritaire de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie C.G.T. : une Convention Collective Nationale.

Le rapport d'ouverture

La séance d'ouverture commencera avec le rapport lu par Jean Breteau, secrétaire général de la F.T.M.-C.G.T.

D'emblée, une grande et ronflante tirade : « Il y a 100 ans, en 1871, au moment où s'ouvre notre 27e Congrès, ceux à qui allait être attribué le beau qualificatif de « Communards », se préparaient à monter à l'assaut du ciel. Le monde a beaucoup changé depuis.»

Et comment ! Aujourd'hui, ceux que le délégué de la R.D.A. allait qualifier dans son intervention « d'héritiers de la Commune », ne montent plus à l'assaut du ciel, mais à la conquête des ingénieurs, cadres et techniciens.

L'important... c'est la hiérarchie, chantera longuement Jean Breteau pendant son rapport. Il faut croire que celle existante ne serait pas si mauvaise que ça, puisque (et Breteau est catégorique là-dessus), il nous faut la défendre contre « le patronat et le pouvoir (qui) tentent de la modifier au moyen de transferts entre les différentes catégories de salariés. » Seulement, regrette-t-il « les travailleurs ne comprennent pas bien cette situation nouvelle ». Les travailleurs sont parfois bien bizarres, car, enchaîne Breteau, « mettre en avant le thème des plus défavorisés devient un soutien objectif à la politique du pouvoir, si paradoxal que cela puisse paraître à première vue. » Et ce sont le pouvoir et les gauchistes, unis, qui développent le « thème des plus défavorisés ». Mais, que les ingénieurs, cadres et techniciens soient rassurés : la C.G.T. ne tombera pas dans le piège !

Breteau s'attachera ensuite à convaincre son auditoire de la nécessité d'engager une grande bataille... d'idées !... afin d'obliger l'Union des Industries Métallurgiques et Minières à apposer sa signature en bas de la Convention Collective Nationale. Convention dont la clé est la Grille de Salaires Hiérarchique et Unique qui revendique 891 F par mois pour les manœuvres et 5.280 F pour les ingénieurs et cadres.

Une suite inattendue

Manque de chance. Avant que la séance soit close, deux délégués interviennent. L'un pour UGINE-KUHLMANN ; l'autre pour FERODO. Et tous deux se déclarent sceptiques vis-à-vis des ingénieurs et cadres. Et tous deux font part au Congrès des difficultés rencontrées auprès des travailleurs de leurs entreprises quant à la défense de la hiérarchie et l'application des augmentations en pourcentage demandées par la C.G.T.

Tout ira mieux dimanche

La journée suivante sera morne. Les interventions se succèdent et se ressemblent.

ALCATEL, SIMCA, BERLIET, SNECMA, PEUGEOT passent par la tribune lire leur topo. On parle beaucoup de batailles (toujours d'idées), de gagner les ingénieurs et cadres non pas sur une base idéologique, mais en défendant leurs intérêts matériels mieux que le fait la C.G.C., par exemple. Il est aussi question des jeunes et on explique qu'un sondage scientifique sera fait cette année parmi cette « couche de salariés » à l'aide de l'ordinateur de la C.G.T.

Jean Maire, secrétaire général de la Fédération métallurgique de la C.F.D.T., monte à la tribune pour s'exécuter et donner des gages de bonne volonté à l'état-major de la C.G.T. qui l'attend au virage. « Ce n'est pas juste, se plaint-il, de nous qualifier de gauchistes ». « Nous ne sommes pas d'accord avec leurs formes d'intervention... qui, d'ailleurs, nous tombent sur le dos par la suite... », etc.

Le pauvre vieux n'a pas eu de chance (ou peut-être lui a-t-on tendu un piège ?). Le fait est qu'immédiatement après lui, c'est le délégué des Batignolles qui montait à la tribune et, follement applaudi, dénonçait brutalement le syndicat C.F.D.T. de son usine coupable d'avoir fait (nous résumons) « des propositions démagogiques telles qu'une grève départementale de 24 heures ou une manifestation dans la nuit, et qui, de surplus, s'était prononcé pour la grève totale contre l'avis de la C.G.T. ». D'ailleurs, enchaîne-t-il, si celle-ci a été adoptée par la majorité des ouvriers c'est seulement dû au fait que le vote s'est produit jeudi et le personnel a été tenté par la perspective d'un week-end prolongé ». (Le pauvre avait oublié de préciser que celui-ci durait depuis un mois et demi).

Sylvain, le patron de la C.G.T. chez RENAULT, critiquera lui aussi durement la C.F.D.T., trop gauchiste selon lui, à Billancourt.

On vote contre

A signaler que beaucoup de votes à main levée sont intervenus depuis le début du Congrès et que toutes les propositions de la présidence furent adoptées à l'unanimité ou presque. Néanmoins, un sursaut contestataire s'est produit face à la proposition de prolonger la séance de l'après-midi d'une demi-heure pour rattraper le retard accumulé. Là, pas question !... Une large majorité a levé son bras contre la sortie à 19 h au lieu de 18 h 30. (Cela montre, si besoin est, le « dévouement » aux travailleurs de la bureaucratie syndicale présente).

Lundi on attend...

La séance commence avec un rigolo qui explique savamment que « la grève générale ou totale est quelque chose de dépassé. Exemple : regardez l'impasse où se trouvent les gars des Batignolles... Il y a plus efficace et difficile : les grèves tournantes... ».

La composition du Congrès est expliquée à la tribune par le permanent Hodebourg. 1.020 délégués y assistent, dont 152 ETDA, 5 ingénieurs, 57 femmes, 21 immigrés, 185 jeunes et 7 retraités. Il y a 11 jeunes en moins par rapport au dernier congrès. L'orateur expliquera cela de par le fait que certains qui avaient moins de 25 ans lors du dernier congrès se trouvent aujourd'hui dans une tranche d'âge supérieure. Il regrettera aussi qu'il y ait 4 ingénieurs en moins, car « cela ne correspond pas à l'effort particulier et très important que nous avons fait en direction de cette catégorie de salariés ». (sic.)

Une quête est organisée pour venir en aide aux grévistes des Batignolles où 3.000 F sont ramassés. Si on tient compte des « participants » (1.020 délégués plus 80 dirigeants) cela fait une moyenne de 2,50 F par tête de pipe. Ce maigre résultat n'a rien d'étonnant vue la mauvaise réputation que les luttes dures ont parmi l'assistance du Congrès.

... la vedette

Au cours de l'après-midi, Seguy a « le plaisir d'apporter au 27e Congrès le salut fraternel du Bureau Confédéral ».

Nous retiendrons de cette intervention les engagements pris par Séguy quant à la démocratie syndicale et ouvrière ; car nous aurons, en tant qu'ouvriers qui se font une tout autre idée que la sienne et du syndicalisme et du socialisme, sûrement à rappeler ses propos à ceux parmi ses fidèles qui continueront « dans la pratique et les habitudes anciennes » que Séguy a (verbalement) condamnées.

... et le massacre

La modification des Statuts a été discutée par la suite. Discutée c'est un grand mot. Disons qu'ils ont été entérinés comme Jean Breteau, d'ailleurs, s'y attendait dès le début. A signaler seulement la naïveté d'un délégué qui est monté à la tribune pour demander que la phrase « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » soit conservée dans les nouveaux statuts. Le rapporteur lui a répondu à peu près ceci : « A quoi bon la maintenir... Cela va de soi, voyons, pas besoin de le crier sur les toits. » Les nouveaux statuts seront adoptés sans difficultés majeures par 233.393 votes pour, 6.572 contre et 4.102 abstentions.

Une journée touristique... gastronomique... ... et internationale

Les lectures appliquées se sont poursuivies pendant toute la matinée du mardi 23. La séance était consacrée à la « Vie Ouvrière » et plus généralement, comme on dit dans les milieux bureaucratiques, à la bataille des idées. A croire que celle-ci n'a pas grand-chose d'exaltant, puisque pendant deux heures, le spectacle était tellement triste que Breteau lui-même s'est vu dans l'obligation de sauter sur la tribune afin de réveiller la salle...

L'après-midi, les congressistes se sont promenés. Circuit touristique, à travers le Vercors. Minute de silence pour les martyrs... Au retour, un buffet campagnard offert par les fournisseurs agréés par les Comités d'entreprise attendait l'ensemble des congressistes.

Après cela, la soirée de solidarité et d'amitié internationale pouvait commencer.

Une douzaine de délégations étrangères ont salué le Congrès. Mais nous avons fini en éprouvant de la honte et de la peine en entendant de nombreux délégués ricaner du fait que le délégué de la R.A.U. parlait en arabe. Le cochon raciste était, lui aussi, présent.

La fête

Mercredi, c'était la fin. A midi, Ricard, vin bouché à volonté et copieux repas. C'est ce que veut le peuple. L'arrosage chauffant l'ambiance, Séguy a démarré le premier. Il a bien montré rester le vrai ténor de la C.G.T. en chantant à pleins poumons les amours d'une bergère, et en occitan, S.V.P. Breteau, quant à lui, devait se contenter de « Ma pomme », les convives faisant le chœur.

Pendant la séance de l'après-midi, ont été présentés les résultats du vote à bulletin secret fait au cours de la matinée pour élire (?) la nouvelle (??) direction fédérale. Notons pour conclure que celle-ci est passée en bloc ; que sur 81 candidats, il n'y avait que onze O.S., contre 70 professionnels, ETDA et ingénieurs. (D'après la « Vie Ouvrière-Métaux », les O.S. représentent 37,5 % des travailleurs de la métallurgie...)

Il est bien vrai que ces derniers ont été les grands oubliés de ce Congrès. Et qu'ils risquent dans un futur immédiat de faire les frais de la politique réformiste, conservatrice et démagogique envers les ingénieurs, cadres et techniciens que la F.T.M.-C.G.T. s'est donnée avec son 27e Congrès.

Correspondant L.O.

SNECMA (Bois-Colombes Hauts-de-Seine)

L'horaire quotidien réduit d'un quart d'heure... par les débrayages

LA S.N.E.C.M.A. vient de proposer aux syndicats de signer un accord d'entreprise. Les clauses de cet accord comportent 6 % d'augmentation pour l'année, plus 1 % de garantie de « sauvegarde » du salaire au cas où l'indice du coût de la vie dépasserait 5 %.

La direction propose dans cet accord une réduction d'horaire de une demi-heure par semaine.

L'annonce de cet accord a été faite par la direction elle-même dans une note au personnel. Le moment était bien choisi car dans l'usine, depuis la fin de l'année dernière, une certaine agitation ne cesse de régner. En fin d'année 70, différentes catégories professionnelles se sont mises en grève pour obtenir des augmentations de salaire. Ces différents mouvements n'ont jamais pu se joindre entre eux car la C.G.T., syndicat largement majoritaire dans l'usine, s'est ardemment employée à l'empêcher. Les divers débrayages de fin d'année se sont de toute façon concentrés dans les ateliers, aucun syndicat n'ayant fait le minimum d'effort envers les bureaux, ne serait-ce qu'au niveau de l'information.

Depuis le début de l'année, d'autres débrayages pour les salaires ont eu lieu et sont toujours restés catégoriels. Maintenant à l'initiative de la C.G.T., sur le prétexte d'une plate-forme commune intersyndicale et sur l'air de l'unité, les travailleurs du Montage, de la Chaudronnerie et une partie des Outilleurs ont décidé de quitter le travail un quart d'heure avant l'heure normale pendant les quatre premiers jours de la semaine pour appliquer, de fait, une réduction d'horaire d'une heure.

Dans ces secteurs de l'entreprise, la C.G.T. est reine et le mouvement a été bien suivi. La C.G.T. quelques jours plus tard, a décidé d'élargir le mouvement aux travailleurs de Fabrication après quelques assemblées par secteurs et une pétition.

Puis, quelques sondages ont été faits auprès de quelques bureaux. Pas tous ensemble mais les uns après les autres. C'est ainsi que l'on a pu voir des assemblées se tenir dans différentes salles du Comité d'Entreprise et à des heures différentes. Pas question de donner du « mordant » aux employés !

La C.F.D.T., quant à elle, appelait tous les travailleurs des bureaux et des ateliers à se joindre au mouvement déjà en cours et pour les travailleurs en équipe qui doivent venir travailler le samedi matin — 5 heures — une fois par mois, elle appelait à quitter le travail une heure plus tôt le samedi suivant et ensuite de boycotter carrément le travail du samedi. Dans l'après-midi, la C.G.T. qui n'avait pas encore donné de mot d'ordre pour l'équipe, appelait ces travailleurs à ne pas venir du tout ce samedi.

Dans l'atelier, cette escalade de mots d'ordre n'a pas manqué de créer une certaine panique et de faire craquer l'unité de façade qui subsistait encore.

Dans les bureaux, l'appel de la C.F.D.T. à se joindre au mouvement n'a obtenu qu'un écho limité. Néanmoins, un bureau assez important de dessinateurs a suivi.

D'ores et déjà on peut dire que les conditions favorables ne sont pas réunies car la C.G.T. qui a la possibilité de consulter réellement l'ensemble du personnel pour unir la lutte pour la réduction du temps de travail, ne le fait que partiellement et avec beaucoup de mauvaise volonté. La C.F.D.T., de son côté semble être beaucoup plus préoccupée de se faire un nom auprès des travailleurs que de répondre à leurs aspirations. Les travailleurs de l'équipe n'ont pu que vivement le ressentir.

Mais le mécontentement est général dans l'usine depuis déjà de nombreux mois. Si les bureaux qui semblent bien être atteints par le climat se joignent à la lutte, le mouvement du quart d'heure risque bien d'aller au-delà des prévisions de la C.G.T. qui en était à l'origine.

Correspondant L.O.

DANZAS (Paris XII^e)

Un patron pas très rassuré

DEPUIS quelques temps le climat a bien changé à Danzas et, à plusieurs reprises, le patron a pu se rendre compte que nous ne nous laisserons pas marcher sur les pieds impunément. Tant et si bien qu'il hésite entre des mesures fermes et un ton plus conciliant, camouflant à peine la panique qui l'envahit. Deux exemples récents témoignent de l'embarras de la Direction.

Le lundi 15 février, en arrivant au travail, un camarade de l'équipe de nuit se voit notifier son licenciement immédiat pour « faute grave ». Se sentant malade, il avait quitté son travail sans avertir personne le vendredi précédent. Nul doute que le patron voulait frapper un grand coup. Mais l'équipe débrayait aussitôt, exigeant la réintégration immédiate. Une heure et demie après, le patron cède et descend sur les quais pour exprimer sa désolation devant la « déplorable erreur de la Direction » (les subordonnés ont bon dos !). Toute sanction est levée, notre solidarité a payé.

Dans la semaine qui suit, le patron ayant refusé les revendications de salaires de la C.G.T. et de la C.F.D.T. (5 % en plus, pas de salaires en dessous de 1.000 F nets), les deux syndicats déposent un préavis de grève pour faire pression sur la Direction. On parle de plus en plus de grève ici, car c'est au moins 200 F de plus pour tous qu'il faudrait chaque mois... Tant et si bien que le lundi 22, alors que nous venions tous au travail, nous avons trouvé les quais déserts et la plupart des camions absents : pour parer à toute action, le patron avait fait passer le gros du trafic à d'autres entreprises de transports (Calberson notamment). Le lendemain, il envoyait à tout le personnel une lettre où il s'évertue à démontrer :

1°) qu'en 70, nos salaires ont augmenté de 7,3 % par rapport à 1969. Sans compter les rallonges « à la tête du client » (!) ;

2°) que, en conséquence, notre pouvoir d'achat a augmenté en 70 de... 1,7 %... et cela d'après les 259 articles (!) ;

3°) que pour 71, des augmentations auraient lieu... mais qu'on verrait plus tard. Et surtout, que personne ne s'imagine qu'il s'agit là de « gagner du temps » (sic !) ;

4°) que pour le 1^er mars, 30 F seraient accordés pour favoriser « les collaborateurs dont les salaires sont les plus modestes » (resic !) ;

5°) que l'horaire diminuerait (une demi-heure au 1^er mars. Nous en faisons 50) ;

6°) que « dans un but d'apaisement » la Direction proposait même d'avancer ces mesures d'un mois.

Notre « collaborateur au salaire aisé » concluait : à qui peut profiter la grève ? Tout le monde y perdrait. Sans parler des « conséquences psychologiques préjudiciables... » et des pertes de clientèle.

Quel talent ! Décision a été prise de ramener toutes les lettres pour les étaler par terre sur les quais : le patron verra comme son réquisitoire nous a convaincu ! Tous nos remerciements en tous cas pour avoir brisé les cadences épuisantes qu'il y avait ici. On commence à apprécier la situation : nous percevons notre salaire tout en n'ayant rien à faire.

Bref, on s'amuse bien à Danzas de la panique du patron, alors qu'en fin de compte nous n'avons fait pour l'instant qu'élever la voix.

(Correspondant L.O.)

(Photo L.O.)

ERICSSON (Colombes Hauts-de-Seine)

La mensualisation va-t-elle être un prétexte pour confisquer l'argent des travailleurs ?

UN vif mécontentement touche actuellement les travailleurs horaires chez Ericsson, en raison des modalités de versement de la paye qui se fait mensuellement depuis le 1^er janvier 1971.

Au lieu d'apporter une amélioration pour les travailleurs, le paiement au mois est au contraire une source de tracas et d'inconvénients supplémentaires. En effet, la Direction a établi un calendrier d'acomptes qui entraîne un gros retard dans le versement de la paye. Ainsi, du 28 décembre au 19 février, les travailleurs horaires n'ont touché que deux acomptes représentant moins d'un mois de salaire. Et ce n'est que le 19 février que le solde de la paye du 28 décembre au 31 janvier a été réglé.

La paye de février, elle, ne sera versée que le 19 mars, et les travailleurs devront tenir le coup pendant un mois avec un acompte de trois semaines de salaires !...

Le plus beau est que la Direction ne respecte même pas ses propres engagements : deux jours avant la date prévue, elle nous annonce par note de service que l'acompte de trois semaines sur février, qui devait être versé le 19 février, serait retardé d'une semaine « en raison de difficultés techniques ».

Cette fois, c'en était trop et plusieurs centaines de travailleurs ont débrayé une demi-heure le jeudi 18 février pendant qu'une délégation C.G.T. se rendait auprès de la Direction pour réclamer le maintien de l'acompte. La Direction a finalement accepté de verser une partie de l'acompte le jour prévu.

Elle annonce le 25 février que les congés payés ne seront pas versés avant le départ en vacances (fin juillet) mais seulement au retour, et encore, en deux fois : la moitié le 6 septembre et le solde le 20 septembre.

Les patrons croient pouvoir se permettre de confisquer l'argent des travailleurs pendant des semaines ; mais il n'est pas dit que ceux-ci accepteront de se laisser gruger aussi facilement.

(Correspondant L.O.)

A L'ALSTHOM-TARBES

Un accident pour vingt personnes

ALSTHOM - TARBES, qui emploie en moyenne de 2.000 à 2.200 personnes, produit de gros moteurs diesel, du matériel lourd pour les chemins de fer et du gros matériel électrique.

Des murs lépreux, surmontés de grillages, le long d'une rue de banlieue. Derrière, l'architecture grise et sinistre d'ateliers qui semblent dater du 19e siècle.

L'intérieur vaut l'extérieur ; mais c'est la fonderie qui mérite la première visite : le bâtiment date des années 20 et réunit toutes les horreurs de la vétusté, de la pagaille, du manque d'hygiène et de l'insécurité.

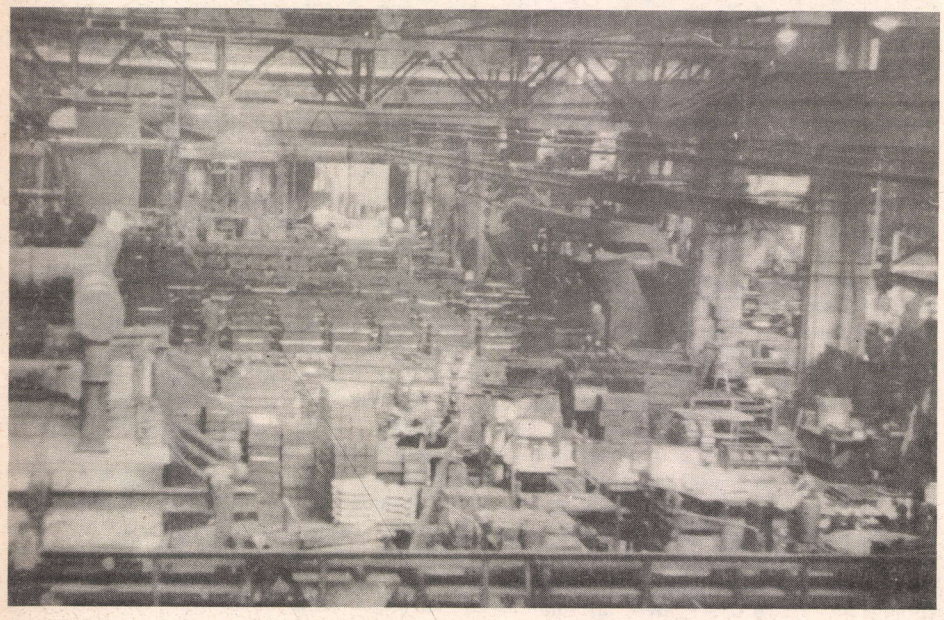
Entrez : l'horreur vous pénètre d'un coup par les yeux, les oreilles, par le nez et par la gorge : c'est noir comme l'enfer, tant l'air est chargé de fumées acres, et c'est le royaume du bruit.

N'essayez pas de hurler, personne ne vous entendra. On ne communique que par gestes, dans le bruit infernal qui provient des presses et des malaxeurs. Un bruit tel qu'il affecte les tympans, les nerfs et le corps tout entier. On connaît des moyens simples d'atténuer le bruit : il suffit d'habiller les machines avec des carters en plomb ou tout autre matériau isolant : la direction n'y a pas pensé.

Les fondeurs vivent dans une atmosphère desséchante et brûlante : les jours chauds, l'air est irrespirable dès les premières coulées ; les jours de froid, on commence la journée en gelant pile et face, puis, tout en continuant à avoir froid dans le dos, on rôtit face à la coulée, et à la fin de la journée, on étouffe. Toutes sortes d'odeurs se mêlent et vous prennent à la gorge : odeur de sable brûlé, odeur piquante du produit qui sert à durcir les moules, odeur de fonte chaude.

Cet air chaud, sec et puant, est chargé d'une quantité extraordinaire de poussières, surtout aux Presses : la douche est indispensable chaque jour, le lavage de notre linge est un cauchemar pour nos femmes, et nous avons peur de penser à la couleur que doivent avoir nos bronches et nos poumons.

(Photo L.O.)



La fonderie encombrée, exiguë, photographiée pendant la pause : pendant le travail la fumée cache tout. (Photo L.O.)

Parmi ces poussières, les plus dangereuses sont celles de sables qui provoquent la silicose.

Or, le sable est partout dans l'atelier : il arrive par un tapis roulant d'alimentation qui le déverse d'une hauteur de deux mètres. Il faudrait canaliser sa chute par une trémie ou une manche : la direction n'y a pas pensé non plus. Le sol devrait en être débarrassé à l'aspirateur : il ne l'est pas, et nous marchons dans une couche épaisse de sable, où chaque pas soulève le nuage de mort.

Il est vrai qu'on se demande où l'aspirateur pourrait bien passer : les locaux sont trop étroits ; quand un châssis (contenant un moule de sable) est rempli de fonte à plus de 1.100 degrés, on le pose... à terre, là où il y a de la place. Mais un peu plus tard il gênera le passage d'un chariot : il faudra déplacer le châssis, le poser là où un emplacement s'est dégagé, et ainsi de suite.

Et on voudrait nous faire croire que les capitalistes sont patrons en vertu de leurs dons d'organisation !

Inutile de dire que le taux d'accidents dans le secteur Fonderie-Modelages est particulièrement élevé : si, pendant le trimestre d'été (49 jours de travail), il y a eu dans l'usine 117 accidents (soit 1 accident pour 20 personnes), le taux Fonderie-Modelages a été pour la même période 1 travailleur accidenté sur 12 ! A ce rythme, nous risquons de voir, en un an, un travailleur blessé sur trois ou quatre.

Il faut dire que, à la Fonderie, il y a une majorité de travailleurs immigrés : Portugais, Espagnols ou Nord-Africains. Alors, n'est-ce pas c'est moins préoccupant pour le patron, puisqu'ils peuvent difficilement s'exprimer.

(Correspondant L.O.)

RENAULT-BILLANCOURT

Un travailleur victime d'un accident mortel

VENDREDI 26 février à dix heures trente du matin, un ouvrier (magasinier au service entretien) était écrasé par un camion semi-remorque au carrefour de la rue Emile-Zola et de la rampe de l'Ile Seguin, à deux pas de l'infirmerie.

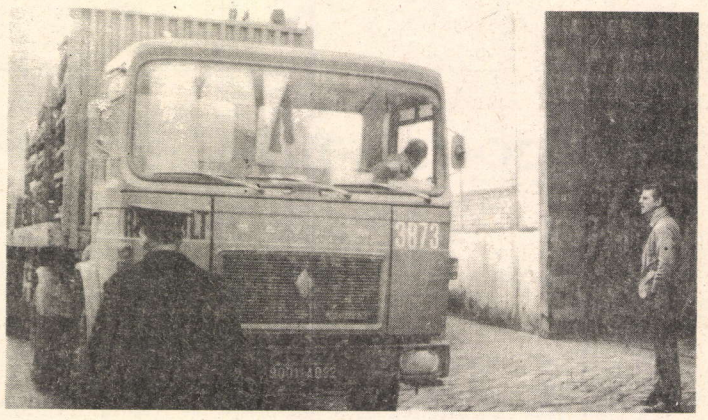
Les circonstances de l'accident

A ce carrefour intérieur à l'usine, normalement les feux sont tricolores, mais il arrive souvent qu'ils soient clignotants oranges. Notre camarade se rendait en vélo à son département d'origine; après avoir traversé la rue Emile-Zola il se trouve bloqué par la cabine d'un semi-remorque qui, pour prendre son virage en bas de la rampe de l'Ile Seguin, est obligé de se déporter complètement à gauche au point de boucher entièrement le passage. Surpris notre camarade a dû s'échapper vers sa gauche ; est-il tombé de son vélo en s'accrochant dans les rails de chemin de fer mal bouchés à cet endroit ? A-t-il cru pouvoir s'échapper ? Nul ne peut le dire. La roue avant droite du camion l'a tué sans que le chauffeur ait pu s'en rendre compte, tant il était occupé à prendre son virage sans rien accrocher. Tout s'est passé sous les yeux des gardiens postés au bas de la rampe et qui n'ont pratiquement pas eu le temps d'intervenir.

Notre camarade est mort sur le coup. Pendant deux heures le camion est resté bloqué le temps que les services de sécurité de l'usine photographient les circonstances de l'accident. Vers 12 h 30, le chauffeur du camion encore sous le coup du drame devait dégager son camion. Et pour la direction l'incident était clos.

Cariste ou cascadeur ?

Cet ouvrier devait partir à la retraite dans quelques mois ; il avait obtenu le droit de partir se reposer à 63 ans. Maintenant on va faire une enquête pour déterminer les torts, mais cela ne rendra pas la vie à notre camarade. Pourtant, il est sûr que normalement, le cycliste et le camion n'auraient pas dû pouvoir se trouver face à face. Normalement, le chauffeur aurait dû être accompagné. Seulement, voilà, à l'usine plus rien n'est normal. Ce qui est surprenant c'est que des accidents, il ne s'en produise pas plus souvent. Dans une usine prévue pour sortir 7 à 800 voitures par jour, on en sort 1.500 à 2.000 avec les mêmes bâtiments. Si sur certaines machines la sécurité a tout de même été améliorée, chez Renault à Billancourt il y a danger de mort à circuler à pied ou en vélo dans les rues et dans les bâtiments de l'usine. Car pour assurer la production tout est permis. Des camions de trente tonnes sont autorisés à venir décharger leurs marchandises dans les ateliers mêmes. A Billancourt, il n'y a pas de gare routière digne de ce nom. Les rues de l'usine servent aux piétons, aux cyclistes, aux caristes, aux camions qui doivent y circuler et y stationner. Les endroits les plus dangereux sont l'esplanade de l'Ile Seguin et l'allée du Département 38.



(Photo L.O.)

La direction qui est responsable de cette pagaille meurtrière, ne sait qu'augmenter les cadences. A Billancourt la loi de la jungle est de rigueur : il faut sauver sa peau soi-même.

Mais les assassins ce sont ceux qui, à la tête de ce système de fous, continuent à dormir tranquilles alors que la liste des blessés et des morts s'allonge.

A l'usine, autrefois, les transports se faisaient par chemin de fer, la nuit à l'intérieur de l'usine. Maintenant, on préfère voir circuler des dizaines d'énormes camions qui bloquent les routes dès qu'ils doivent manœuvrer. Les travailleurs, les caristes en particulier, font des miracles pour ne pas s'entretuer. Etre cariste nécessite des qualités de cascadeur.

Le comité d'hygiène et sécurité, l'inspecteur du travail, les syndicats, les délégués, tous sont impuissants à arrêter l'hécatombe. Pourtant il n'est plus possible de continuer à travailler dans une telle insécurité. A Billancourt comme ailleurs, la vie des travailleurs doit passer avant la production...

(Correspondant L.O.)

LES PROBLEMES DE LA SECURITE SOCIALE

LE déficit de la Sécurité sociale, comme celui des services publics, est l'une des grosses « préoccupations », pour ne pas dire tartes à la crème, du gouvernement. Et lors de sa prochaine session, le Parlement va devoir aborder une fois de plus le problème de la réforme de la Sécurité sociale. Mais, comme toujours, les projets de réforme témoignent d'un plus grand souci de réaliser de mini-économies sur le dos de l'usager que de mettre à nu les véritables racines du mal.

C'est ainsi que le projet de réforme de M. Saltiel, qualifié de « révolutionnaire » par le Journal du Dimanche, **devrait permettre, s'il est adopté par la Chambre, de supprimer tout gaspillage en débusquant les tire-au-flanc et autres assurés sociaux trop souvent malades !**

Ainsi le projet prévoit l'établissement d'un compte individuel pour chaque assuré, sorte de compte en banque, alimenté par la cotisation de l'intéressé et celle de son employeur, sur lequel l'assuré pourra tirer les chèques nécessaires au paiement de ses frais médicaux.

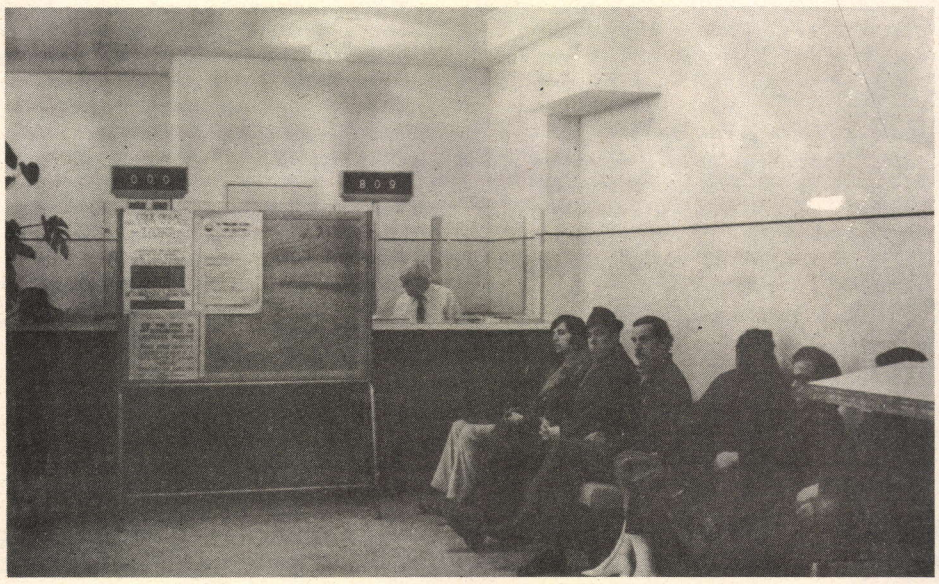
Tout va très bien tant que le compte n'est pas à découvert. La Sécurité sociale permettra même à ceux qui « font des économies » de récupérer une petite partie de leur argent tous les deux ans.

Mais gare à l'assuré qui aura son compte à découvert : le projet, magnanime, ne lui refuse tout de même pas le remboursement de ses frais médicaux, mais il sera contrôlé de très près. Bref, la Sécurité sociale sera toujours pendue chez lui et on lui cherchera chicane jusqu'à ce qu'il se décide à être moins fragile... et faire des économies pour rembourser son découvert.

En fait le projet Saltiel équivaudrait à un véritable démantèlement de la Sécurité sociale. C'est le principe même de l'assurance collective qu'il remet en cause puisqu'il est un moyen de pression sur les assurés pour qu'ils recourent le moins souvent possible à l'assurance.

De plus, le projet lèse évidemment les travailleurs les plus mal payés puisque les comptes sont alimentés par des cotisations proportionnelles au salaire. C'est ainsi que les travailleurs les plus mal payés, les plus mal logés, les moins résistants à la maladie à cause de leurs conditions de vie, disposeront des plus petits comptes et seront les premiers frappés par les tracasseries administratives et les contrôles fréquents.

Devant les atteintes répétées du gouvernement contre la Sécurité Sociale, les usagers ont manifesté leur mécontentement. (Photo L.O.)



Une attente souvent longue, des remboursements toujours dérisoires. (Photo L.O.)

Non seulement le projet de l'ineffable Saltiel est parfaitement anti-social, mais c'est de plus une ineptie totale. Car il ne résoudra en rien le problème du fameux déficit. Les chiffres sont là : 75 %, c'est-à-dire la très grande majorité des assurés sociaux, ne touchent à eux tous que 3 % des prestations versées par la Sécurité sociale. Ce n'est certainement pas sur leur dos que la Sécurité sociale pourra faire des économies. Les 25 % restants touchent bien sûr 97 % des prestations. Mais ce sont, pour l'immense majorité des cas, les longues maladies, les cas très graves nécessitant des soins très coûteux. Ce qui fait que, même en persécutant tout le monde, la Sécurité sociale ne pourra pas trouver les quelque 600 millions de F qui vont lui manquer en 1971.

Il n'y a rien d'étonnant à cela, car pour trouver les millions manquants, il faut les chercher là où ils sont. Pas dans la poche des assurés sociaux, mais dans les coffres-forts des grandes entreprises qui doivent parfois des millions d'arriérés de cotisations, et surtout dans les caisses de l'Etat qui puise à pleines mains dans le budget de la Sécurité sociale :

— Sur 50 millions de médicaments remboursés par la Sécurité sociale, 10 millions vont à l'Etat au titre de la T.V.A. véritable impôt sur la maladie.

— Dans le prix exorbitant de la journée d'hôpital sont inclus les frais d'entretien et d'aménagement des locaux, l'équipement médical, la formation du personnel paramédical, une grande partie de la recherche scientifique et médicale...

En somme l'Etat fait supporter à la Sécurité sociale des charges qui devraient lui incomber par l'intermédiaire des ministères de la Santé, des Travaux publics et de l'Education nationale. Ces charges sont énormes ; un seul exemple : la Sécurité sociale a déboursé en 1970, 600 millions de francs rien que pour l'amortissement des constructions hospitalières (qui ont parfois été déjà amorties plusieurs fois vue leur ancienneté — certaines datant de plusieurs siècles !).

Dans ces conditions, le « gaspillage » des assurés sociaux qui « absorbent trop de médicaments » est absolument négligeable devant les sommes énormes que la Sécurité sociale verse, directement ou non, à l'Etat. Mais tous les plumitifs vaniteux ou autres parlementaires, toujours prêts à pondre de vastes projets pour faire parler d'eux, préfèrent partir en guerre contre des moulins à vent et fermer pudiquement les yeux sur les tripatouillages gouvernementaux !

Dominique CHABLIS

VENDOME (Brive) :

Encore des licenciements

ABRIVE, la situation de l'emploi est particulièrement catastrophique. Les licenciements, les réductions d'horaires sont devenus aujourd'hui monnaie courante dans la plupart des entreprises brivistes et c'est chaque jour que des travailleurs viennent grossir l'armée des chômeurs.

Le secteur nationalisé a été durement touché ces dernières années par la politique de « rentabilisation » menée par le Pouvoir : 201 emplois ont été supprimés à la S.N.C.F. et depuis quelque temps déjà on parle de la suppression de l'activité du dépôt S.N.C.F.

Les secteurs de la métallurgie ne sont pas non plus épargnés. A Hyperlec, ce sont les diminutions d'horaires, chez Fargearel, la situation est des plus précaires, à Vendôme (une usine de machines à laver employant une centaine de travailleurs), les licenciements se poursuivent.

Ainsi, le lundi 8 février, deux camarades dépanneurs de cette entreprise sont appelés dès le matin au bureau de l'ingénieur Agnès, où celui-ci les invite, le journal à la main, à aller sur-le-champ se chercher du travail : il y a des petites annonces.

Devant leur refus, ils se voient affectés immédiatement aux Chromes, un atelier de production où les conditions de travail sont particulièrement pénibles, comme simples manœuvres. Il faut ajouter que cet atelier est à l'autre bout de l'usine et qu'ainsi, ils restent complètement isolés, séparés de leurs anciens camarades de travail.

La manœuvre est claire. On espère que ces travailleurs, écœurés par ces brimades, quitteront d'eux-mêmes l'entreprise, la direction évitant des licenciements supplémentaires à l'approche des élections municipales et réalisant de sordides économies.

Peu après, on apprend que 15 autres licenciements sont prévus, sans autre précision, le patron refusant de communiquer les noms des personnes concernées.

Cela explique la réaction immédiate dans l'entreprise où tout le monde tremble pour sa place. Dès mercredi soir, la C.G.T. appelle à une réunion d'information prévue pour le lendemain à 14 heures devant l'usine. Tous les travailleurs de Vendôme sont là et décident tous ensemble de se rendre à la sous-préfecture.

Après le discours de Vennat, secrétaire de l'Union locale : **« A aucun prix, vous ne devez accepter les licenciements... »**, on pouvait s'attendre à ce que la manifestation ait des allures plus décidées. Il y a bien une banderole, mais aucun mot d'ordre n'est lancé, et même un flic « bon enfant » précède le cortège. Comme le diront les journaux locaux le lendemain : **« la manifestation devait se dérouler sans incident dans les rues de Brive »**.

Devant la sous-préfecture, un délégué de l'usine prend alors la parole pour proposer... de reprendre le travail le lendemain matin, ajoutant cependant qu'il fallait **« se considérer comme mobilisés »** !..

Immédiatement après la dislocation, des petits groupes qui s'étaient formés discutaient. Manifestement, on n'était pas content d'en rester là.

En attendant, plus de 15 licenciements sont prévus dans les jours à venir, et combien lorsque les élections seront passées ?

Mais les travailleurs de Vendôme n'ont pas dit leur dernier mot.

(Correspondant L.O.)

FEUILLETON

La paix

de

Ernst GLAESER

(Editions Rieder — Presses Universitaires de France)

—24—

RESUME

L'action se déroule à l'automne 1918 dans une Allemagne qui sort vaincue de la première guerre impérialiste.

Le héros et narrateur, un jeune lycéen issu d'un milieu bourgeois, se lie d'amitié avec son précepteur Aldeberg König, dirigeant spartakiste local et fervent propagateur des idées socialistes.

Pendant ce temps, tout à leur joie de voir la boucherie finie, les soldats rentrent au pays et se constituent en Conseils comme les ouvriers de l'arrière. Toutefois si l'Empereur a été chassé, la jeune République allemande des ouvriers, des soldats, des paysans n'en est pas moins aussi celle des bourgeois. Le patronat qui a été ébranlé reprend confiance.

Dans l'ombre, la bourgeoisie qui, après avoir été pour la guerre, vient de se découvrir pour la paix, prépare une rentrée politique dont le prolétariat doit faire les frais. Pour elle le mot d'ordre est la paix et les affaires, la paix pour reprendre et développer les affaires, et donc l'écrasement des ouvriers révolutionnaires.

Ceux-ci sont isolés dans la masse des ouvriers et soldats qui lâchent la proie pour l'ombre, le socialisme pour la paix. Le moment de l'affrontement entre la bourgeoisie et les révolutionnaires est arrivé.

Le narrateur vient de rendre visite à Adalbert Konig qui commande la ville tenue par les révolutionnaires. Il rentre chez lui.

Il me donna une tape sur l'épaule et dit à ma mère :

— Il a grandi d'une façon vraiment remarquable.

Kathinka ouvrit une fenêtre, un rideau vola, dehors le vent hululait, la pluie tombait en cataractes.

— Si nous sommes condamnés à rester ici, dit mon père, tâchons au moins d'y faire œuvre utile et cassons la croûte.

Il se dirigea vers son sac et l'ouvrit. Il fourragea à l'intérieur, en sortit du linge sale qu'il jeta sur le plancher et que Kathinka ramassa aussitôt, puis, d'un geste solennel, il sortit un paquet enveloppé d'un journal.

— Voilà ! dit-il en le posant sur la table, puis il y mit encore la moitié d'une miche et une petite boîte en aluminium qui contenait du beurre salé.

Ceci fait, il jeta sur nous un regard circulaire.

— Eh bien, devinez un peu ce que c'est.

Du doigt il montrait ma mère.

Elle rit et répondit :

— Evidemment c'est quelque chose qui se mange !

— Très juste, dit mon père, mais quoi ?

Et il me désigna.

— Peut-être un saucisson, répondis-je.

Il désigna Kathinka. Elle rougit d'embarras et finit par dire que ce pourrait bien être un jambon.

— Vous n'y êtes pas, dit mon père tout bas et il se mit à défaire les ficelles du paquet avec d'infinies précautions.

Pour piquer notre curiosité, il ne coupa pas le nœud avec son couteau, il le dénoua. Le papier se défit lentement, mais mon père le ramena encore une fois de ses larges mains et s'écria :

— Quelqu'un veut-il encore essayer de deviner ?

Personne ne trouvant rien à dire, il ouvrit le paquet et à nos yeux stupéfiés apparut un cochon de lait rôti. Nous nous taisions, retenant notre souffle.

Mon père riait de tout son cœur.

— Eh bien ! s'écria-t-il, eh bien ! que dites-vous de cela ?

Nous ne disions rien, mais nos yeux parlaient avec éloquence.

Le cochon de lait était couché dans une petite caisse garnie de feuilles de vignes. Dans son minuscule groin, il avait un petit drapeau rouge-blanc-noir et autour de sa queue s'enroulait le drapeau de l'empire austro-hongrois. Sur sa peau roussie on avait peint avec art et très distinctement les divers points du front où mon père avait combattu pendant ces quatre années... Certains lieux, tels que Grodno, Schaulen et Mitau étaient soulignés en bleu. C'était là que mon père avait gagné ses décorations. Au-dessus de cette héroïque géographie et formant une sorte de lacet, un tatouage noir-blanc-rouge ; au-dessous en ronde : « A notre vénéré chef de compagnie et camarade, en souvenir de la grande époque 1914-1918. Les officiers de la 3e compagnie. »

Suivaient en bleu les noms des officiers. Au-dessus on avait dessiné la croix de fer et au-dessus de la croix de fer, la tête de Hindenbourg.

— C'est ce que les camarades m'ont donné quand je suis parti, nous allons le manger.

Le cochon de lait dégageait une délicieuse odeur. L'eau m'en vint à la bouche.

— Je ne trouve pas que ce soit du meilleur goût, dit ma mère, d'avoir peint Hindenbourg, pour qui vous avez tous une si grande vénération, sur le dos d'un cochon.

Mon père fut abasourdi :

— Mais, s'écria-t-il, ce n'est pas un cochon ordinaire, ça, c'est un souvenir.

— Moi, je suis d'avis qu'on le mange, dis-je.

— Oui, dit mon père, il faut le manger, sinon il pourrait se gâter.

Il tira un petit coutelas pendu à sa ceinture en guise de baïonnette et tailla quatre tranches de pain ; puis il plongea la lame brunâtre dans la nuque du petit cochon qu'il ouvrit jusqu'au milieu du dos ; ensuite, taillant à droite et à gauche, il dégagea une tranche de chair recouverte d'une mince couche de graisse fondue. D'une main experte il eut vite fait de la détacher, comme si le cochon eut été une de ces pièces anatomiques que l'on peut plier et déplier à volonté. Ensuite il jeta le morceau sur la table, le coupa en quatre tranches qu'il mit sur du pain :

— Bon appétit ! dit-il en portant son pain à sa bouche.

Nous en fîmes autant.

— Excellent, dit ma mère et Kathinka commença à se pourlécher.

— Oui, dit mon père, c'est quelque chose de tout à fait succulent qu'un cochon de lait préparé ainsi.

Nous mordions dans la chair à belles dents et la graisse froide nous tapissait agréablement le palais.

Au bout d'un moment mon père recommença à fouiller dans son sac. Il en tira une bouteille de vin rouge et, l'ayant débouchée, il nous versa à boire dans son gobelet. Puis il découpa encore un morceau de viande que nous mangeâmes en nous regardant et en riant. Soudain Kathinka s'écria :

— La pluie a cessé.

— Il était temps, dit mon père, et ma mère enveloppa le reste de la bête. Nous l'enfonçâmes dans le sac et mon père prit ma mère par le bras.

Kathinka et moi, nous nous chargeâmes du sac.

Puis nous quittâmes la gare.

La rue était plongée dans l'obscurité.

Partout des flaques d'eau où l'on s'éclaboussait et de temps à autre une averse tardive que le vent faisait tomber des arbres en les secouant.

Devant nous on voyait briller la lampe de poche de mon père, nous la suivions.

Peu avant d'arriver à la maison, Kathinka fut prise de vomissements. Elle se soulagea par-dessus une palissade et dit :

— Je ne suis vraiment plus habituée à tant de graisse.

Et nous reprîmes le sac jusqu'à la maison. La tempête s'était calmée.

Dans la salle à manger, mon père, vêtu de son uniforme et en bottes de cavalier, s'était assis au-dessous de son propre portrait. Il s'était mis à la table dont ma mère par une attention délicate, avait orné la blanche surface de branches de sapin et de petites lumières. Il était assis au bout de la table. Ses bras s'étalaient largement dans les manches de sa tunique. Il jouait avec une croûte de pain. Ma mère, à son côté, gardait le silence.

Lorsque nous entrâmes, elle nous fit signe et nous nous plaçâmes à l'autre bout de la table. Les verres étaient emplis de vin et, devant mon père, j'aperçus un énorme plat de salade de pommes de terre. De petits carrés de betteraves rouges y dessinaient, comme par magie, l'initiale de son prénom.

Ma mère prit un verre à pied et, le levant, elle laissa un instant la lumière de la lampe scintiller dans le cristal poli, puis, s'inclinant vers mon père sans mot dire, ele but à sa santé. Tous, nous levâmes nos verres et nous fîmes comme elle.

— Mes bien chers, répondit mon père.

Puis il étendit les bras et s'écria :

— Me voilà enfin à la maison.

Ma mère se leva.

— Viens dit-elle, et elle quitta la table avec mon père.

Kathinka et moi n'osions bouger.

Ils firent de la lumière dans toutes les chambres ; ils parcoururent toute la maison. Ils n'échangèrent aucune parole. D'abord ils allèrent dans la chambre de mon père où ils ne restèrent que quelques minutes, puis au salon ; peu après, ils traversèrent le corridor pour monter au premier étage.

Le pas de mon père sonnait fortement à travers la maison ; c'était un son clair, net, comme si un charpentier avait enfoncé des clous... nous l'entendîmes quand il monta au grenier, nous l'entendîmes quand il descendit à la cave ; il traversa la cour, se perdit dans le jardin, puis le pas résonna à nouveau dans le corridor... Ce bruit, c'était comme la proclamation d'une nouvelle loi.

En revenant, mon père mit un baiser sur le front de ma mère et lui dit :

— Je te remercie, je te remercie de m'avoir conservé ma maison comme elle était.

Puis ils s'assirent et mon père reprit :

— Si nous mangions encore quelque chose. Il faut vous dire que, depuis Berlin, je n'ai pour ainsi dire rien pris.

Et avec un soupir de satisfaction, il plongea la cuillère en corne dans le plat de salade. En amoncelant la salade sur son assiette, il ajouta :

— Là-bas déjà, je rêvais de cette savoureuse salade de pommes de terre...

Après avoir mangé, il nous raconta de plaisantes anecdotes de guerre.

— Nulle part, fit-il, sur toute la surface du globe, il n'existe une salade de pommes de terre pareille à celle-là. Une fois — au repos — l'un de nous a essayé de faire une salade de pommes de terre. C'était le lieutenant Friedrich, au Dunabogen ; nous lui avions tous donné un coup de main pour nous amuser, et au dernier moment, voilà que nous nous sommes aperçus que nous n'avions ni huile ni poivre.

— Et alors, qu'avez-vous fait ? demanda ma mère en riant.

— Nous avons arrosé notre salade de sauce maggi et à la place de poivre, nous avons mis des myrtilles pilées.

Ma mère et Kathinka rirent aux éclats, si fort que Kathinka avala de travers.

Je demandai à mon père s'il y avait eu des combats importants ces derniers temps.

— Mon Dieu, répondit-il, pour ceux qui s'étaient comme nous habitués à l'idée de la mort, les derniers temps ont été assez calmes. Nous n'avions

plus que des Bolcheviks en face de nous, de la racaille, des irréguliers, quelque chose comme des voleurs de grands chemins. S'il nous arrivait d'en attraper un, nous le pendions à l'arbre le plus proche.

Et quand la révolution a éclaté, qu'est-ce qui s'est passé ? demandai-je.

— La situation s'est améliorée de moitié, dit mon père. Nous avons élu un Conseil de soldats, mais composé entièrement d'hommes sûrs et les choses marchèrent comme auparavant, seulement elles changèrent de noms. Lorsque nous apprîmes que la guerre était perdue — nous ne l'avons appris que très tard — cela ne nous surprit pas du tout ; car depuis un an, chacun de nous sentait bien que nos affaires prenaient une mauvaise tournure. Le mal, voyez-vous, c'est que nous avions de mauvais diplomates. Ils mériteraient tous d'être pendus.

Et il reprit de la salade de pommes de terre.

— Et le capitalisme ? demandai-je, n'est-il pas cause de la guerre et n'avons-nous pas perdu la guerre, parce que nous n'avons pas pu lutter avec succès contre le capitalisme des autres nations ?

— Tu as raison, dit mon père, nous aurions dû faire à temps un emprunt à l'Amérique.

Et il avala sa salade de pommes de terre.

— Et maintenant, qu'est-ce qui va se passer ? demandai-je.

— Maintenant, dit mon père, eh bien, maintenant il y a la paix.

— Mais non, je te demande ce que tu vas faire maintenant, m'écria-je.

— Mon devoir ! dit mon père, exactement comme je l'ai fait jusqu'ici. Et que ferais-je d'autre ?

— Et qu'est-ce que tu appelles ton devoir ?

— Remplir les fonctions auxquelles la Providence m'a appelé.

Je me tus, tandis qu'il avalait encore de la salade de pommes de terre.

— Du reste, dit-il après une courte pause, nous ne sommes pas vaincus. Nous cédons devant le nombre voilà tout. Notre honneur est sauf. Le sort, il est vrai, a voulu que nous sucombions ; mais si l'arrière avait mieux résisté, nous ne serions pas si mal en point à l'heure qu'il est... il ne faut donc pas perdre courage pour cela... Un peuple comme le peuple allemand se relève toujours.

— Et que dis-tu de l'arrière ?

Je me levai.

— La classe ouvrière n'a pas tenu. Oui, c'est elle qui a le plus contribué à la démoralisation du peuple.

Et il avala de la salade de pommes de terre.

Je me tus, car ma mère me faisait des signes désespérés.

— Les socialistes, dit mon père en levant son verre, sont à la solde de l'Angleterre. Ebert n'est qu'un sellier. Représente-toi ce que cela signifie : un sellier qui devient chancelier de l'Empire... n'y a-t-il pas là quelque chose d'anormal ? La fuite du Kaiser, ce fut une grosse bêtise. Cet armistice, c'est uniquement à ce sellier que nous le devons. On n'eût jamais osé faire une pareille proposition à un Empereur.

— Mais qu'est-ce que tu vas faire ? demandai-je, exaspéré.

Je pensais qu'il me répondrait : « Eh bien, je lutterai contre Ebert et les ouvriers ».

Mais de nouveau il me répondit :

— Mon devoir.

Et il ajouta :

— Je remplirai les fonctions auxquelles Dieu m'a appelé. Demain je retournerai au bureau. J'y trouverai certainement beaucoup de travail.

Et il fit disparaître le reste de la salade de pommes de terre. J'allumai une cigarette.

— Comment, dit mon père, tu fumes ?

— Oui, répondis-je, je fume.

— Comme le temps passe, fit-il en souriant.

Puis il se mit tout à coup à bailler.

— Je suis diablement fatigué, dit-il, et puis toujours et toujours cette politique.

Il allongea les jambes sous la table.

— Mieux vaut vraiment ne pas s'occuper de toutes ces histoires. Ce n'est pas un individu isolé qui pourra y changer quoi que ce soit.

— Non, dit ma mère, tu as été absent longtemps et là-bas tu ne pouvais être au courant de ce qui se passait. L'essentiel, maintenant, c'est que tu dormes tout ton content.

Mon père étendit les bras.

— Mes enfants, s'écria-t-il, comprenez-vous ce que cela veut dire : pouvoir enfin dormir dans son lit !

Nous nous levâmes et nous montâmes au premier étage. Ma mère essayait doucement de convaincre son mari.

Aussi, quand je lui tendis la main, il me dit :

— Tu sais, tout à l'heure, je me suis trompé... mais il ne faut pas en vouloir à un vieux soldat du front... Ce n'est évidemment pas à Ebert ni aux ouvriers raisonnables que je faisais allusion tout à l'heure ; mais à cet autre vaurien... comment s'appelle-t-il donc ? A ce Liebknecht et à sa Rosa, cette Juive de Berlin. Quand on revient de si loin et qu'on entend tout à coup parler politique, il vous arrive facilement de confondre les noms. Ebert est très bien, dit-on... mais c'est Liebknecht qui est le sellier, et sa Juive Rosa, le pourceau... mais que le diable m'emporte si je ne me retrouve parmi tous vos noms ! Et c'est mon tort. Allons ! Bonne nuit !

Il entra dans la chambre à coucher de ma mère où il enleva ses bottes avec fracas.

Je l'entendis embrasser ma mère.

Dehors la pluie tombait tout doucement.

Le lendemain je fus réveillé de bonne heure. Il était sept heures lorsque j'entendis les robinets de la salle de bains, à côté de ma chambre, couler avec un bruit inusité. Puis on frappa à ma porte.

— Allons, debout !

Je courus à la porte, je l'entr'ouvris. J'aperçus mon père enveloppé dans son mainteau de bain tout passé.

— Aux armes ! me cria-t-il en riant.

Et il retourna dans sa chambre à coucher.

Il se mit à chanter : « A la baleine noire d'Ascalon... ».

Il ne fit pas grâce d'un couplet.

Puis il prit une douche en s'ébrouant.

Il devait se frapper le dos de la paume de la main, car on eût dit un boucher qui battait de la viande crue du plat de sa hache ; sans doute devait-il aussi exécuter des flexions ; car j'entendais parfois un craquement pareil au bruit qui se produit quand on disloque les pattes des jeunes veaux.

Parfois c'était comme un claquement mou suivi d'un rire d'homme... peut-être quand il projetait l'éponge contre les carreaux de faïence du mur.

Je l'entendais exprimer sa satisfaction. Pour cela, l'eau et le rire lui étaient bons. Soudain, il sembla sauter hors de la baignoire ; j'entendis ses pieds mouillés claquer sur le sol ; il se mit alors à courir, prit ma mère par la taille et la chatouilla. Le rire exaspéré de la femme se mêlait au chant de mon père qui avait entonné la chanson :

« Qu'est-ce qui vient de là-haut ? »

Après la huitième strophe, il lâcha ma mère.

Je me levai et me lavai.

Un quart d'heure plus tard, nous nous retrouvions dans la salle à manger, à la table familiale.

Mon père était rasé de frais et en civil.

Il avait exactement le même air que quatre ans auparavant. Rien ne manquait à la parfaite ordonnance de son extérieur. Ses ongles étaient taillés en pointe comme autrefois, sa moustache avait la même coupe, il portait la même cravate que quatre ans auparavant et son col raide aux coins relevés datait de 1914. Sa voix seule avait changé ; elle était devenue plus inégale et ses modulations avaient quelque chose de saccadé et de nerveux.

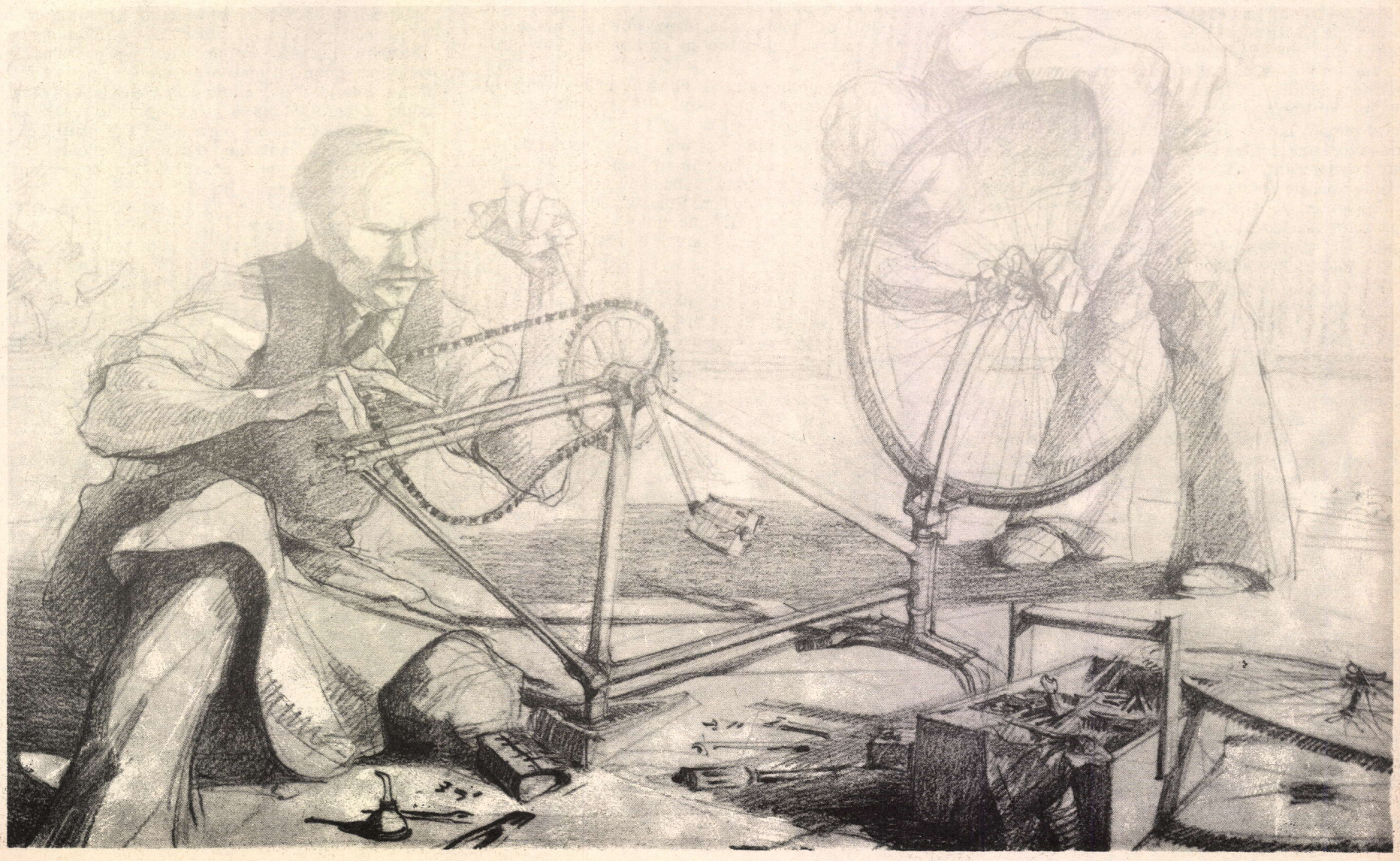
Il parlait sans interruption. Il disait combien il était heureux de se retrouver à la maison ; rien ne valait les joies du foyer ; il était fier de nous qui avions traversé si vaillamment ces années calamiteuses et qui, malgré les difficultés du temps et la détresse de notre patrie, n'avions pas perdu courage ; nous devions tous nous mettre maintenant allègrement au travail pour la reconstitution et la conservation de la patrie, en dépit de toutes les forces conjurées pour l'écraser.

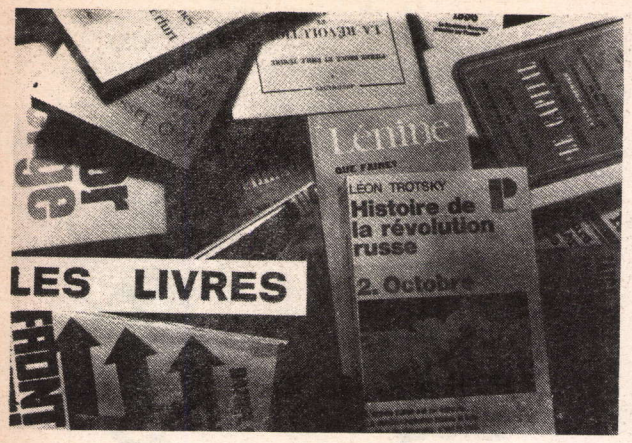
— Il faut rentrer en nous-mêmes, s'écria-t-il, il faut que nos erreurs passés nous servent de leçon. Il faut que nous soyons unis, complètement unis.

Il attaqua un petit pain au miel.

Je le considérai. Ses discours ne m'intéressaient pas. Même quand il dit : « Le peuple allemand s'en tirera et les ouvriers raisonnables viendront vite à bout du bolchévisme », je ne le contredis pas. Je le laissai parler.

(A suivre)





Louise Michel :

LA COMMUNE

Histoire et souvenirs

MASPERO, 2 tomes à 5,90 F

LOUISE MICHEL est la militante la plus connue de la Commune, elle en est devenue un symbole.

Dans ces deux tomes d'Histoire et de Souvenirs (ses Mémoires restent encore à paraître), Louise Michel évoque tout autant les années qui précédèrent et suivirent la Commune que la période de la Commune elle-même, et elle nous aide à mieux comprendre cette époque.

Louise Michel s'installa à Paris en 1856 (elle avait alors vingt-six ans) comme institutrice, et fréquenta les cercles révolutionnaires. C'était l'Empire et pour les opposants « comme alors la République était belle ! ».

Malgré le souvenir de juin 1848, les révolutionnaires socialistes et les républicains bourgeois n'étaient pas encore complètement séparés. Les futurs Versaillais pouvaient encore faire croire aux futurs Communards que leur opposition à Napoléon III était de même nature.

C'est ainsi que Louise Michel raconte l'anecdote suivante : « *Un jour* (après le 4 septembre) *sur la porte de l'Hôtel de Ville, Jules Favre nous serra trois dans ses grands bras, Rigaud, Ferré et moi, en nous appelant ses chers enfants... Je songeais à cela pendant les jours de mai à Satory... dans la boue sanglante de la cour.* »

Parlant des événements précédant la Commune, Louise Michel évoque les procès des Internationaux, l'opposition littéraire de Rochefort, les manifestations, les blanquistes toujours prêts à essayer de prendre le pouvoir à une vingtaine.

Dans tous ces événements, elle eut une part active. Ainsi lors des funérailles du journaliste Victor Noir, assassiné par le prince Pierre Bonaparte, elle déclare : « *J'avais pour ma part un poignard volé chez mon oncle... et j'étais habillée en homme pour ne pas gêner ni être gênée.* »

L'Empire ne s'écroula pas ce jour-là malgré les illusions de Flourens et des blanquistes qui voulaient entraîner le cortège dans Paris pour y faire lever l'émeute.

En 1870 les révolutionnaires, et Louise Michel avec eux, s'étaient opposés au déclenchement de la guerre, mais devinrent partisans de la défense nationale après l'invasion des armées de Bismarck.

Les blanquistes voulurent s'armer en prenant d'assaut une caserne de pompiers du boulevard de la Villette. A la suite de cette action, Eudes et Brideau furent condamnés à mort. Le « radical » Gambetta avait réclamé leur « *exécution immédiate et sans jugement* ». Louise Michel participa à la campagne de solidarité qui sauva les condamnés et se chargea avec d'autres militantes d'aller porter les pétitions chez Trochu.

La nouvelle de Sedan entraîna la proclamation de la République le 4 septembre et Louise Michel participa à une manifestation exigeant des armes pour aller libérer Strasbourg.

Mais les illusions patriotiques ne masquaient pas les antagonismes de classe. L'affrontement du printemps 1871 se préparait. Lors de la manifestation du 22 janvier devant l'Hôtel de Ville, les mobiles bretons ouvrirent le feu. Louise Michel note que certains gardes nationaux n'osaient pas riposter et visaient en l'air.

« *Je ne fus pas de ceux-là,* déclare-t-elle, *si on agissait ainsi, ce serait l'éternelle défaite* » et pour la première fois elle fit le coup de feu avec les autres. Parmi eux, un « *vieil insurgé de juin* » 1848) « *sa grande redingote trouée de balles comme un crible* », déclarant tranquillement : « *Il faut terriblement de plomb pour tuer un homme.* »

Puis vint la Commune. Les femmes y jouèrent un grand rôle, et Louise Michel n'est que la plus connue des combattantes.

Déjà, en 1870, pour fonder une ambulance elle alla collecter dans les quartiers bourgeois en commençant par les églises, accompagnée d'un garde national, baïonnette au canon. Curés, bourgeois et « *dévotes pâles d'épouvante* » versaient leur monnaie.

Avec d'autres institutrices, elle faisait pendant la Commune, des cours du soir dans une école professionnelle gratuite. Diverses sociétés de femmes s'étaient constituées sous l'Empire « *les plus actives faisaient partie de tous les groupements à la fois* ».

Louise Michel participa à la « *société des secours pour les victimes de la guerre* », bien qu'elle fut plus souvent à la « *Patrie en danger* » et au comité de vigilance.

Elle écrivait dans le *Cri du Peuple* de Jules Vallès et combattait dans le 61e bataillon de marche de Montmartre, corps d'armée de Eudes.

Après la prise du fort d'Issy, « *une vingtaine de femmes* » vinrent le rejoindre. « *Elles pansaient les blessés sur le champ de bataille et souvent ramassèrent le fusil d'un mort.* »

Méditant après coup sur les événements de 1871, Louise Michel fait des reproches aux Communards à propos de leur excès de générosité : « *Braves gens de* 71, *braves gens de l'hécatombe ! Vous avez emporté cette mansuétude sous la terre empourprée de sang, elle n'y remontera que la lutte terminée dans la paix d'un monde nouveau.* »

Quant à elle, après la manifestation réactionnaire de la place Vendôme, elle envisagea d'assassiner Thiers. « *J'aurais sans pâlir, comme on ôte une pierre des rails, pris la vie de ce nain qui devait faire tant de victimes !* » Ferré et Rigaud l'en dissuadèrent, craignant que la réaction ne fasse de Thiers un martyr.

Pour Louise Michel, les fautes des Communards viennent de leur participation au pouvoir. « *C'est que le pouvoir est maudit et c'est pour cela que je suis anarchiste.* » C'est le pouvoir en soi et non la direction du pouvoir ouvrier qu'elle critique.

Décrivant ou rapportant des traits de Ferré, Rigaud, Rossel, Flourens, Duval, Dombrowski, etc., elle nous fait mieux connaître le caractère et la psychologie des Communards.

Puis vint la répression qui fit environ 100.000 morts d'après une enquête privée de conseillers municipaux. « *Accordez aux braves soldats la liberté de venger leurs camarades en faisant sur le théâtre et dans LA RAGE même de l'action ce que le lendemain ils ne voudraient pas faire de sang-froid* », écrivait *l'Officiel de Versailles* avant le carnage.

Assommée sur une barricade, elle parvint à s'échapper mais se livra pour obtenir la libération de sa mère.

A ses juges, elle déclara : « *Puisqu'il me semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part. Si vous me laissez vivre, je ne cesserai de crier vengeance et je demanderai à la vengeance de mes frères les assassins de la commission des grâces (...) si vous n'êtes pas des lâches, tuez-moi.* »

Elle fut déportée en Californie. Communards et Algériens révoltés y étaient surveillés par des soldats. Les Canaques s'y soulevèrent. Et si l'on vit certains déportés, Communards de la veille, prendre parti contre les Canaques Louise Michel se prononça pour ceux-ci sans réserves.

Avec l'amnistie de 1880, elle revint en France, milita avec les anarchistes et connut à nouveau les manifestations et les prisons.

Avant de mourir en 1905, celle qui disait des Communards : « *Ils seront vengés ensemble à la grande révolte, le jour où sur un front de bataille large comme le monde, l'émeute se relèvera* », eut la joie de connaître les débuts de la première révolution prolétarienne de Russie.

Pierre BUISSON.

Extraits des fichiers de la police : Louise Michel y figure avc Elisée Reclus, un autre communard et divers opposants. (Photo Viollet.)

THÉATRE

LES ENNEMIS DE GORKI

Une émeute d'ouvriers dans une fabrique à l'automne 1905, le meurtre d'un des propriétaires, l'intervention de la troupe, voilà le thème de la pièce de Gorki : *Les Ennemis*. Et si, à la fin, force reste à la loi, on comprend qu'il ne s'agit là, pour la classe dominante, que d'un répit.

Car, tout au long de la pièce, l'auteur nous montre avec talent la décomposition de cette classe dominante, son incapacité de plus en plus patente à gouverner : le patron « dur » croit encore qu'il suffit de parler haut à ses ouvriers pour que ceux-ci s'inclinent ; le patron « libéral » espère qu'en leur parlant gentiment, il obtiendra d'eux la même docilité que celle qu'il obtenait de ses moujiks.

Peine perdue avec des hommes qui ont compris qu'un patron est toujours un patron : « Bon ou mauvais, c'est la même chose. La maladie ne choisit pas son homme. »

Quant aux autres membres de la famille, frère ivrogne, actrice lasse de jouer devant un public factice, ils abdiquent, se dégoûtant eux-mêmes au spectacle de leur parasitisme. L'ivrogne finira par se suicider, l'actrice quittera la ville. Seule une jeune fille, révoltée, semble trouver la voie de l'action révolutionnaire.

Cette famille de bourgeois qui s'entre-déchirent, c'est l'image même de la décomposition des classes dominantes à la veille de la révolution.

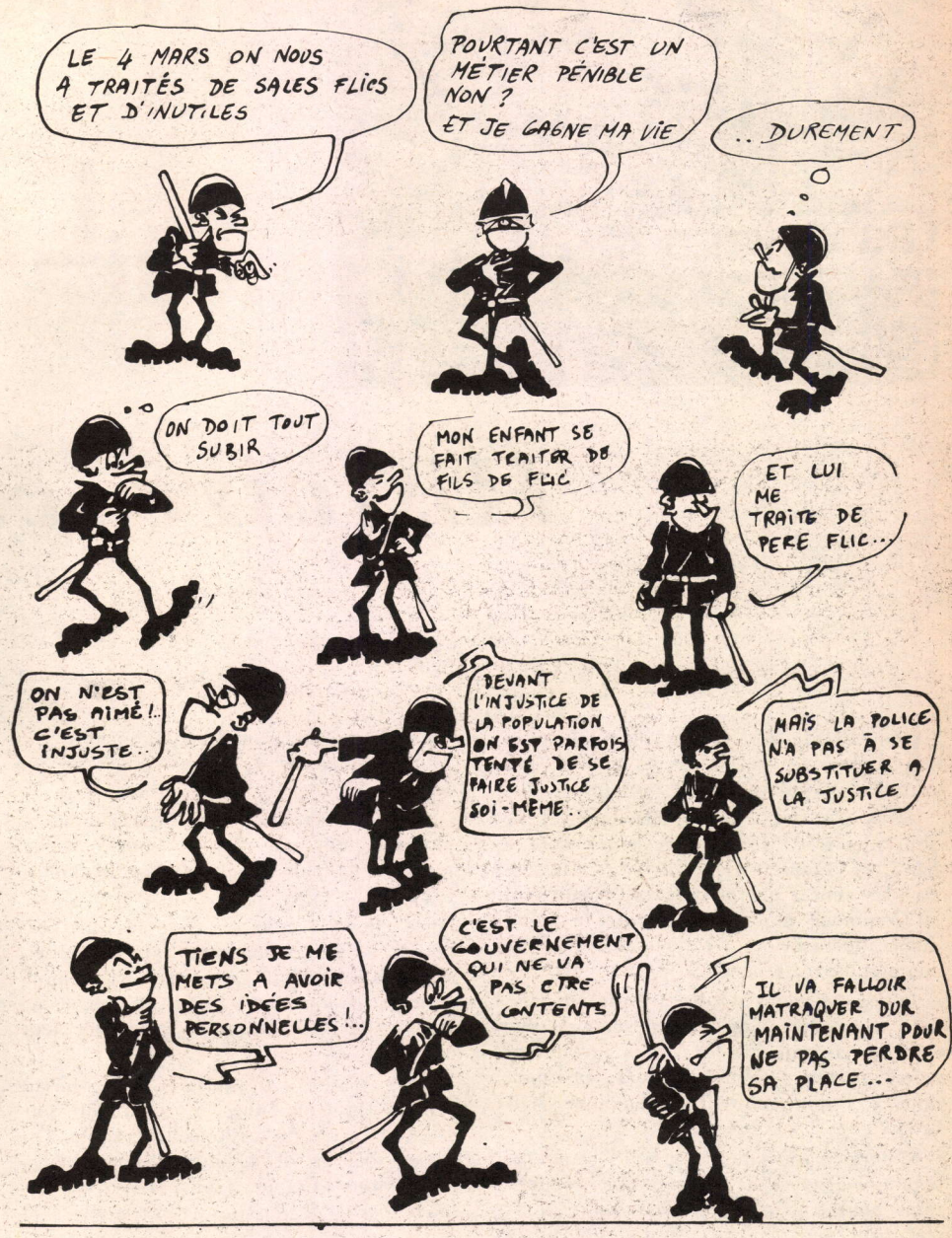
Et, incapables d'assurer leur autorité, c'est à la police et à la troupe, qui apparaissent comme les seules forces organisées et efficaces, qu'ils s'en remettent de leur sort.

Des ouvriers, nous ne voyons que des militants ; des ouvriers dignes, dont les réparties font plaisir à entendre, mais qui apparaissent parfois un peu comme des images d'Epinal. Cependant, on ne peut guère le reprocher à l'auteur : celui-ci n'a pas voulu peindre dans cette pièce le prolétariat russe, qu'il a fort bien dépeint ailleurs, avec toutes ses qualités et ses faiblesses. Les quelques ouvriers qu'on voit dans *Les Ennemis* sont en quelque sorte un symbole de la montée du prolétariat révolutionnaire. Ils servent à montrer comment leur action accélère la décomposition d'une classe sociale condamnée par l'histoire.

D'autre part, il ne faut pas oublier que Gorki a écrit cette pièce à une époque où le terrorisme et l'action individuelle de quelques héros avait encore de nombreux adeptes ; et il voulait montrer la force que donne l'action de masse organisée. Il l'a fait parfois de façon quelque peu didactique, mais cela n'empêche pas que sa pièce est non seulement intéressante, mais agréable à voir.

Michel VARNAL.

Théâtre de l'Est Parisien. — La pièce se joue jusqu'au 14 mars. — Prix des places : 14 F — Collectivités : 7 F.



GASTRONOMIE PROLETARIENNE

Au tord boyaux... le patron s'appelle Gévelot

Si par hasard vous passez sur l'heure de midi à la hauteur du 150, *avenue de Verdun à Issy-les-Moulineaux, ne manquez pas le relais gastronomique de l'usine Gevelot. Vous ne le regretterez pas.*

Passé la porte, vous n'aurez déjà que l'embarras du choix. En effet, l'usine Gevelot a le privilège de mettre à votre disposition quatre cantines, suivant votre rang bien sûr ! Si vous êtes prolétaire, ou si vous avez oublié votre cravate ou votre costume sur mesures, prenez garde d'éviter le « mess des officiers » où vous ne seriez certainement pas admis. « C'est qu'ils sont bêcheurs ces mecs-là ! ». N'allez pas non plus à celui des « sous-off », c'est là que mangent chefs d'équipes et employés ; vous risquez de vous y ennuyer. Demandez plutôt dès votre arrivée la cantine ; et précisez bien : « celle qui se trouve à la cave ». Cette fois vous y êtes.

Tout de suite en rentrant, c'est le « restaurant » : c'est un peu plus cher, vous vous y servez vous-mêmes et pouvez choisir entre trois plats. Un peu plus au fond vous avez la cantine proprement dite. Vous choisissez celle-ci ? Bien. Alors il vous faut faire la queue pour acheter votre ticket, après quoi il ne vous reste plus qu'à vous asseoir et à attendre. Si les tables sont un peu collantes ce doit être à cause du ragoût d'hier ou des fayots d'avant-hier. N'y faites donc pas attention. Laissez vous plutôt aller à admirer la variété et la richesse des couverts. Il n'y en a pas deux semblables. Chaque ouvrier apporte le sien.

Le menu ? C'est de la bonne cuisine française classique. Exemple, des tranches de veau garnies avec des pommes de terre à l'huile qui peuvent tourner au vinaigre ; si vous n'aimez pas du tout, alors, vous avez le droit à un changement de garniture pour le même prix. Ce sera des petits pois assaisonnés avec des morceaux de verre. Vous n'y croyez pas ? Et bien venez vous en rendre compte par vous-mêmes ! Si vous voulez fumer, tout est prévu, vous pourrez même trouver d'ici la fin du repas, un mégot dans votre plat.

Et pour les grandes occasions comme à Noël, où vous bénéficiez d'un repas amélioré aux frais de la Direction, il est conseillé d'acheter un casse-croûte pour tromper la faim. Vous risquez d'attendre une heure et demie une dinde qui n'aura pas eu le temps de cuire ou qui au contraire aura été complètement calcinée.

Si vous êtes satisfaits, alors faites en profiter vos copains, et surtout n'oubliez pas d'apporter votre couvert.

LE DOIGT SUR LA GAZETTE...

Quand la presse de droite parle des travailleurs

« *Minute* » a raconté à sa manière la lutte des travailleurs des usines Leclerc, de Fougères, qui, il y a quelques semaines séquestrèrent leur patron et deux des cadres supérieurs de l'entreprise.

Le ton du plumitif de service de « *Minute* » vaut d'être noté. Et nous donnons ci-dessous un aperçu de sa prose :

Il y a quelque temps, Leclerc décide d'agrandir de 400 *m2 la surface des ateliers. Il achète — à crédit bien sûr — de nouvelles machines.*

Aussitôt dans l'usine l'idée est lancée par les fortes têtes travaillées par les gauchistes :

— Il ne sait plus quoi faire de son fric. Camarades, c'est le moment de revendiquer.

— — — — — — — — —

— On séquestre Leclerc, Harzel et Tersol.

Les trois hommes prennent les choses avec calme. Ils vont passer 26 *heures dans un bureau vitré sur trois côtés soumis constamment aux regards de leurs gardiens, pour la plupart des jeunes. Dont certains n'ont même pas effectué le service militaire.*

Et « *Minute* » de citer ces fortes paroles de Leclerc :

— Ces jeunes, ils sont si arrogants ! Ah ! on voit bien qu'ils n'ont pas connu les difficultés que nous avons vécues, nous...

— Les gauchistes... Pendant que nous étions séquestrés, raconte Leclerc, ils sont trois de la Gauche Prolétarienne à être venus discuter avec nos gardiens. En Triumph, comme il se doit ! Deux garçons et une fille. Ils ont pris des photos. Je suppose que tout cela va faire un article sauvage dans « La Cause du Peuple ».

Mais la quintessence de l'article était contenu dans les légendes des photos qui l'illustraient, l'une disant :

« *Le parking de l'usine Leclerc à Fougères : ici les ouvriers ne viennent pas à bicyclette* »,

l'autre affirmant :

« *A gauche : les ravisseurs en plein travail. Le gros rouge coule à flots. A droite : les séquestrés. Ils supporteront toute la nuit le vacarme et les grossièretés de leurs gardiens.* »

Cela se passe de tout commentaire.

LA CANTINE DE LA R.A.T.P. 18, rue de Naples, DISPARAIT

Depuis 1967, *M. Frédéric-Dupont a constamment signalé à M. le Préfet de Paris la gêne causée aux habitants de l'immeuble* 18, *rue de Naples, par la cantine de la Régie Autonome des Transport Parisiens.*

Il lui rappelait le 7 *mars* 1970 *le bruit et l'odeur de la cuisine qui causaient un trouble aux voisins et ce, en violation de l'ordonnance préfectorale. Il lui rappelait enfin les promesses faites en ce qui concerne la suppression de cette cantine.*

Par une réponse publiée au Bulletin Municipal Officiel *du* 12 *avril* 1970, *M. le Préfet de Paris vient d'informer M. Frédéric-Dupont que la cantine venait d'être supprimée.*

(« Paris 7 et 8 » n° 13 - Octobre 1970)

Cinéma CATCH 22

de Mike NICHOLS

CATCH 22, « le plus virulent des pamphlets contre la guerre », comme le disent certains (Le Monde), ou « le plus terriblement putain des films », comme l'affirment d'autres (le Canard enchaîné) ?

A vrai dire, l'un et l'autre de ces jugements ne sont pas forcément incompatibles.

« **Catch 22** » est un film sur la guerre. Plus exactement, un film contre la guerre, mais traité, comme il y a quelque temps « **Mash** », sur le mode burlesque, sur le ton de la farce sanglante.

Le héros du film, le capitaine Yossarian, pilote d'une base de bombardiers américains, en Italie du Sud, est un cinglé. Il est en proie au délire de persécution. Pour lui, il ne fait pas de doute que l'armée américaine est avant tout destinée à détruire ses propres soldats. Et son expérience lui prouve d'ailleurs qu'il n'a pas tout à fait tort. C'est que si Yossarian est un doux dingue, il existe d'autres cinglés dans le film, et autrement plus dangereux. Le commandant-colonel et son adjoint d'abord, qui prennent plaisir à multiplier le nombre des missions quotidiennes, afin d'envoyer le plus grand nombre de pilotes au casse-pipe — toute la gloire est pour eux. Le lieutenant d'intendance surtout, un débrouillard qui a le sens des affaires, et traficote avec les uns et les autres — Allemands et Italiens compris —, et se procure stocks de coton ou Vénus de Milo en série, en échange... des parachutes et du sérum des pilotes qui ne découvrent le trafic qu'une fois en vol, sans parachute et sans sérum. Et puis, quand la baisse du cours du coton sur le marché l'entraîne à la faillite, c'est toute la base qu'il fait bombarder par ses propres pilotes... pour détruire les stocks.

Certes, dans le film de Nichols, le délire complet voisine avec l'horreur outrancière. Mais pour débordant que soit le délire, et pour outrancière que soit l'horreur, il y a encore loin, à coup sûr, entre les images du film et la réalité.

Le conformiste

de Bernardo BERTOLUCI

C'EST encore un de ces films qui promettent beaucoup et tiennent peu leurs promesses. Malgré l'accueil généralement favorable des critiques, on sort du cinéma passablement déçu.

L'histoire est, comme l'indique le titre, celle d'un conformiste ; d'un homme qui, quelles que soient les circonstances, se débrouille pour se trouver du bon côté du manche.

Quand Mussolini arrive au pouvoir, il se fait fasciste, et même un des exécuteurs des hautes œuvres du régime. Il sera chargé de gagner la confiance d'un intellectuel émigré en France, pour l'assassiner ensuite, ce qu'il fera avec la conscience professionnelle de l'homme convaincu. Puis, à la chute du dictateur, il se retrouve, avec le même naturel, antifasciste convaincu.

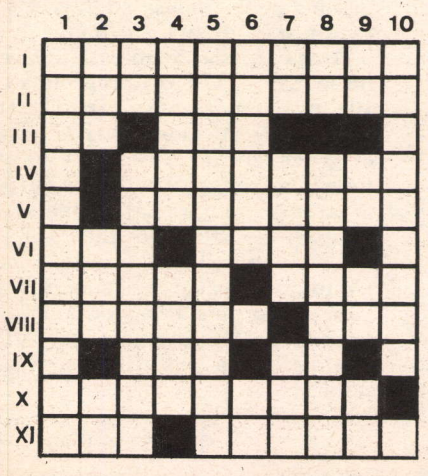
Le spectateur serait en droit de s'attendre à ce que le réalisateur donne au moins une idée du contexte qui a fait d'une simple girouette tournant au gré des tempêtes sociales, un salaud de haute volée.

Il reste sur sa faim. Par contre, il a droit à des développements fumeux sur la mère quelque peu nymphomane du héros, sur une aventure d'enfance avec un homosexuel, et d'autres détails du même ordre. Bref, de quoi convaincre le spectateur que le futur conformiste avait de quoi être traumatisé dès l'enfance.

Entre les bizarreries de la mère et les déconvenues sentimentales très particulières du fils, on oublie être venu, sur la foi des affiches publicitaires, voir un film montrant un conformiste faisant sa place dans le régime fasciste.

Les amateurs d'explications psychanalytiques trouveront peut-être le film excellent...

Michel VARNAL.



HORIZONTALEMENT. — I. Grandes dans la vie militaire, légers dans la vie civile. — II. Epithète suivant habituellement le terme lutte dans la presse gauchiste. — Outil de dessineux - Un pied pas beau. — IV. Rendues bruyantes artificiellement. — V. Amenai de nouveau. — VI. Canidé sans queue - Il vaut mieux le manger que le faire. — VII. Une sorte de fortifiant - Vieux fidèle. — VIII. On l'a dans l'œil - Une artère sujette aux maladies de la circulation. — IX. Divinité nordique - Note renversée. — X. Fourrerai mon nez dans les affaires des autres. — XI. Epoque - Coupée au plus juste.

VERTICALEMENT. — 1. Une grosse branche qui n'a guère de rapport avec la menuiserie. — 2. Eut ses puissances - Un anglais - Narrer sans cœur. — 3. Négation - Résultat du IV horizontal. — 4. On y met parfois les révolutionnaires - Département. — 5. Criera à perdre haleine. — 6. Der des der - Début d'éruption. — 7. Suit souvent ça - Demi-guimbarde - Suivait ça en 1789. — 8. Participe joyeux - Mis à l'ombre. — 9. Note renversée - Cœur de veau - L'or en chimie - Fin de compagnie. — 10. Ne sont pas durs.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	P	O	S	I	T	I	O	N
II	O	S	E	E	S	■	A	N	G	E
III	L	■	D	U	■	M	S	E	■	T
IV	E	■	I	V	R	E	S	S	E	■
V	A	N	C	R	A	G	E	■	R	E
VI	N	O	U	E	■	E	R	V	I	V
VII	C	U	R	S	I	V	E	■	G	A
VIII	E	■	E	■	L	E	N	T	E	S
IX	S	O	S	I	E	■	T	U	E	E

LA REPRISE AUX BATIGNOLLES (Nantes)

Une victoire morale qui concerne tous les travailleurs

LES 1.800 travailleurs des usines Batignolles de Nantes ont repris le chemin de l'usine mardi 2 mars.

A l'aube de leur septième semaine de grève, ils ont décidé de reprendre le travail par 822 voix contre 422 (l'usine compte 1.800 ouvriers).

Bien sûr, on ne peut pas dire que leurs revendications soient entièrement satisfaites. Mais ce qu'a lâché la Direction des usines Batignolles est loin d'être négligeable. L'horaire hebdomadaire des ouvriers travaillant en équipe sera diminué d'une heure, celui des autres travailleurs d'une demi-heure. Les trois jours de lock-out qui avaient suivi les incidents du 15 janvier (où les bureaux furent envahis et quelque peu malmenés par les ouvriers) seront payés. Les congés et la prime d'ancienneté seront calculés sans tenir compte des 45 jours de grève, contrairement à ce qu'avait annoncé la Direction, prétextant que le nombre de jours de congés est proportionnel au nombre de jours travaillés. Les syndicats revendiquaient 19 % d'augmentation, pour aligner les salaires horaires de l'entreprise avec ceux des entreprises de métallurgie de la région et environ 11 % seulement ont été promis (répartis sur l'année).

Une manifestation des travailleurs nantais : Ceux des Batignolles sont rentrés la tête haute.

(Photo A.F.P.)

Mais, bien que toutes leurs revendications n'aient pas abouti, les ouvriers des Batignolles sortent victorieux d'une épreuve de force contre un patron de combat qui n'a fait qu'aiguiser leur colère par ses provocations successives.

Même si les ouvriers des Batignolles ont repris le travail avec la conviction que ce qu'ils ont perdu en argent dans cette grève ils ne le rattraperont pas ; même si on calcule tristement qu'il leur faudrait huit mois pour récupérer le manque à gagner dû aux 45 jours de grève : il est certain qu'ils n'ont pas été vaincus.

D'ailleurs rien ne dit qu'ils devront attendre si longtemps pour se relever économiquement de cette grève car il est certain que la Direction veillera à ne pas revivre l'épreuve de force qu'elle vient de perdre. La plus grande victoire des grévistes de Nantes consiste sûrement dans le fait que le patron malgré sa morgue a dû remettre ses sanctions dans sa poche. Les ouvriers de Batignolles ont su se faire respecter; ils ont démontré que, désormais, il faudrait compter avec eux. Les deux ouvriers licenciés après le 15 janvier ont été réintégrés à l'usine. Face à la solidarité et à la détermination de l'ensemble des employés de l'entreprise le patron a dû reculer. Aussi, si aujourd'hui les ouvriers des Batignolles sont un peu « gênés » pour boucler leur maigre budget, ils le sont sûrement moins que leur directeur quand il croise les deux ouvriers réintégrés dans les couloirs de l'usine.

M. CLANCIER.

La grève se poursuit à l'I.N.S.A. de Lyon

LE mouvement de grève entamé par les étudiants de l'Institut National des sciences appliquées de Lyon (école d'ingénieurs) le 15 février (voir L.O. n° 130) se poursuit.

Les étudiants demandent notamment des crédits supplémentaires et la création de nouveaux postes d'enseignants, afin de permettre le fonctionnement de la 5e année d'études.

Après deux manifestations dans les rues de Villeurbanne et de Lyon, l'occupation du bâtiment administratif depuis le 19 février, la seule réponse obtenue fut un télex du ministère :

« Besoin en personnels et crédits de fonctionnement notamment pour mise en place 5e année sont connus du ministère. Il est dans mes intentions de demander la mise en disposition de moyens supplémentaires dans la mesure où des moyens nouveaux seraient ainsi dégagés (*sic !*), j'examinerai avec une particulière attention la demande de l'I.N.S.A. de Lyon. »

Signé : O. Guichard.

Devant le caractère très vague de la réponse, les étudiants avaient voté le 26 février la poursuite de l'action.

Devant leur attitude résolue, le directeur de l'I.N.S.A. tentait de briser le mouvement.

Une première lettre (découverte lors de la fouille des dossiers administratifs par les étudiants) demandait aux autorités ministérielles une grande fermeté vis-à-vis des étudiants qui, selon lui, effectuaient en occupant l'administration, une véritable « insurrection à caractère politique » (*sic !*).

Il portait en outre plainte contre X pour dégâts et vol (de son propre aveu : absence de deux vis, d'une targette et disparition d'un tampon de bureau !).

Il adressait en outre une lettre à tous les parents d'élèves pour qu'ils fassent pression sur leurs enfants.

On pouvait y lire :

« ...De plus, je vous demande d'attirer l'attention de votre enfant sur le point suivant : s'il ne se plait pas à l'I.N.S.A., il lui appartient de démissionner ou il vous appartient de l'en retirer. Mais s'il reste à l'I.N.S.A., j'entends que ce soit pour travailler dans le calme et, s'il désapprouve les mouvements actuels, qu'il sache, avec les étudiants sérieux, faire obstacle aux agitateurs... ».

Le comité de grève, élu démocratiquement par l'assemblée générale des étudiants a pris l'initiative d'envoyer aux parents une contre-lettre dénonçant l'attitude hypocrite et mensongère du directeur.

Et un point exigeant l'impunité pour les élèves ayant participé à l'occupation des locaux administratifs a été rajouté à la motion.

L'A.G. des étudiants du lundi 1er mars (1.200 présents) a voté la continuation de l'action.

Correspondant L.O.

Les étudiants de l'I.N.S.A. manifestent dans les rues de Lyon.

(*Photo L.O.*)

BESANÇON

Non à l'expulsion d'un militant espagnol

NBULTOT, immigré espagnol, militant de la Rhodia de Besançon, apprenait il y a un mois environ, qu'il était menacé d'expulsion. Le motif : « mauvais renseignements ».

Réfugié politique et ancien responsable C.G.T., Bultot est bien connu des ouvriers de la Rhodia. En Mai 68, le P.C. rompit tout contact avec lui et la C.G.T. lui retira toute fonction syndicale pour « gauchisme ». Cette année, elle lui refusa même sa carte.

Déjà en 1964, une campagne de presse avait été menée contre lui, « cet étranger » (« Est Républicain ») parce qu'il avait demandé une minute de silence pour les victimes du colonialisme. Devant la riposte de la C.G.T., le pouvoir avait dû annuler toute procédure. Aujourd'hui, le croyant isolé, les autorités tentent le même coup.

Cependant, immédiatement, toutes les organisations syndicales et politiques furent prévenues. La campagne de protestation fut malgré tout longue à démarrer, à cause de la mauvaise volonté de la C.G.T.; et finalement la grande C.G.T. se limita à des pétitions avec la C.F.D.T., qui sera d'ailleurs obligée de les diffuser quasiment seule. Il y aura aussi une délégation inter-syndicale à la préfecture. Mais en même temps la C.G.T. envoyait à tous ses syndiqués de la Rhodia une lettre expliquant que Bultot aurait été évincé pour malhonnêteté (il n'aurait pas payé les cotisations collectées par lui en 69) ; quant au permanent P.C.F. de Sochaux-Montbéliard, il n'hésitait pas à affirmer que « N. Bultot aurait eu des contacts avec les flics ». Comme on voit les méthodes staliniennes ne se perdent pas.

Devant le refus de la C.G.T. d'aller plus loin, la C.F.D.T. et une série d'autres organisations politiques (notamment des groupes révolutionnaires), syndicales, religieuses prennent position publiquement. Une dizaine de communiqués de presse paraissent dans le journal local. Des lettres ouvertes affluent chez le Préfet, qui se voit obligé de répondre dans la presse que les raisons de cette affaire ne sont nullement politiques « mais d'ordre morales et délictueuses ». Entre autres au dossier, il est reproché à Bultot d'avoir divorcé (sic).

Le lundi 19 mars, 250 personnes environ assistent à un meeting de soutien à Bultot, meeting suivi d'une manifestation à la Préfecture aux cris de : « Travailleurs français, immigrés même combat », « Non à la répression ». Ce cortège se composait pour moitié d'ouvriers et moitié d'étudiants. Ce même lundi, à Sochaux, une manifestation organisée par la C.F.D.T. regroupait de 100 à 150 personnes. La C.F.D.T., avec l'aide de nombreux étudiants et gauchistes de la région a pu ainsi forcer le barrage du silence sur cette affaire, malgré la mauvaise volonté et les calomnies du P.C.F.

La commission réunie le 2 mars n'a toujours pas publié son avis. Devant la protestation organisée, le pouvoir préfère attendre que l'affaire s'oublie un peu. Il en sera pour ses frais.

(Correspondant L.O.)